Quatre-vingt-sixième année. — N° 100. Le Numéro : 15 francs. Vendredi 30 Avril 1954.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.450 | 1.800 | 950 | 800 | 600 | 400 | 250 | 5.000 | 2.800 | 1.600 |
| Etranger . . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 12.500 | 6.550 | 3.500 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Edition des Lois et Décrets et les Editions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS


### AVIS AUX ABONNES

Les **Tables des Débats de l'Assemblée de l'Union française et des Avis et rapports du Conseil économique** pour l'année 1953 sont annexées au *Journal officiel* de ce jour, destiné aux abonnés de l'édition complète ; un envoi séparé de ces tables est également effectué à l'adresse des souscripteurs d'abonnements spéciaux à chacune des éditions susvisées.

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


**Ministère de la justice.**

*Liste* des candidats autorisés à concourir pour l'admission aux fonctions de notaire en Algérie (p. 4162).

**Ministère des affaires étrangères.**

*Décret* du 24 avril 1954 modifiant le décret du 4 avril 1950 et portant création d'une commission consultative des organisations internationales (p. 4162).

**Ministère de la défense nationale et des forces armées.**

*Décrets* du 29 avril 1954 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 4163).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Décret* n° 54-459 du 29 avril 1954 portant modification des prix de vente à l'intérieur de certaines variétés de cigarettes (p. 4163).

*Décret* n° 54-460 du 29 avril 1954 fixant les prix de vente en Corse de certaines variétés de cigarettes du monopole (p. 4163).

*Arrêtés* du 12 avril 1954 portant remises de débets (p. 4163).

*Arrêtés* portant promotions, nomination et détachements :

Administration centrale des affaires économiques (p. 4164).
Expansion économique à l'étranger (p. 4164).
Institut national de la statistique et des études économiques (p. 4164).

(1 f.)

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Décrets* du 29 avril 1954 portant promotion et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 4164).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

MARINE MARCHANDE

*Décret* du 29 avril 1954 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 4164).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Décret* n° 54-461 du 26 avril 1954 relatif à la gestion des ouvrages de transport de gaz en Algérie (p. 4164).

**Ministère de l'agriculture.**

*Décret* n° 54-462 du 29 avril 1954 relatif à l'organisation d'un marché commun des céréales entre la France et la Tunisie (p. 4165).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Arrêtés* portant nomination, titularisation, promotion, détachement, mises en position de mission et « sous les drapeaux » et cessation de fonctions :

Administrateurs (p. 4166).
Cabinet du ministre (p. 4166).
Cabinet du secrétaire d'Etat (p. 4166).
Médecins africains (p. 4166).
Transmissions (p. 4166).
Travaux publics (p. 4166).

**Ministère de la reconstruction et du logement.**

*Arrêté* portant nomination d'un administrateur du centre scientifique et technique du bâtiment (p. 4166).

**Nominations à des emplois réservés** (p. 4166).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Convocation de la conférence des présidents (p. 4167).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Convocation de commission (p. 4167).

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Convocations de commissions (p. 4168).

## AVIS. COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

*Avis* aux importateurs d'aliments du bétail originaires et en provenance d'Argentine (p. 4168).

*Avis* aux importateurs de bananes des Canaries (p. 4168).

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance des pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique (rectificatif) (p. 4169).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

*Avis* aux importateurs d'aliments du bétail originaires et en provenance d'Argentine (p. 4168).

*Avis* aux importateurs de bananes des Canaries (p. 4168).

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

*Avis* relatif aux tarifs de la caisse nationale d'assurances sur la vie applicables aux constitutions de rentes allouées en réparation d'accidents du travail (p. 4169).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

*Avis* de concours pour le recrutement d'un directeur de bureau municipal d'hygiène à Menton (Alpes-Maritimes) (additif) (p. 4170).

**Situation** de la Banque de France (p. 4171).

**Annonces** (p. 4172).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Liste des candidats autorisés à concourir pour l'admission aux fonctions de notaire en Algérie.

Par arrêté du 24 avril 1954.

Sont autorisés à concourir pour l'admission aux fonctions de notaire en Algérie:

*Centre d'Alger.*

MM. Chicha (Marcel), Darmon (Salomon-Armand), Demichelis (Louis), Dumont (Pierre-Ferdinand), Forterre (Alexis-Robert), Fournier (Henri-François), Lafage (Paul-Yves), Llorca (François-Emmanuel), Pinchon (Alfred), Roy (Emile), Sfar (Jules-Gilbert), Zenati (Paul).

*Centre de Bordeaux.*

M. Gravier (Henri-Pierre).

*Centre de Constantine.*

MM. Arnold (Emile), Bernardini (Louis), Borney (Albert), Cutajar (Maurice), Goeta (Henri), Levi (Jacques), Sendra (Auguste), Sevenery (Claude).

*Centre d'Oran.*

MM. Armengau (André-Pierre-Auguste), Barland (Silvère), Ben Hayoun Aron Arnaud, Condet (Rolland), Defillon (Gérard), Fouque (Roger), Gongora (Robert), Nounou (Aron), Parienté (Rolland), Pagani (André), Peres (Elie-Paul), Vidal (Alfred).

*Centre de Paris.*

M. Louvet (Robert-Louis).

*Centre de Toulouse.*

M. Garcia (Joseph).

Sont autorisés à concourir pour l'admission aux fonctions d'avoué en Algérie:

*Centre d'Alger.*

MM. Adida (Marcel), Akoun (Roland), Benizri (Rodolphe), Bertolino (Antoine), Camilleri (Georges), Colonieu (Georges), Rahaj Mohamed.

*Centre de Constantine.*

M. Guedj (Jean).

*Centre d'Oran.*

M. Borel (Henri).

Sont autorisés à concourir pour l'admission aux fonctions d'huissier en Algérie:

*Centre d'Alger.*

MM. Cohen (Scali), Djelfaoui (Mohamed), Mesguich (Simon), Boniche (Léon), Nouschi (Gilbert), Eddaikra Mostefa, Kara Mohamed Mostefa, Sultana Khan (Henri).

*Centre de Constantine.*

MM. Allouche (Maurice), Sebbah (Fernand), Teuma (Laurent).

*Centre de Marseille.*

M. Descoubes.

*Centre d'Oran.*

M. Bounatel Abdelkader, Benfriha Habib, Cherbit (Jacques), Mouhoub Makhlouf.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Décret du 24 avril 1954 modifiant le décret du 4 avril 1950 et portant création d'une commission consultative des organisations internationales.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu le décret du 4 avril 1950 portant création d'une commission consultative pour l'étude des problèmes d'ordre général intéressant la participation de la France aux institutions spécialisées des Nations Unies,

Décrète:

Art. 1er. — La compétence de la commission consultative créée par le décret du 4 avril 1950, en vue de l'étude des problèmes d'ordre général que pose, dans le domaine politique, administratif et financier, la participation de la France aux institutions spécialisées rattachées à l'Organisation des Nations Unies est étendue à l'ensemble des organisations internationales et supranationales auxquelles la France est, ou deviendra, partie. La commission sera en conséquence désormais désignée sous le nom de « Commission consultative des organisations internationales ».

Art. 2. — L'article 3 du décret précité est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après:

« La commission comprend:

« Les délégués du Gouvernement français auprès des organisations internationales ou supranationales suivantes: « Organisation des Nations Unies; institutions spécialisées des Nations Unies; Conseil de l'Europe; Organisation européenne de coopération économique; Communauté européenne du charbon et de l'acier:

« Les chefs des services administratifs principalement intéressés par l'activité de ces organisations;

« Des représentants du conseil d'Etat et de la cour des comptes.

« Les délégués de la France aux autres organisations internationales pourront être convoqués par la commission. Ils feront de droit partie des comités de celle-ci lorsque ces comités examineront des questions concernant particulièrement l'organisation auprès de laquelle ils sont accrédités ».

Art. 3. — L'article 7 du décret précité est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après:

« La commission se réunira au moins une fois par an en séance plénière ».

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 avril 1954.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des affaires étrangères,*

GEORGES BIDAULT.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

### Décrets du 29 avril 1954 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 29 avril 1954 rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat à la guerre, le conseil de l'ordre entendu, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur (décrets n° 50-661 du 14 juin 1950 et n° 51-760 du 14 juin 1951) :

*Au grade de chevalier.*

(Pour prendre rang du 18 mai 1951.)

Granger (Henri-Robert). Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre avec palme, elle annule les citations accordées pour les mêmes faits.

Par décret en date du 29 avril 1954 rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat à la guerre, le conseil de l'ordre entendu, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

A TITRE CIVIL

*Au grade de chevalier.*

M. Hoursiangou (Marcel-Pierre-Joseph), journaliste ; 25 ans de services civils et militaires, 1 campagne.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

### Décret n° 54-459 du 29 avril 1954 portant modification des prix de vente à l'intérieur de certaines variétés de cigarettes.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi du 7 août 1926 ayant pour objet la création d'une caisse autonome de gestion des bons de la défense nationale et d'amortissement de la dette publique ;

Vu le décret du 13 août 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 7 août 1926 ;

Vu le décret n° 51-1250 du 3 novembre 1951 portant fixation des prix de vente à l'intérieur des tabacs de vente courante et de vente restreinte ;

Vu le décret n° 53-1219 du 10 décembre 1953 portant fixation du prix de vente à l'intérieur des cigarettes Air France ;

Vu le décret n° 54-197 du 24 février 1954 portant fixation des autonome d'amortissement dans sa séance du 13 avril 1954,

Décrète :

Art. 1er. — A compter du 1er mai 1954, la nomenclature des prix de vente à l'intérieur des tabacs de vente courante mis à la disposition des consommateurs par la régie est modifiée conformément aux indications figurant dans le tableau ci-dessous :

| DESIGNATION DES PRODUITS | NUMÉRO de série. | PRIX DE VENTE aux consommateurs par K. P. V. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| TABACS DE VENTE COURANTE | | |
| ..... | ..... | ..... |
| *Cigarettes.* | | |
| Week-End | 51 | 7.000 |
| Balto | 53 | 6.500 |
| Air France | 55 | 6.000 |
| High-Life | 59 | 5.000 |

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 avril 1954.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres :
*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

### Décret n° 54-460 du 29 avril 1954 fixant les prix de vente en Corse de certaines variétés de cigarettes du monopole.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi du 7 août 1926 ayant pour objet la création d'une caisse autonome de gestion des bons de la défense nationale et d'amortissement de la dette publique ;

Vu le décret du 13 août 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 7 août 1926 ;

Vu le décret n° 51-1457 du 22 décembre 1951 fixant les prix de vente en Corse des tabacs du monopole ;

Vu le décret n° 54-197 du 24 février 1954 portant fixation des prix de vente en Corse de certaines variétés de tabacs du monopole ;

Vu l'avis donné par le conseil d'administration de la caisse autonome dans sa séance du 13 avril 1954,

Décrète :

Art. 1er. — La nomenclature des prix de vente en Corse des tabacs mis à la disposition des consommateurs par la régie est modifiée comme suit, à compter du 1er mai 1954 :

| PRODUITS | NUMÉRO de série. | PRIX DE VENTE par K. P. V. aux consommateurs de la Corse. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| TABACS DE VENTE COURANTE | | |
| ..... | ..... | ..... |
| *Cigarettes.* | | |
| Week-End | 51 | 6.000 |
| Balto | 53 | 5.500 |
| Air France | 55 *bis* | 4.750 |
| High-Life | 59 *bis* | 4.000 |

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 avril 1954.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres :
*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

### Remises de débets.

Par arrêtés en date du 12 avril 1954, le ministre des finances et des affaires économiques a fait remise gracieuse, en capital et intérêts :

1° A Mme Jego (Augustine), veuve Robert, veuve Jego, de la somme de 512.715 F qu'elle a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 17 décembre 1935 au 6 janvier 1953, contrairement à la législation en vigueur, les arrérages de ses pensions de veuve civile n°s R 25380, A 58391 et B 50007560 avec sa pension de veuve servie par la caisse de retraites des marins.

2° Sous réserve du versement d'une somme totale de 200.000 F, à M. Muller (Ernest), de la somme de 519.248 F qu'il a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 1er janvier 1938 au

30 juin 1952, au delà des limites fixées par la législation en vigueur, les arrérages de ses pensions militaire proportionnelle n° B 49160037 et de la caisse des retraites de l'Algérie n° 6502.

3° A M. Gourves (Edouard), de la somme de 551.964 F, montant du trop-perçu accusé par la feuille de décompte qui a liquidé, pour la période du 10 mars 1949 au 9 mars 1953, les arrérages de la pension d'invalidité temporaire n° 52960183.

4° Sous réserve du versement d'une somme totale de 200.000 F, à M. Cauture (Robert), de la somme de 516.686 F qu'il a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 1er janvier 1951 au 5 août 1953, au delà des limites fixées par la législation en vigueur, les arrérages de sa pension militaire d'ancienneté n° B 50022119 avec le traitement d'employé à la fédération de la mutuelle agricole de la Dordogne, à Périgueux.

5° Sous réserve du versement d'une somme totale de 500.000 F, à M. Janssen (Adrien), de la somme de 1.501.656 F qu'il a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 1er avril 1945 au 30 juin 1952, au delà des limites fixées par la législation en vigueur, les arrérages de ses pensions militaires proportionnelles n°s A 112598 et B 49051746 avec le traitement de directeur de la caisse primaire de sécurité sociale de Nancy.

6° Sous réserve du versement d'une somme totale de 600.000 F, à M. Mallo (Pierre) de la somme de 2.012.701 F qu'il a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 28 avril 1947 au 5 avril 1953, au delà des limites fixées par la législation en vigueur, les arrérages de ses pensions civiles n°s A 221588 et B 50425810 avec le traitement de chef de laboratoire au port autonome du Havre.

7° Sous réserve du versement d'une somme totale de 600.000 F, à M. Hureau (Raoul), de la somme de 2.292.766 F qu'il a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 12 novembre 1946 au 6 mai 1953, au delà des limites fixées par la législation en vigueur, les arrérages de sa pension militaire d'ancienneté n° 50400138 avec le traitement de chef du service des marchés au centre de recherches en vol de Brétigny-sur-Orge.

8° Sous réserve du versement d'une somme totale de 400.000 F, à M. Veronneau (Anatole), de la somme de 2.100.802 F qu'il a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 1er juillet 1947 au 6 mai 1953, au delà des limites fixées par la législation en vigueur, les arrérages de sa pension militaire d'ancienneté n° B 49001741 avec le traitement d'ingénieur adjoint au directeur du centre de recherches en vol de Brétigny-sur-Orge.

9° Sous réserve du versement d'une somme totale de 900.000 F, à M. Amouroux (Edouard), de la somme de 2.573.256 F qu'il a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 1er février 1949 au 6 mai 1953, au delà des limites fixées par la législation en vigueur, les arrérages de sa pension militaire d'ancienneté n° B 49024420 avec le traitement de chef de division, directeur du centre de recherches en vol de Brétigny-sur-Orge.

10° Sous réserve du versement d'une somme de 123.076 F et de l'appréhension, par le Trésor, du montant du rappel pouvant résulter de la péréquation de la pension civile n° A 49166 pour la période du 16 mars 1950 au 6 avril 1954, date du décès du pensionné, aux héritiers de M. Billette de Villemeur (Gabriel), de la somme de 1.005.209 F que leur auteur a perçue pendant la période du 16 mars 1945 au 15 mars 1950, pour laquelle suspension de ladite pension a été prononcée le 25 septembre 1952.

### Administration centrale des affaires économiques.

Par arrêté du 26 avril 1954, Mlle Jaisson (Anne-Marie) est nommée secrétaire d'administration stagiaire (catégorie rédacteur) à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er mars 1954.

### Expansion économique à l'étranger.

Par arrêté en date du 22 avril 1954, MM. Hugues (Jean-Marie-Daniel) et Treuil (Pierre-Raymond-Maurice), conseillers commerciaux (3e échelon), sont nommés conseillers commerciaux de classe exceptionnelle et titularisés dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1954.

### Institut national de la statistique et des études économiques.

Par arrêté du 26 avril 1954, M. Guibaud (Armand), administrateur de 3e classe à l'institut national de la statistique et des études économiques, est placé en service détaché auprès de la résidence générale de France au Maroc, en qualité d'administrateur de 3e classe au service central des statistiques du Maroc, pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er juillet 1953.

Par arrêté du 26 avril 1954, M. Guibaud (Armand), administrateur de 2e classe à l'institut national de la statistique et des études économiques, en service détaché auprès du secrétariat d'Etat à la guerre (direction des études et fabrications d'armement), en qualité d'administrateur, pour y exercer des fonctions d'organisation et de coordination mécanographique, est maintenu en la même position et en la même qualité pour une période d'un an, à compter du 1er novembre 1953.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Décrets du 29 avril 1954 portant promotion et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 29 avril 1954, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'éducation nationale, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 13 avril 1954 portant que les promotion et nomination du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promu ou nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade d'officier.*

M. Morel (Pierre), secrétaire du comité olympique français. Chevalier du 12 août 1933.

*Au grade de chevalier.*

M. Guibe (Henri-Joseph), directeur général de la société pour la propagation des langues étrangères en France; 30 ans de services civils et d'activités post et périscolaires.

Par décret en date du 29 avril 1954, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'éducation nationale, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 13 avril 1954 portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade de chevalier.*

M. Pruvot (Marie-Norbert-François), directeur d'école honoraire; 43 ans de services civils. Croix cédée par la grande chancellerie.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

### MARINE MARCHANDE

### Décret du 29 avril 1954 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 29 avril 1954, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du secrétaire d'Etat à la marine marchande, vu la déclaration du conseil de l'ordre en date du 13 avril 1954 portant que la promotion du présent décret n'a rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade d'officier.*

M. Huret (Marcel-Alfred-Jean-Baptiste), courtier maritime à Rouen. Chevalier de la Légion d'honneur du 30 décembre 1931.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

### Décret n° 54-461 du 26 avril 1954 relatif à la gestion des ouvrages de transport de gaz en Algérie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu la loi du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz et les décrets des 30 mai 1941 et 18 avril 1942 qui en ont étendu les dispositions à l'Algérie;

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifiée par les lois n°s 46-2298 du 21 octobre 1946, 48-1260 du 12 août 1948 et 49-1090 du 2 août 1949;

Vu le décret n° 47-1002 du 5 juin 1947 modifié par le décret du 17 septembre 1947, par la loi n° 50-1429 du 18 novembre 1950 et par le décret n° 53-940 du 30 septembre 1953 fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi du 8 avril 1946;

Vu la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier, et notamment son article 7;

Vu le décret n° 50-578 du 24 mai 1950 modifié et complété par le décret n° 51-440 du 17 avril 1951 relatif notamment à la gestion des ouvrages de production et de transport du gaz en vue de régler le fonctionnement des concessions de transport de gaz;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les transports de gaz combustible à distance par canalisation en Algérie sont, sauf exceptions déterminées par décret, soumis au régime de la concession.

Ces transports sont soumis aux dispositions d'un cahier des charges type qui sera approuvé par décret.

Art. 2. — L'octroi des concessions de transport de gaz combustible par canalisation jusqu'au compteur d'entrée des distributions est régi, en Algérie, par les dispositions suivantes:

Le transport de gaz de houille produit par Electricité et Gaz d'Algérie est concédé à cet établissement.

Le transport de gaz de houille produit par les houillères du Sud oranais dans le périmètre de leurs concessions de mines peut être concédé soit à l'établissement public producteur, soit à l'établissement public Electricité et Gaz d'Algérie.

Le transport de gaz naturel est concédé aux organismes visés à l'article 7, 1°, du décret n° 47-1002 du 5 juin 1947 modifié par l'article 1er du décret n° 53-940 du 30 septembre 1953 susvisé.

Art. 3. — Les conventions intervenues entre les établissements visés au présent décret pour la fourniture du gaz, la création et l'organisation de services ou organismes communs sont soumises pour approbation au gouverneur général de l'Algérie.

Lorsque l'intérêt exige la conclusion d'une convention de ce genre, le gouverneur général de l'Algérie peut mettre en demeure les établissements intéressés d'avoir à conclure cette convention dans un délai qu'il détermine.

A défaut de convention intervenue dans ce délai, les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un accord entre les établissements dont il s'agit sont réglées par décision du gouverneur général de l'Algérie.

Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur et le ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 26 avril 1954.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*

JEAN-MARIE LOUVEL.

*Le ministre de l'intérieur,*

LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

EDGAR FAURE.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

### Décret n° 54-402 du 29 avril 1954 relatif à l'organisation d'un marché commun des céréales entre la France et la Tunisie.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 27 mai 1881 portant approbation du traité conclu le 12 mai 1881 à Kassar-Saïd entre le Gouvernement de la République française et Son Altesse le bey de Tunis;

Vu le décret de codification du 23 novembre 1937 relatif à l'office national interprofessionnel du blé, ensemble les textes y annexés;

Vu la loi du 17 novembre 1940 sur l'organisation de l'office national interprofessionnel des céréales, modifiée par la loi du 11 mars 1941;

Vu le décret n° 50-146 du 1er février 1950 autorisant l'admission en franchise de certains produits d'origine ou de provenance tunisienne;

Vu le décret n° 53-975 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'office national interprofessionnel des céréales;

Vu le décret beylical du 1er février 1937 réglant les conditions dans lesquelles l'office du blé exercera en Tunisie son monopole légal d'importation ou d'exportation;

Vu le décret beylical du 3 février 1937 relatif à la formation de la section tunisienne de l'office national interprofessionnel du blé, ensemble les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret beylical du 10 mars 1938 rendant applicable en Tunisie le texte annexé au décret français de codification du 23 novembre 1937, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret beylical du 16 décembre 1940 rendant applicable en Tunisie l'acte dit loi du 17 novembre 1940 relatif à l'office national interprofessionnel des céréales;

Vu le décret beylical du 1er février 1950 codifiant les dispositions fixant le régime douanier applicable à certaines marchandises françaises, algériennes ou d'autres origines;

Vu le décret beylical du 29 avril 1954 portant application à la Tunisie du décret français n° 53-975 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'office national interprofessionnel des céréales;

Le conseil central et le comité permanent de l'office national interprofessionnel des céréales en ayant délibéré,

Décrète:

Art. 1er. — Un marché commun entre les productions céréalières métropolitaine et tunisienne est organisé, pour la période comprise entre le 1er août 1954 et le 31 juillet 1958, conformément aux dispositions des articles ci-après dans le cadre d'une politique céréalière commune arrêtée chaque année avant le 1er août par le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 2. — Le prix des céréales à la production en Tunisie est garanti aux mêmes taux, à spécifications égales, que le prix des céréales métropolitaines.

En cas d'absence dans la métropole d'un prix taxé pour l'orge, le prix de l'orge tunisienne sera garanti à un taux qui sera fixé par le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances et des affaires économiques, et qui ne pourra être inférieur, pour un poids spécifique compris entre 58,500 kg et 58,999 kg, à 60 p. 100 du prix du blé tendre de la même campagne.

Art. 3. — L'office national interprofessionnel des céréales règle, dans un intérêt commun, les mouvements de céréales entre la France et la Tunisie. Il prend en charge la totalité des excédents de blé tendre, de blé dur, d'orge ou produits dérivés, de production tunisienne et en assure l'écoulement. Il procède également aux opérations destinées à couvrir le déficit de la Tunisie en céréales susdites ou produits dérivés.

Art 4. — Il est procédé pour chacune des campagnes incluses dans la période visée à l'article 1er:

1° A la détermination des charges résultant pour les producteurs de la communauté de la résorption des excédents de céréales susindiquées, de production métropolitaine et tunisienne;

2° A leur répartition entre la métropole et la Tunisie, au prorata des quantités de blé tendre, de blé dur et d'orge commercialisées dans chacun de ces territoires.

Dans le cas où le marché commun entrainerait pour les producteurs métropolitains un supplément de charge, ce supplément fera l'objet, à due concurrence, d'une subvention budgétaire;

3° Ces opérations font l'objet d'une décision commune du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre des affaires étrangères.

L'office national interprofessionnel des céréales est habilité à recevoir le montant des cotisations de résorption recouvrées en Tunisie par les soins de la section tunisienne de l'office national interprofessionnel des céréales en application des dispositions de l'article 3 du décret beylical susvisé du 29 avril 1954.

Art. 5. — Les modalités de perception des sommes nécessaires à la résorption des excédents, telles qu'elles sont fixées en application de l'article précédent, sont déterminées par les autorités compétentes de la métropole d'une part, et de la Tunisie d'autre part, compte tenu des directives arrêtées comme il est dit à l'article 1er.

Art. 6. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat aux affaires

économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 avril 1954.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,*
*ministre des affaires étrangères par intérim,*
JOSEPH LANIEL.

*Le ministre de l'agriculture,*
ROGER HOUDET.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
BERNARD LAFAY.

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

### Administrateurs.

Par arrêté du 9 avril 1954, M. Chamboredon (Robert), administrateur en chef de classe exceptionnelle, secrétaire général de la Côte française des Somalis, et M. Bourges (Charles), administrateur en chef de 2e échelon, chef de cabinet du gouvernement de ce territoire, sont placés dans la position de mission dans la métropole, du 15 au 21 février 1954, pour l'étude de questions de délimitation de la frontière franco-éthiopienne.

### Cabinet du ministre.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 28 juin 1953 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu les arrêtés des 3 juillet 1953, 8 juillet 1953, 9 juillet 1953, 16 juillet 1953, 23 février 1954 et 15 avril 1954,

Arrête :

Art. 1er. — M. Georges de Bouteiller, inspecteur de la France d'outre-mer, est nommé conseiller technique au cabinet du ministre, en remplacement de M. P. Sanner, inspecteur de la France d'outre-mer, appelé en mission d'inspection outre-mer.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet à compter du 1er avril 1954, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 avril 1954.

LOUIS JACQUINOT.

### Cabinet du secrétaire d'Etat.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret du 2 juillet 1953 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu le décret du 28 juillet 1948, modifié le 21 août 1951 ;

Vu l'arrêté du 17 septembre 1953 portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Arrête :

Art. 1er. — Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Werquin, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, appelé en mission en Afrique occidentale française, au titre de l'inspection de la France d'outre-mer.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 avril 1954.

FRANÇOIS SCHLEITER.

### Médecins africains.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 22 avril 1954, est acceptée la démission de son cadre offerte par M. le médecin africain de 1re classe Zinsou (Emile).

### Transmissions.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 20 avril 1954, M. Daupin (Roger), contrôleur de 2e classe des centraux du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer, a été placé dans la position « sous les drapeaux », à compter du 1er février 1951 et pendant la durée de son service militaire.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 22 avril 1954 :

M. Guillemin (René), inspecteur élève du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer, a été titularisé à la 4e classe du grade d'inspecteur adjoint, branche des installations radioélectriques, pour compter du 10 décembre 1953.

Il a été attribué à M. Guillemin (René), inspecteur adjoint de 4e classe des transmissions, un rappel d'ancienneté pour services militaires de 5 ans 5 mois 14 jours.

M. Guillemin (René), inspecteur adjoint de 4e classe des transmissions, a été promu à la 3e classe de son grade, pour compter du 10 décembre 1953, en conservant un rappel d'ancienneté pour services militaires de 3 ans 5 mois 14 jours.

M. Guillemin (René), inspecteur adjoint de 3e classe des transmissions, a été promu à la 2e classe de son grade, pour compter du 10 décembre 1953, en conservant un rappel d'ancienneté pour services militaires de 1 an 5 mois 14 jours.

M. Guillemin (René), inspecteur adjoint de 2e classe des transmissions, a été promu à la 1re classe de son grade, pour compter du 26 juin 1954, tout rappel pour services militaires épuisé.

### Travaux publics.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 20 avril 1954, M. Moreau (Jean), ingénieur de 3e classe des travaux publics de la France d'outre-mer, placé dans la position de détachement pour servir à la Société immobilière de Madagascar, a été réintégré dans le cadre général des travaux publics, des mines et des techniques industrielles de la France d'outre-mer, pour compter du 1er avril 1954.

## MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

### Centre scientifique et technique du bâtiment.

Le ministre de la reconstruction et du logement,

Vu le décret n° 53-983 du 30 septembre 1953 tendant à organiser et à coordonner les études et recherches intéressant les industries du bâtiment et de la construction, et notamment ses articles 3 et 5;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1953 portant nomination des membres du conseil d'administration du centre scientifique et technique du bâtiment et du commissaire du Gouvernement auprès du centre scientifique et technique du bâtiment,

Arrête :

Art. 1er. — En remplacement de M. Maurice Langlet, dont la démission est acceptée, est nommé administrateur du centre scientifique et technique du bâtiment, M. Charles Pranard, président de la confédération française pour l'habitation et l'urbanisme, président de l'union nationale des fédérations d'organismes d'habitations à loyer modéré.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 avril 1954.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
CAMILLE LONNOME.

## NOMINATIONS A DES EMPLOIS RESERVES

### Ministère des finances et des affaires économiques.

Par décision du directeur général des impôts en date du 5 février 1954, et conformément aux dispositions des paragraphes 1er et 2 de l'article L. 427 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, les candidats classés dont les noms suivent ont été nommés à l'emploi réservé de receveur buraliste de 2e classe et ont reçu les affectations ci-dessous :

*Liste* 1949.

341 *bis* Kerambellec (Joseph), Chinon-Saint-Lazare (Indre-et-Loire).
363 Durand (Roger), Meyrargues (Bouches-du-Rhône).
822 Enjalbert (Angely), Bratexte (Tarn).
923 Lisso (Gaston), Nay (Basses-Pyrénées).
925 Martin (Emile), Brech (Morbihan).
927 Roussel (André), Argentat (Corrèze).
968 *bis* Latger (Germain), Vabre (Tarn).
971 Valles (Auguste), Montrozier « Gages » (Aveyron).
973 Andrieux (Pierre), Labastide-d'Armagnac (Landes).
974 Baille (Marius), la Crau-Moutonne (Var).
983 *bis* Serville (Henri), Malancène (Vaucluse).

*Liste* 1950.

64 *bis* Chevrier (Paul), Vincelles (Yonne).
215 Queron (Narcisse), Luxé (Charente).
469 Vouzelaud (Pierre), le Vigen (Haute-Vienne).
473 Bernier (Marcel), Sainte-Bazeille (Lot-et-Garonne).
475 Cougey (Louis), Laissey (Doubs).
478 Mignard (Etienne), Saint-Symphorien-de-Lay (Loiret).
479 Jativa (Babil), Rognac (Bouches-du-Rhône).
484 Tissier (Antonin), Apinac (Loire).
485 Guillaumin (Gabriel), Jaligny (Allier).
486 Bonson (Robert), Châtillon-Colligny (Loiret).
488 Bernard (Eugène), Buxières-les-Mines (Allier).
489 Besnard (Raymond), Dom-le-Mesnil (Ardennes).
490 Guinot (Jean), Bussière-Dunoise (Creuse).
491 Bonneau (Léon), Chevagnes (Allier).
492 Maucomble (Robert), Cysoing (Nord).
494 Delbar (Victor), Mouy (Oise).
495 Carbonnier (Julien), Vauvert-Gallician (Gard).
497 David (Donatien), Arthon-en-Retz (Loire-Inférieure).
499 Roux (Paul), Chambretaud (Vendée).
500 Lagorce (Paul), Saint-Jouvent (Haute-Vienne).
501 Bobo (Maurice), Luc-sur-Mer (Calvados).
502 Villeneuve (René), Saint-Justin (Landes).
504 Pical (Arsène), les Assions (Ardèche).
507 Pignier (Auguste), Moniferrat (Isère).

Par décision du directeur de l'Imprimerie nationale en date du 19 février 1954, M. Dupuis (Louis), candidat militaire classé, a été nommé à un emploi réservé d'ouvrier temporaire qualifié (spécialité: compositeur typographe).

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1954

### Ordre du jour du mardi 4 mai 1954.

**A seize heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de commission.

2. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la presse.

3. — Vote de la proposition de résolution (n° 6617) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la Croix de guerre au drapeau de la gendarmerie nationale. (N° 7040. — M. Pierre Montel, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Fixation de la date de discussion des interpellations:

1° De M. Boscary-Monsservin sur les risques que peut faire courir à l'économie et à la structure sociale françaises une politique de la planification excessive assortie de mesures de centralisation et de concentration qui tend à s'instaurer progressivement dans tous les domaines (agriculture, industrie, artisanat, crédit, fiscalité) et qui semble s'inspirer trop de l'esprit de système, pas assez de la réalité;

2° De M. Solinhac sur la date et les conditions dans lesquelles le Gouvernement entend soumettre à l'Assemblée les principales dispositions du deuxième plan de modernisation et d'équipement et en particulier pour connaître les mesures qu'il compte prendre pour la reconversion de certaines régions économiques menacées par le chômage et la crise en raison d'une concentration industrielle excessive;

3° De M. Detœuf sur les résultats du plan Monnet et les conséquences du plan Hirsch sur l'économie agricole française et notamment l'exploitation familiale.

5. — Fixation de la date de discussion des interpellations:

1° De M. Mondon sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite des événements survenus dans les Comptoirs français de l'Inde et qui furent provoqués par un membre de l'Assemblée nationale;

2° De M. Dronne sur les événements qui se déroulent actuellement dans les Etablissements français de l'Inde, sur les mesures que le Gouvernement n'a pas prises pour les prévenir et sur celles qu'il envisage de prendre.

6. — Discussion du projet de loi (n° 7678) relatif à diverses dispositions d'ordre financier. (N°s 7969-8246 8261-2337. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

7. — Discussion des propositions de loi: 1° de M. Gosset (n° 2398) tendant à modifier la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information; 2° de M. de Léotard et plusieurs de ses collègues (n° 3053) tendant à abroger la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information. (N° 7919. — M. de Moustier, rapporteur.)

### Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 34 du règlement (vice-présidents de l'Assemblée, présidents des commissions et présidents des groupes de quatorze membres au moins) est convoquée par M. le président pour le mardi 4 mai 1954, à quatorze heures trente, dans les salons de la présidence.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1954

### Ordre du jour du mardi 4 mai 1954.

**A seize heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — M. Marcel Boulangé rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre que l'arrêté du 10 septembre 1947 a fixé restrictivement les spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et des divers services publics, c'est-à-dire pour l'assistance médicale gratuite et les pensionnés de guerre bénéficiaires des dispositions de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919; qu'il en résulte que les anciens combattants ne bénéficient pas comme les assurés sociaux et les accidentés du travail des progrès de la science pour recevoir les soins médicaux que nécessitent leurs infirmités de guerre; et lui demande: 1° les raisons pour lesquelles une telle inégalité subsiste; 2° les dispositions qu'il compte prendre en vue de modifier les modalités de l'arrêté du 10 septembre 1947 (n° 476).

II. — M. Pierre Boudet signale à M. le ministre de l'éducation nationale le fait que les commissions régionales d'attribution des bourses semblent systématiquement rejeter les demandes déposées par les chefs de famille agriculteurs; les motifs indiqués sont généralement les suivants: renseignements insuffisants, ressources suffisantes, ressources manifestement sous-évaluées; il lui demande quelles sont les règles imposées aux commissions régionales pour attribuer une bourse; quel est le plafond des ressources de la famille permettant l'attribution d'une bourse (n° 479).

III. — M. Auberger expose à M. le ministre de la défense nationale et des forces armées que, dans la situation actuelle, les jeunes gens appartenant à une classe de recrutement sont incorporés en quatre contingents dont la composition est variable suivant la classe appelée; que la date de leur incorporation ne leur est généralement communiquée qu'un mois seulement avant leur départ; que les dates d'incorporation sont variables, selon l'arme dans laquelle les jeunes gens sont appelés à servir; que pour la même arme et le même contingent les appels se font à deux, trois ou quatre mois d'intervalle; que par suite de l'incertitude de la date et du délai d'appel, la situation de travail d'un grand nombre de jeunes gens est compromise et qu'ils éprouvent de grandes difficultés soit à conserver leur emploi, soit à se faire embaucher; qu'en particulier le report d'incorporation à vingt et un ans révolus pour les appelés du quatrième contingent entraîne des retards regrettables pour leur avenir professionnel ou la fondation de leur foyer; demande quelles mesures pourront être prises sans compromettre les exigences de la défense nationale en vue de: *a*) réduire le nombre des contingents d'appel; *b*) déterminer uniformément la composition des contingents selon les mois de naissance; *c*) fixer les dates d'appel aux mêmes époques de l'année et en même temps pour les différentes armes (n° 481).

IV. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le ministre de l'industrie et du commerce pourquoi les modestes avantages accordés aux fonctionnaires résistants sont refusés au personnel reconnu officiellement résistant de l'ex-Gaz de Paris, assimilé jusqu'en 1945 au personnel de la ville de Paris; de ce fait, ces fonctionnaires sont les seuls exclus des avantages accordés à cette catégorie. Un certain nombre d'entre eux, prochainement en retraite, s'inquiètent de cet état de choses (n° 482).

V. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme comment il se fait que les cheminots, anciens combattants, ne reçoivent pas les mêmes avantages que les fonctionnaires ou agents des services nationalisés, conformément aux lois instituant des bonifications d'ancienneté aux personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement; il lui demande également de déposer un projet de loi rétablissant l'égalité de traitement entre les cheminots et les différentes catégories d'agents du secteur public et fonctionnaires (n° 483).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'accord passé entre la France et la principauté de Monaco pour l'octroi aux rentiers viagers de nationalité monégasque de certaines majorations de rentes viagères. (Nos 135 et 213, année 1954. — M. Robert Chevalier, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de M. Schwartz tendant à inviter le Gouvernement à prendre pour base, en ce qui concerne l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes. (Nos 197 et 198, année 1954. — M. Lodéon, rapporteur.)

### Convocation de commission.

La commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions se réunira le mercredi 5 mai 1954, à quatorze heures trente (local n° 221):

I. — Rapport de M. Razac sur la proposition de loi (n° 140, année 1954), relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les départements et territoires d'outre-mer.

II. — Rapport de M. Debré sur sa proposition de résolution (n° 262, année 1953) tendant à inviter le Gouvernement à proposer au Parlement une revision de la Constitution avant la discussion du projet de Communauté européenne de défense.

III. — Rapport de M. Le Guyon sur la proposition de loi (n° 138, année 1954) tendant à compléter la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 en ce qui concerne le remplacement des sièges devenus vacants dans la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française.

IV. — Rapport de M. Debré sur la proposition de loi (n° 148, année 1954) concernant l'incligibilité des suppléants rétribués des juges de paix aux élections municipales et cantonales.

V. — Rapport de M. Pellenc sur sa proposition de résolution (n° 305, année 1953) tendant à compléter l'article 20 du règlement du Conseil de la République.

VI. — Examen du problème des membres suppléants de la sous-commission de contrôle des crédits militaires.

# INFORMATIONS

## RELATIVES

# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

ANNÉE 1954

### Ordre du jour du mardi 4 mai 1954.

**A seize heures.** — SÉANCE PUBLIQUE.

1. — Discussion de la proposition de M. Barry Diawadou et des membres du groupe d'union française et d'action sociale, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir une justice de paix à compétence étendue à Pita (Guinée française) et à modifier en conséquence l'article 3 et le tableau du décret n° 54-6 du 5 janvier 1954, publié au *Journal officiel* de la République française du 9 janvier 1954, pages 348 et 349. (Nos 72 et 140, année 1954. — M. Polycarpe, rapporteur.)

2. — Discussion de la proposition de MM. Georges Monnet, Omer Sarraut et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à intensifier la production de pâte à papier dans les territoires d'outre-mer. (Nos 220, année 1951, 324, année 1952 et 80, année 1954. — M. Georges Monnet, rapporteur. — Nos 92, année 1953 et 109, année 1954, avis de la commission des affaires économiques. — M. Ramus, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de MM. Cornet, Schleiter et Dardelle, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la création d'un stand saharien à la cinquantième foire internationale de Paris (mai-juin 1954). (Nos 129 et 132, année 1954. — M. Theetten, rapporteur.)

### Convocations de commissions.

La commission des affaires financières se réunira le mercredi 5 mai 1954, à quinze heures (local n° 34):

I. — Examen du projet d'avis de M. Chiarasini sur la demande d'avis (n° 31, année 1953) sur le projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française et sur la proposition (n° 298, année 1953) ayant le même objet.

II. — Examen du projet de rapport de M. Cazelles sur la demande d'avis (n° 302, année 1953) portant réorganisation du crédit agricole, artisanal et immobilier au Togo.

III. — Questions diverses.

La commission des affaires sociales se réunira le mercredi 5 mai 1954, à dix heures (local n° 34), 21, rue La Boétie, à Paris:

I. — Confirmation de M. Marceau Dupuy comme rapporteur de la proposition (n° 130, année 1954) relative à l'hygiène scolaire à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane.

II. — Examen de l'avant-projet de rapport de M. Boiteau sur la demande d'avis (n° 61, année 1954) concernant l'institution d'un régime de prestations familiales pour les salariés non fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle.

III. — Exposé de Mme Malroux sur le service social en Oubanghi-Chari.

IV. — Questions diverses.

La commission de la législation se réunira à Paris, 21, rue La Boétie:

1° Le mardi 4 mai 1954, à dix heures, local n° 33.

Suite de l'examen du rapport pour avis de M. Pialoux sur la demande d'avis (n° 31, année 1953) concernant un projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle de la France.

2° Le mercredi 5 mai 1954, à dix heures, local n° 33.

I. — Examen du rapport de M. Polycarpe sur la demande d'avis (n° 105, année 1954) concernant une proposition de loi tendant à déterminer dans le département de la Guyane certaines modalités d'application du code de la nationalité française.

II. — Suite de l'examen du rapport pour avis de M. Pialoux sur la demande d'avis (n° 31, année 1953) concernant un projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle de la France.

3° Le jeudi 6 mai 1954, à dix heures, local n° 33.

Suite de l'examen du rapport pour avis de M. Pialoux sur la demande d'avis (n° 31, année 1953) concernant un projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle de la France.

La commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles se réunira le jeudi 6 mai 1954, à dix heures quinze (local n° 33), 21, rue La Boétie, Paris:

I. — Examen du rapport de M. Cornet sur l'interprétation des alinéas 2 et 3 de l'article 72 de la Constitution.

II. — Désignation d'un rapporteur pour avis de la demande d'avis sur le projet de décret concernant certaines mesures d'extension du repos dominical dans les territoires d'outre-mer.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

### Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'agriculture.

#### Avis aux importateurs d'aliments du bétail originaires et en provenance d'Argentine.

(Poste 17 de l'accord commercial franco-argentin du 15 octobre 1953.)

Les importateurs sont informés de l'ouverture d'un contingent d'importation de 150 millions de francs d'aliments du bétail (à l'exception des tourteaux et des farines fourragères, mais y compris les farines de viandes et d'os et le sang desséché).

Les demandes de licences d'importation, établies sur formules modèle A. C. et accompagnées d'une facture *pro forma*, seront reçues par l'office des changes, 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), jusqu'au 19 mai 1954, à douze heures.

A l'expiration du délai prévu ci-dessus, elles feront l'objet d'un examen simultané.

Les importateurs sont invités à adresser, avant le 15 mai 1954, à dix-huit heures, délai de rigueur, au ministère de l'agriculture, service des relations extérieures, 1er bureau, 78, rue de Varenne, à Paris, les justifications des importations de produits de même nature, en provenance d'Argentine, qu'ils ont réalisées pendant la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 31 juillet 1953. A cet effet, ils produiront les exemplaires verts des licences d'importation imputées par le service des douanes ou les photocopies de ces documents.

#### Avis aux importateurs de bananes des Canaries.

(Poste n° 20 de l'accord franco-espagnol du 18 novembre 1953.)

Les importateurs sont informés que le contingent de bananes des Canaries sera réparti au moyen de licences individuelles.

A cet effet, les importateurs ayant transmis au ministère de l'agriculture les justifications demandées par l'avis aux importateurs paru au *Journal officiel* du 4 avril 1954 devront déposer ou transmettre directement les demandes d'autorisation d'importation au service des relations extérieures, 1er bureau, de ce département, 78, rue de Varenne, Paris (7e).

Ces demandes seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

## Ministère des finances et des affaires économiques.

### Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance des pays membres de l'organisation européenne de coopération économique.

Rectificatif à l'avis publié au *Journal officiel* du 18 avril 1954, page 3816, 3e et 4e colonne:

Au lieu de:

« 846 D. Cartonnages, avec ou sans impressions, autres »,

Lire:

« Ex 846 D. Cartonnages, avec ou sans impressions, autres. — Carcasses pour bobinages électriques ».

## Ministère du travail et de la sécurité sociale.

### Avis relatif aux tarifs de la caisse nationale d'assurances sur la vie applicables aux constitutions de rentes allouées en réparation d'accidents du travail.

(Exécution de la loi du 9 avril 1898, modifiée par les lois des 1er juillet 1938 et 25 juillet 1952.)

L'article 28 de la loi du 9 avril 1898, modifié par l'article 25 de la loi du 1er juillet 1938, dispose que le capital représentatif des rentes allouées en réparation d'accidents du travail qui doit être versé par l'employeur débiteur à la caisse nationale d'assurances sera déterminé d'après le tarif établi par cet organisme.

Aux tarifs actuellement en vigueur, seront substitués, à partir de la publication du présent avis, les tarifs ci-après élaborés par la caisse nationale d'assurances et dont l'application est précisée dans la notice reproduite ci-après.

TABLEAU I

**Tarif applicable aux victimes d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de travail.**

(Table de mortalité C. R. I. — Taux: 4,75 p. 100.)

| AGE à la constitution. | PRIX d'une rente viagère de 1 F. — Incapacité partielle. | PRIX d'une rente viagère de 1 F. — Incapacité absolue. | AGE à la constitution. | PRIX d'une rente viagère de 1 F. — Incapacité partielle. | PRIX d'une rente viagère de 1 F. — Incapacité absolue. |
|---|---|---|---|---|---|
| 16 ans.... | 17,840 | 17,583 | 49 ans.... | 12,903 | 12,573 |
| 17 — .... | 17,747 | 17,477 | 50 — .... | 12,645 | 12,302 |
| 18 — .... | 17,661 | 17,381 | 51 — .... | 12,388 | 12,030 |
| 19 — .... | 17,581 | 17,292 | 52 — .... | 12,128 | 11,759 |
| 20 — .... | 17,505 | 17,212 | 53 — .... | 11,865 | 11,486 |
| 21 — .... | 17,432 | 17,138 | 54 — .... | 11,600 | 11,210 |
| 22 — .... | 17,361 | 17,070 | 55 — .... | 11,330 | 10,931 |
| 23 — .... | 17,289 | 17,003 | 56 — .... | 11,055 | 10,646 |
| 24 — .... | 17,210 | 16,931 | 57 — .... | 10,775 | 10,356 |
| 25 — .... | 17,124 | 16,852 | 58 — .... | 10,489 | 10,059 |
| 26 — .... | 17,029 | 16,764 | 59 — .... | 10,197 | 9,756 |
| 27 — .... | 16,926 | 16,664 | 60 — .... | 9,899 | 9,447 |
| 28 — .... | 16,814 | 16,555 | 61 — .... | 9,597 | 9,132 |
| 29 — .... | 16,694 | 16,436 | 62 — .... | 9,289 | 8,810 |
| 30 — .... | 16,569 | 16,311 | 63 — .... | 8,977 | 8,482 |
| 31 — .... | 16,437 | 16,180 | 64 — .... | 8,661 | 8,150 |
| 32 — .... | 16,300 | 16,042 | 65 — .... | 8,342 | 7,812 |
| 33 — .... | 16,156 | 15,900 | 66 — .... | 8,023 | 7,472 |
| 34 — .... | 16,005 | 15,749 | 67 — .... | 7,703 | 7,132 |
| 35 — .... | 15,846 | 15,591 | 68 — .... | 7,385 | 6,792 |
| 36 — .... | 15,681 | 15,424 | 69 — .... | 7,068 | 6,453 |
| 37 — .... | 15,508 | 15,249 | 70 — .... | 6,756 | 6,118 |
| 38 — .... | 15,328 | 15,065 | 71 — .... | 6,446 | 5,787 |
| 39 — .... | 15,141 | 14,875 | 72 — .... | 6,142 | 5,459 |
| 40 — .... | 14,950 | 14,680 | 73 — .... | 5,844 | 5,137 |
| 41 — .... | 14,752 | 14,479 | 74 — .... | 5,551 | 4,824 |
| 42 — .... | 14,548 | 14,272 | 75 — .... | 5,268 | 4,518 |
| 43 — .... | 14,336 | 14,058 | 76 — .... | 4,994 | 4,223 |
| 44 — .... | 14,116 | 13,835 | 77 — .... | 4,729 | 3,940 |
| 45 — .... | 13,888 | 13,602 | 78 — .... | 4,474 | 3,668 |
| 46 — .... | 13,651 | 13,357 | 79 — .... | 4,228 | 3,407 |
| 47 — .... | 13,406 | 13,103 | 80 — .... | 3,992 | 3,157 |
| 48 — .... | 13,157 | 12,840 | | | |

TABLEAU II

**Tarif applicable aux conjoints et ascendants de victimes d'accidents mortels.**

(Table de mortalité C. R. — Taux: 4,75 p. 100.)

| AGE à la constitution. | PRIX d'une rente viagère de 1 F. | AGE à la constitution. | PRIX d'une rente viagère de 1 F. | AGE à la constitution | PRIX d'une rente viagère de 1 F. |
|---|---|---|---|---|---|
| 16 ans.... | 17,903 | 15 ans.... | 13,975 | 73 ans.... | 6,078 |
| 17 — .... | 17,815 | 46 — .... | 13,711 | 74 — .... | 5,794 |
| 18 — .... | 17,733 | 47 — .... | 13,500 | 75 — .... | 5,519 |
| 19 — .... | 17,656 | 48 — .... | 13,255 | 76 — .... | 5,251 |
| 20 — .... | 17,582 | 49 — .... | 13,006 | 77 — .... | 4,993 |
| 21 — .... | 17,511 | 50 — .... | 12,754 | 78 — .... | 4,744 |
| 22 — .... | 17,439 | 51 — .... | 12,501 | 79 — .... | 4,504 |
| 23 — .... | 17,364 | 52 — .... | 12,245 | 80 — .... | 4 274 |
| 24 — .... | 17,284 | 53 — .... | 11,987 | 81 — .... | 4,053 |
| 25 — .... | 17,196 | 54 — .... | 11,725 | 82 — .... | 3,842 |
| 26 — .... | 17,100 | 55 — .... | 11,459 | 83 — .... | 3,642 |
| 27 — .... | 16,996 | 56 — .... | 11,187 | 84 — .... | 3,455 |
| 28 — .... | 16,884 | 57 — .... | 10,910 | 85 — .... | 3,283 |
| 29 — .... | 16,764 | 58 — .... | 10,628 | 86 — .... | 3,125 |
| 30 — .... | 16,639 | 59 — .... | 10,340 | 87 — .... | 2,981 |
| 31 — .... | 16,508 | 60 — .... | 10,047 | 88 — .... | 2,852 |
| 32 — .... | 16,370 | 61 — .... | 9,749 | 89 — .... | 2,733 |
| 33 — .... | 16,227 | 62 — .... | 9,446 | 90 — .... | 2.623 |
| 34 — .... | 16,076 | 63 — .... | 9,139 | 91 — .... | 2,514 |
| 35 — .... | 15,919 | 64 — .... | 8,829 | 92 — .... | 2,404 |
| 36 — .... | 15,754 | 65 — .... | 8,517 | 93 — .... | 2,285 |
| 37 — .... | 15,582 | 66 — .... | 8,204 | 94 — .... | 2.160 |
| 38 — .... | 15,404 | 67 — .... | 7,892 | 95 — .... | 2,019 |
| 39 — .... | 15,219 | 68 — .... | 7,581 | 96 — .... | 1,867 |
| 40 — .... | 15,029 | 69 — .... | 7,272 | 97 — .... | 1,697 |
| 41 — .... | 14,833 | 70 — .... | 6,967 | 98 — .... | 1,503 |
| 42 — .... | 14,630 | 71 — .... | 6,665 | 99 — .... | 1,257 |
| 43 — .... | 14,419 | 72 — .... | 6,369 | 100 — .... | 0,951 |
| 44 — .... | 14,201 | | | | |

TABLEAU III

**Tarif applicable aux enfants et descendants de victimes d'accidents mortels.**

(Table de mortalité C. R. — 4,75 p. 100.)

| AGE à la constitution. | PRIX d'une rente temporaire de 1 F. | AGE à la constitution. | PRIX d'une rente temporaire de 1 F. |
|---|---|---|---|
| 0 an (naissance). | 10,023 | 8 ans..... | 6,735 |
| 1 an..... | 10,316 | 9 — ..... | 6,079 |
| 2 ans..... | 10,091 | 10 — ..... | 5,298 |
| 3 — ..... | 9,695 | 11 — ..... | 4,579 |
| 4 — ..... | 9,181 | 12 — ..... | 3,892 |
| 5 — ..... | 8,628 | 13 — ..... | 2,836 |
| 6 — ..... | 8,035 | 14 — ..... | 1,937 |
| 7 — ..... | 7,403 | 15 — ..... | 0,993 |

### NOTICE

### sur l'application des tarifs établis par la caisse nationale d'assurances sur la vie pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898, modifiée par les lois des 1er juillet 1938 et 25 juillet 1952.

§ 1er. — Observations générales

1° Pour le calcul du capital constitutif, le montant de la rente est arrondi au multiple de 4 le plus voisin. On adoptera le multiple de 4 inférieur lorsque le nombre excédentaire de francs sera au plus égal à 2 et le multiple de 4 supérieur lorsque ledit nombre de francs dépassera 2;

2° Les sommes à verser à la caisse nationale d'assurances à titre de capitaux constitutifs de rentes doivent toujours être un multiple exact de 1 F. Par suite, dans les résultats des calculs effectués

d'après les tarifs, les fractions inférieures ou égales à 50 centimes seront négligées et les fractions supérieures à 50 centimes seront comptées pour 1 F;

3° Sauf en ce qui concerne la constitution des rentes d'orphelins et de descendants, l'âge à prendre en considération pour l'application des tarifs est donné par différence entre les millésimes de l'année de la constitution et de l'année de naissance du bénéficiaire.

Dans le cas particulier de constitution de rente réversible, la différence entre l'âge de la victime et celui du conjoint se détermine par différence des millésimes des années de naissance.

§ 2. — Utilisation des tarifs

A. — *Victimes atteintes d'une incapacité permanente de travail.*

Tableau n° 1.

Le tarif « incapacité absolue » est applicable aux constitutions de rentes correspondant à une incapacité de 100 p. 100. Les autres rentes sont constituées au tarif « incapacité partielle ».

*Premier exemple.* — Prix d'une rente de 4.000 F constituée à l'âge de trente-cinq ans au profit d'un ouvrier atteint d'une incapacité permanente absolue de travail.

Il suffit de multiplier le nombre qu'on lit au tableau dans la colonne « Incapacité absolue » pour l'âge à la constitution de trente-cinq ans, c'est-à-dire..... 15,591 F.
par ..... 4.000
le prix est de..... 62.364

*Deuxième exemple.* — Prix d'une rente de 9.000 F constituée à l'âge de trente-neuf ans au profit d'un ouvrier atteint d'une incapacité permanente partielle de travail.

Il suffit de multiplier le nombre qu'on lit au tableau dans la colonne « Incapacité partielle » pour l'âge à la constitution de trente-neuf ans, c'est-à-dire..... 15,141 F.
par ..... 9.000
le prix est de..... 136.269
quel que soit le taux de l'incapacité permanente partielle.

Les solutions de tous les cas relatifs à la constitution de rentes réversibles, de rentes viagères différées, d'assurances temporaires en cas de décès d'un rentier invalide, au cours du délai de revision, seront données sur demande par la caisse nationale d'assurances sur la vie (direction générale de la caisse des dépôts et consignations), 56, rue de Lille, Paris (7e).

B. — *Conjoints ou ascendants d'ouvriers victimes d'un accident mortel.*

Tableau n° 2.

Le prix des rentes de cette catégorie se calcule comme il a été indiqué dans les exemples précédents, mais en employant le tableau n° 2.

C. — *Enfants ou descendants d'ouvriers victimes d'un accident mortel.*

Tableau n° 3.

*Premier cas.* — Rentes individuelles. — Les rentes temporaires, prévues aux paragraphes B et C de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, modifiés par la loi du 1er juillet 1938, sont individuelles et s'éteignent entièrement en cas de décès des titulaires ou d'accomplissement de leur seizième année lorsqu'il s'agit d'un orphelin unique de père ou de mère, d'un orphelin de père et de mère ou d'un descendant.

Le calcul du prix des rentes de l'espèce comporte l'utilisation du tableau n° 3, spécial aux rentes temporaires payables jusqu'à l'âge de seize ans et en interpolant les indications de ce tableau lorsque l'âge des intéressés, calculé à un demi-trimestre près, ne représente pas un nombre entier d'années.

*Deuxième cas.* — Rentes collectives. — Les rentes temporaires constituées au profit de plusieurs orphelins de père ou de mère ou de plusieurs orphelins de père et de mère sont collectives et leur montant total ne peut varier que si les droits d'un des orphelins du groupe s'éteignent.

En raison du nombre très important des combinaisons qui peuvent se présenter, il n'a pas été possible d'établir un tarif complet pour cette catégorie de rentiers.

Les solutions de tous les cas de l'espèce seront données sur demande par la direction générale de la caisse des dépôts et consignations, 56, rue de Lille, Paris (7e), chargée de la gestion de la caisse nationale d'assurances sur la vie.

D. — *Cas particuliers: l'ensemble des rentes attribuées aux ayants droit de la victime d'un accident mortel dépasse le maximum légal.*

L'article 14 de la loi n° 52/808 du 25 juillet 1952 dispose que l'ensemble des rentes allouées aux différents ayants droit de la victime ne pourra dépasser 85 p. 100 du montant du salaire annuel d'après lequel elles auront été établies.

Si leur total dépasse le chiffre de 85 p. 100, les restes revenant à chaque catégorie d'ayant droit feront l'objet d'une réduction proportionnelle.

De multiples combinaisons distinctes obtenues en faisant varier le nombre des ayants droit donneront lieu à attribution des rentes ainsi réduites, par exemple: une veuve et cinq enfants ou plus, âgés de moins de seize ans — un ascendant, une veuve et quatre enfants ou plus — deux ascendants, une veuve et trois enfants ou plus, etc.

En raison de la multiplicité de ses combinaisons, il n'a pas été possible d'établir un tarif complet. Comme dans le cas précédent, les solutions de tous les cas de l'espèce seront données, sur demande par la caisse nationale d'assurances sur la vie.

## Ministère de la santé publique et de la population.

### Avis de concours pour le recrutement d'un directeur de bureau municipal d'hygiène à Menton (Alpes-Maritimes).

L'avis paru au *Journal officiel* du 13 avril 1954, page 3566, 2e colonne, est complété comme suit:

« L'activité de directeur du bureau municipal d'hygiène s'exercera à temps partiel.

« Le titulaire du poste ne sera pas autorisé à soigner la clientèle privée dans le canton de Menton. »

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
Jean REYMOND

# COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse | Pays | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 29 avril 1954 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 350 .. | Etats-Unis ..... | 1 $ U.S.A | 350 ..(1) | .... .. | .... .. | 349 95 | .... .. |
| 354 60 | Canada ..... | 1 $ Can | .... .... | .... .. | .... .. | 354 10 | .... .. |
| 164 29 | Côte Fse Somalie | 100 F Djib | 164 0727 | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 8390 50 | Allemagne occid | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8396 .. | 8390 .. | 8389 30 |
| 700 95 | Belgique ..... | 100 F b. | 700 .. | 694 75 | 705 25 | 701 30 | 701 15 |
| 5072 .. | Danemark ..... | 100 c. d. | 5067 22 | 5029 25 | 5105 25 | 5073 .. | 5072 .. |
| 986 65 | Gde-Bretagne .. | 1 liv. st. | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 986 65 | 986 50 |
| 4930 50 | Norvège ..... | 100 c. n | 4900 .. | 4863 50 | 4937 .. | 4931 .. | 4929 .. |
| 9253 .. | Pays-Bas ..... | 100 fl. | 9210 52 | 9141 60 | 9279 80 | 9259 .. | 9257 .. |
| 6771 50 | Suède ..... | 100 c. s. | 6765 625 | 6715 .. | 6816 50 | 6772 50 | 6772 .. |
| 8057 .. | Suisse ..... | 100 f. s. | 9003 98 | 7941 .. | 8054 .. | 8059 .. | 8057 .. |
| 1006 .. | Égypte ..... | 1 liv. ég | 1005 04 | 997 .. | 1013 .. | 1006 .. | .... .. |
| 56 45 | Italie ..... | 100 lire | 56 022 | 55 60 | 56 45 | 56 45 | .... .. |
| 2790 .. | Mexique ..... | 100 pes | 2800 .. | 2779 .. | 2821 .. | 2790 .. | .... .. |
| 1217 50 | Portugal ..... | 100 esc. | 1217 39 | 1208 25 | 1226 50 | 1217 50 | .... .. |
| 4897 50 | Tchéco-slovaquie. | 100 kcs | 4861 11 | 4824 50 | 4897 50 | 4897 50 | .... .. |
| 117 60 | Yougoslavie .... | 100 din | 116 666 | 115 70 | 117 60 | 117 60 | .... .. |
| | Autriche ..... | 100 sch. | 1346 15 | 1335 ..(2) | | 1338 ..(2) | |

| | | |
|---|---|---|
| Zone C. F. A..... | 100 F C. F. A..... | 200 |
| Zone C. F. P..... | 100 F C. F. P..... | 833 |
| Etats associés du Cambodge, du Laos, Viet-Nam..... | 100 piastres..... | 1000 |
| Comptoirs français dans l'Inde..... | 100 roupies I. F.... | 7350 |

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.
(2) Cours de reprise et de cession des chèques aux voyageurs.

# BANQUE DE FRANCE

## SITUATION HEBDOMADAIRE

| | | AU 22 AVRIL 1954 | AU 15 AVRIL 1954 |
|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | |
| Encaisse or | | 201.281.591.426 » | 201.281.591.426 » |
| Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements | | 27.082.445.141 » | 26.151.368.928 » |
| Monnaies divisionnaires | | 8.075.978.271 » | 8.085.873.601 » |
| Comptes courants postaux | | 30.066.906.451 » | 26.877.391.511 » |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes (1) | | 53.600.000.000 » | 46.800.000.000 » |
| Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque nationale de Belgique | | 3.819.114.743 » | 3.819.114.743 » |
| Prêts sans intérêts à l'Etat (2) | | 50.000.000.000 » | 50.000.000.000 » |
| Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (3) | | 426.000.000.000 » | 426.000.000.000 » |
| Avances provisoires à l'Etat (4) | | 195.000.000.000 » | 195.000.000.000 » |
| Avances spéciales à l'Etat (5) | | 176.200.000.000 » | 173.000.000.000 » |
| Portefeuille d'escompte : | | | |
| Effets escomptés sur la France | 648.182.981.481 » | | |
| Effets escomptés sur l'étranger | 329.345.468 » | | |
| Effets garantis par l'office des céréales (6) | 23.634.023.435 » | 1.009.630.911.926 » | 1.027.261.139.751 » |
| Effets de mobilisation de crédits à moyen terme | 328.085.321.602 » | | |
| Effets négociables achetés en France (7) | | 212.147.631.876 » | 207.180.786.626 » |
| Avances à 30 jours sur effets publics | | 13.249.552.000 » | 10.977.965.000 » |
| Avances sur titres | | 8.075.653.997 » | 7.828.329.955 » |
| Avances sur or | | » | » |
| Hôtel et mobilier de la Banque | | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Rentes pourvues d'affectations spéciales (8) | | 112.980.750 » | 112.980.750 » |
| Effets en cours de recouvrement | | 25.251.207.047 » | 25.749.078.883 » |
| Divers | | 46.750.465.032 » | 46.525.107.759 » |
| Total | | 2.456.947.036.636 F | 2.482.987.027.569 F |
| **PASSIF** | | | |
| Engagements à vue : | | | |
| Billets au porteur en circulation | | 2.269.448.738.535 » | 2.309.928.535.285 » |
| Comptes courants créditeurs : | | | |
| Compte courant du Trésor public | 87.978.573 » | | |
| Comptes courants des accords de coopération économique | 98.067.091 » | | |
| Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères | 60.559.004.872 » | 118.359.831.459 » | 110.917.181.386 » |
| Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue | 57.614.781.013 » | | |
| Capital de la Banque | | 182.500.000 » | 182.500.000 » |
| Bénéfices en addition au capital (9) | | 307.754.802 » | 307.754.802 » |
| Réserves mobilières légales (10) | | 22.105.750 » | 22.105.750 » |
| Réserve immobilière | | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Divers | | 68.622.156.090 » | 62.625.850.346 » |
| Total | | 2.456.947.066.636 F | 2.482.987.027.569 F |

(1) (Convention du 27 juin 1949).
(2) (Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 29 décembre 1918 et 25 juin 1926, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947).
(3) (Conventions des 28 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 24 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 15 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944).
(4) (Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947, convention du 22 janvier 1953 approuvée par la loi du 23 janvier 1953).
(5) (Convention du 11 juillet 1933 approuvée par la loi du 11 juillet 1933).
(6) (Loi du 15 août 1935, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941).
(7) (Décret du 17 juin 1938)
(8) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).
(9) Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897).
(10) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857)

**Certifié conforme aux écritures :**
*Le Gouverneur,*
W. BAUMGARTNER.

### TAUX DES OPERATIONS

| | |
|---|---|
| Escompte | 3 1/1 0/0 |
| Avances sur titres | 4 1/2 0/0 |
| Avances à 30 jours | 3 1/4 0/0 |
| Achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois | 3 1/4 0/0 |

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### Forges et Ateliers de Constructions Electriques de Jeumont

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.113.152.500 F

SIÈGE SOCIAL : 5, PLACE DE RIO-DE-JANEIRO, A PARIS

R. C. : Seine n° 167217.

*Obligations de 5.000 F 4 0/0 1942.*

**Douzième amortissement.**

L'amortissement prévu pour le 1er juin 1954 ayant été effectué en totalité par rachats en Bourse, conformément aux conditions de l'émission, il n'y a pas lieu de procéder à un tirage.

Tous les titres amortis au tirage du 16 avril 1945 (seul tirage effectué) ont été remboursés.

## DEPARTEMENT DE L'ORNE

*Emprunt 6 1/4 0/0 1952 par souscription publique (160.000.000 de francs en 16.000 obligations de 10.000 F).*

**Après tirage au sort, effectué le 13 avril 1954, à la préfecture de l'Orne, les 463 obligations ci-après indiquées viendront au remboursement le 15 mai 1954.**

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 14.134 | 14.135 | 14.136 | 14.137 | 14.138 | 14.334 | 14.335 | 14.336 | 14.337 | 14.338 |
| 14.139 | 14.140 | 14.141 | 14.142 | 14.143 | 14.339 | 14.340 | 14.341 | 14.342 | 14.343 |
| 14.144 | 14.145 | 14.146 | 14.147 | 14.148 | 14.344 | 14.345 | 14.346 | 14.347 | 14.348 |
| 14.149 | 14.150 | 14.151 | 14.152 | 14.153 | 14.349 | 14.350 | 14.351 | 14.352 | 14.353 |
| 14.154 | 14.155 | 14.156 | 14.157 | 14.158 | 14.354 | 14.355 | 14.356 | 14.357 | 14.358 |
| 14.159 | 14.160 | 14.161 | 14.162 | 14.163 | 14.359 | 14.360 | 14.361 | 14.362 | 14.363 |
| 14.164 | 14.165 | 14.166 | 14.167 | 14.168 | 14.364 | 14.365 | 14.366 | 14.367 | 14.368 |
| 14.169 | 14.170 | 14.171 | 14.172 | 14.173 | 14.369 | 14.370 | 14.371 | 14.372 | 14.373 |
| 14.174 | 14.175 | 14.176 | 14.177 | 14.178 | 14.374 | 14.375 | 14.376 | 14.377 | 14.378 |
| 14.179 | 14.180 | 14.181 | 14.182 | 14.183 | 14.379 | 14.380 | 14.381 | 14.382 | 14.383 |
| 14.184 | 14.185 | 14.186 | 14.187 | 14.188 | 14.384 | 14.385 | 14.386 | 14.387 | 14.388 |
| 14.189 | 14.190 | 14.191 | 14.192 | 14.193 | 14.389 | 14.390 | 14.391 | 14.392 | 14.393 |
| 14.194 | 14.195 | 14.196 | 14.197 | 14.198 | 14.394 | 14.395 | 14.396 | 14.397 | 14.398 |
| 14.199 | 14.200 | 14.201 | 14.202 | 14.203 | 14.399 | 14.400 | 14.401 | 14.402 | 14.403 |
| 14.204 | 14.205 | 14.206 | 14.207 | 14.208 | 14.404 | 14.405 | 14.406 | 14.407 | 14.408 |
| 14.209 | 14.210 | 14.211 | 14.212 | 14.213 | 14.409 | 14.410 | 14.411 | 14.412 | 14.413 |
| 14.214 | 14.215 | 14.216 | 14.217 | 14.218 | 14.414 | 14.415 | 14.416 | 14.417 | 14.418 |
| 14.219 | 14.220 | 14.221 | 14.222 | 14.223 | 14.419 | 14.420 | 14.421 | 14.422 | 14.423 |
| 14.224 | 14.225 | 14.226 | 14.227 | 14.228 | 14.424 | 14.425 | 14.426 | 14.427 | 14.428 |
| 14.229 | 14.230 | 14.231 | 14.232 | 14.233 | 14.429 | 14.430 | 14.431 | 14.432 | 14.433 |
| 14.234 | 14.235 | 14.236 | 14.237 | 14.238 | 14.434 | 14.435 | 14.436 | 14.437 | 14.438 |
| 14.239 | 14.240 | 14.241 | 14.242 | 14.243 | 14.439 | 14.440 | 14.441 | 14.442 | 14.443 |
| 14.244 | 14.245 | 14.246 | 14.247 | 14.248 | 14.444 | 14.445 | 14.446 | 14.447 | 14.448 |
| 14.249 | 14.250 | 14.251 | 14.252 | 14.253 | 14.449 | 14.450 | 14.451 | 14.452 | 14.453 |
| 14.254 | 14.255 | 14.256 | 14.257 | 14.258 | 14.454 | 14.455 | 14.456 | 14.457 | 14.458 |
| 14.259 | 14.260 | 14.261 | 14.262 | 14.263 | 14.459 | 14.460 | 14.461 | 14.462 | 14.463 |
| 14.264 | 14.265 | 14.266 | 14.267 | 14.268 | 14.464 | 14.465 | 14.466 | 14.467 | 14.468 |
| 14.269 | 14.270 | 14.271 | 14.272 | 14.273 | 14.469 | 14.470 | 14.471 | 14.472 | 14.473 |
| 14.274 | 14.275 | 14.276 | 14.277 | 14.278 | 14.474 | 14.475 | 14.476 | 14.477 | 14.478 |
| 14.279 | 14.280 | 14.281 | 14.282 | 14.283 | 14.479 | 14.480 | 14.481 | 14.482 | 14.483 |
| 14.284 | 14.285 | 14.286 | 14.287 | 14.288 | 14.484 | 14.485 | 14.486 | 14.487 | 14.488 |
| 14.289 | 14.290 | 14.291 | 14.292 | 14.293 | 14.489 | 14.490 | 14.491 | 14.492 | 14.493 |
| 14.294 | 14.295 | 14.296 | 14.297 | 14.298 | 14.494 | 14.495 | 14.496 | 14.497 | 14.498 |
| 14.299 | 14.300 | 14.301 | 14.302 | 14.303 | 14.499 | 14.500 | 14.501 | 14.502 | 14.503 |
| 14.304 | 14.305 | 14.306 | 14.307 | 14.308 | 14.504 | 14.505 | 14.506 | 14.507 | 14.508 |
| 14.309 | 14.310 | 14.311 | 14.312 | 14.313 | 14.509 | 14.510 | 14.511 | 14.512 | 14.513 |
| 14.314 | 14.315 | 14.316 | 14.317 | 14.318 | 14.514 | 14.515 | 14.516 | 14.517 | 14.518 |
| 14.319 | 14.320 | 14.321 | 14.322 | 14.323 | 14.519 | 14.520 | 14.521 | 14.522 | 14.523 |
| 14.324 | 14.325 | 14.326 | 14.327 | 14.328 | 14.524 | 14.525 | 14.526 | 14.527 | 14.528 |
| 14.329 | 14.330 | 14.331 | 14.332 | 14.333 | 14.529 | 14.530 | 14.531 | 14.532 | 14.533 |
| 14.534 | 14.535 | 14.536 | 14.537 | 14.538 | 14.569 | 14.570 | 14.571 | 14.572 | 14.573 |
| 14.539 | 14.540 | 14.541 | 14.542 | 14.543 | 14.574 | 14.575 | 14.576 | 14.577 | 14.578 |
| 14.544 | 14.545 | 14.546 | 14.547 | 14.548 | 14.579 | 14.580 | 14.581 | 14.582 | 14.583 |
| 14.549 | 14.550 | 14.551 | 14.552 | 14.553 | 14.584 | 14.585 | 14.586 | 14.587 | 14.588 |
| 14.554 | 14.555 | 14.556 | 14.557 | 14.558 | 14.589 | 14.590 | 14.591 | 14.592 | 14.593 |
| 14.559 | 14.560 | 14.561 | 14.562 | 14.563 | 14.594 | 14.595 | 14.596 | | |
| 14.564 | 14.565 | 14.566 | 14.567 | 14.568 | | | | | |

**Obligations amorties au tirage au sort de 1953 et non remboursées.**

13.786 et 13.787 — 13.931 à 13.933 — 13.939 et 13.940
13.981 à 14.022 — 14.126 à 14.133.

*Le préfet de l'Orne,*
JEAN GERVAIS.

### Société Immobilière et Commerciale de Guyenne

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 68, RUE NEUVE, A BERGERAC (DORDOGNE)

R. C. : Bergerac n° 5724.

*Obligations 5 1/2 0/0 1948 de 5.000 F.*

**Sixième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 75 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er mai 1954.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1949 à 1953 ont été couverts par rachats en Bourse.

### CIMENTS FRANÇAIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.080 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : GUERVILLE (SEINE-ET-OISE)

R. C. : Mantes n° 2242.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 200 obligations 4 0/0 mai 1942 dont le douzième amortissement est prévu pour le 20 mai 1954.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en avril 1954.

**Titres restant à rembourser.**

Néant.

## PUBLICITÉ

**CONCERNANT**

**les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle**

## AVIS

Le certificat d'héritier délivré à la date du 29 juillet 1947 par le tribunal cantonal de Wasselonne, Vl. 122/47, après le sieur Charles Stengel, décédé le 24 janvier 1947 à Ensisheim, ayant été domicilié à Engenthal, est annulé.

Wasselonne, le 21 avril 1954.

*Tribunal cantonal.*

## DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Garcia (Georges-Gilbert), né le 17 juin 1926 à Aïn-Farès, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Garcin.

M. Tlaskal (Valcav-Vlastimil), né le 11 août 1900 à Malsovice (Tchécoslovaquie), demeurant 73, avenue du Centenaire, la Varenne-Saint-Hilaire, agissant tant en son nom personnel que pour ses enfants mineurs: Jeannine-Nicole, née le 10 décembre 1935 à Paris (15e); Georges-Venceslas, né le 4 juillet 1937 au Plessis-Robinson (Seine); Claude-Gérard, né le 3 février 1945 à Bois-Commun (Loiret) et Edmond-Raphaël, né le 13 août 1949 à Beaune-la-Rolande (Loiret), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Pasqual.

M. Victor Goldstein, né à Paris (9e) le 23 janvier 1909, chirurgien dentiste, demeurant à Paris (9e), 53, rue de Clichy, tant pour lui-même que pour ses fils mineurs Gérard Goldstein, étudiant, né le 10 octobre 1934 à Paris (20e) et Lionel Goldstein, né le 15 mai 1947 à Neuilly-sur-Seine, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Jourdan, ou subsidiairement celui d'Orpierre.

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 avril 1954: page 3411, 2e colonne, 3e insertion, dernière ligne, au lieu de: « de Mortillet », lire: « de Mortillet ».

## AVIS DIVERS

### Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited

(Société anonyme constituée sous le régime des lois du Canada.)

*Avis est donné par les présentes* que le conseil d'administration de cette société a déclaré un dividende de 50 cents (canadiens) par action sur les actions ordinaires, sans valeur nominale, émises par la société, payable le 15 juin 1954 aux actionnaires figurant sur les registres à la clôture des bureaux le 10 mai 1954.

Le dividende sur les actions représentées par les certificats d'actions au porteur sera payé contre remise du coupon n° 28 à l'une des places de payement spécifiées ci-dessous.

Le payement de ce dividende aux « non-résidents canadiens » sera, suivant le cas, passible de la retenue de l'impôt canadien sur le revenu « non-résidents canadiens ».

Places sur lesquelles les coupons pourront être déposés aux fins de payement:

En Belgique, à Bruxelles:

Lloyds & National Provincial Foreign Bank (Belgium), société anonyme;
Banque de Bruxelles, S. A.;
Banque Lambert, S. C. S.;
Banque de Paris et des Pays-Bas, S. A.;
Banque de la Société générale de Belgique, S. A.;
Kredietbank, S. A.;
Nagelmackers fils et Cie.

En France, à Paris:

Lloyds & National Provincial Foreign Bank Limited.

Aux Pays-Bas, à Amsterdam:

Amsterdamsche Bank N. V.

Au Royaume-Uni, à Londres:

The Canadian Bank of Commerce.

Au Canada:

Au siège social de la société, 25 King Street West, Toronto.

Pour la commodité des détenteurs de certificats d'actions au porteur, des arrangements ont été pris pour le payement des coupons en monnaie canadienne contre remise des coupons accompagnés de bordereaux numériques en ordre, à l'une quelconque des places spécifiées ci-dessus et sous réserve des réglementations en vigueur sur chaque place de payement.

Les bordereaux numériques et tous les renseignements concernant la procédure à suivre peuvent être obtenus à Bruxelles, à la Lloyds & National Provincial Foreign Bank (Belgium), société anonyme, ou à Paris ou à Amsterdam auprès des banques susindiquées, ou dans le Royaume-Uni auprès des agents de la société Canadian-Brazilian Services Limited, 148, Leadenhall, Londres, E. C. 3, Angleterre, ou à la société à Toronto.

A Toronto (Canada), le 27 avril 1954.

*Par ordre du conseil d'administration:*
R. T. DONALD,
*secrétaire.*

Les agents de transferts de la société sont: La National Trust Company, Limited, Toronto, Montréal et Vancouver (Canada), et The National City Bank of New-York, à New-York, U. S. A., qui devront être avisées rapidement de tout changement d'adresse.

### COMPAGNIE FERMIERE des CHEMINS de FER TUNISIENS

**(Anciennement BONE—GUELMA)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 45.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 8, RUE LAVOISIER, PARIS
Registre du commerce: Seine n° 120260

MM. les actionnaires de la Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens (anciennement Bône—Guelma) sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le mardi 18 mai 1954, à seize heures trente, au siège social, 8, rue Lavoisier, à Paris.

ORDRE DU JOUR

1° Lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires. — Examen et approbation des comptes de l'exercice 1953. — Fixation du dividende;
2° Application de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Aux termes de l'article 36 des statuts, l'assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.

Nul ne peut se faire représenter à l'assemblée que par un mandataire, actionnaire lui-même.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions doivent:

1° S'il s'agit d'actions au porteur, déposer au siège social de la compagnie, au moins trois jours avant la date fixée pour la réunion, soit leurs titres, soit un avis d'immobilisation, soit un certificat constatant leur dépôt à la Société interprofessionnelle de compensation des valeurs mobilières;

2° S'il s'agit d'actions nominatives, être inscrits sur les registres de la compagnie au moins trois jours avant la date fixée pour la réunion.

*Le conseil d'administration.*

### SOCIETE DE MOUTIERS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 250.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 103, RUE LA BOÉTIE, PARIS (8e)
R. C.: Seine n° 285359 B.

**Avis de convocation.**

MM. les actionnaires de la Société de Moutiers sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le vendredi 21 mai 1954, à neuf heures quinze, au siège social, 103, rue La Boétie, Paris (8e), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

ORDRE DU JOUR

1° Rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les opérations de l'exercice 1953;
2° Approbation du bilan et des comptes de l'exercice 1953; affectation des résultats;
3° Quitus à donner aux administrateurs en fonction pendant l'exercice 1953;
4° Autorisations à donner aux administrateurs, conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 et approbation des affaires traitées;
5° Nomination d'un administrateur en remplacement d'un administrateur sortant;
6° Fixation de la rémunération des administrateurs pour l'exercice 1954;
7° Fixation de la rémunération des commissaires aux comptes pour l'exercice 1954.

*Le conseil d'administration.*

## ASSOCIATIONS

### ASSOCIATIONS FRANÇAISES

**DECLARATIONS**

**(Décret du 16 août 1901.)**

30 mars 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Morlaix. **Comité des fêtes de Lanhouarneau.** But: s'occuper de l'organisation des fêtes pouvant se dérouler dans la commune. Siège social: mairie de Lanhouarneau.

31 mars 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Les Jeunes Pousses.** But: favoriser une œuvre d'éducation populaire: la colonie de vacances. Siège social: 31, boulevard de Strasbourg, Nogent-sur-Marne.

31 mars 1954. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Groupe amical La Fourchette mazargaise.** But: organisation d'un banquet annuel dans un but amical et familial. Siège social: 108, rue Emile-Zola, bar-tabac Terminus, Mazargues-Marseille.

1er avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture d'Issoire. **Centre d'étude technique agricole de la Limagne-Lembron.** But: amélioration technique, économique et sociale des exploitations agricoles. Siège social: chez M. Jean Seneze, à Saint-Germain-Lembron.

1er avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Jonzac. **Judo-Club montendrais.** But: pratique et entraînement des sports, et plus particulièrement du judo. Siège social: mairie de Montendre-les-Pins.

2 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Ligue internationale contre la guerre, section française.** But: étude des moyens pour prévenir les psychoses de guerre. Siège social: 12, rue Robis, Vincennes.

2 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Cognac. **Centre d'études techniques de Barbezieux.** But: fournir à ses membres agriculteurs les moyens de faciliter la gestion de leurs exploitations et améliorer la rentabilité de leur travail. Siège social: chez M. Delpech (Jean), Barret.

2 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Association cultuelle de l'église de Pentecôte du 1er siècle.** But: propagation de la foi évangélique. Siège social: 11, rue Lucien-Noël, les Lilas.

5 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Nord. **Comité communal d'aide aux vieillards nécessiteux.** But: aide aux vieillards privés de ressources ou aux moyens d'existence restreints. Siège social: mairie de Baisieux.

5 avril 1954. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Centre d'études techniques agricoles de la région de Cadillac.** But: fournir à ses membres les moyens de faciliter la gestion de leur exploitation et d'améliorer la rentabilité de leur travail par une application judicieuse des progrès techniques et des méthodes d'organisation. Siège social: chez le secrétaire, M. Pierre Médeville, Cadillac.

5 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Omer. **Société de musique l'Avenir d'Oye-Plage.** But: éducation musicale populaire, propagation de l'art musical. Siège social: salle des fêtes, Oye-Plage-Centre.

7 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Mayenne. **Ring des deux villes.** But: association sportive, société d'éducation physique et de boxe. Siège social: café Bigot, Mayenne.

7 avril 1954. Déclaration à la préfecture des Ardennes. **Association Culture et loisirs, amicale des élèves, anciens élèves et amis des écoles publiques de Rocroi.** But: diffusion de la pensée laïque, organisation d'activités éducatives tendant à compléter la formation intellectuelle et morale des enfants en dehors des heures de classe, organisation de loisirs culturels pour les adolescents et les adultes. Siège social: école de garçons de Rocroi.

7 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Mantes-la-Jolie. **Association pour la diffusion des techniques médicales modernes.** But: organisation et mise en œuvre de tous les moyens propres à assurer la diffusion des techniques médicales modernes. Siège social: 2, boulevard Duhamel, Mantes-la-Jolie.

7 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Fougères. **Comité des fêtes de Saint-Sauveur-des-Landes.** But: organisation de fêtes locales. Siège social: mairie de Saint-Sauveur-des-Landes.

7 avril 1954. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Comité des fêtes de Bazouges-sous-Hède.** But: organisation des fêtes et réjouissances publiques et gestion des fonds recueillis dans ce but. Siège social: mairie de Bazouges-sous-Hède.

8 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Carpentras. **Centre d'études techniques agricoles du plateau d'Albion.** But: application judicieuse des progrès techniques à l'agriculture. Siège social: ferme des Arnaud, Saint-Christol.

8 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Nord. **Lions-Club de Tourcoing.** But: unir des hommes qualifiés des divers milieux professionnels de la cité en leur donnant l'occasion de servir en toute circonstance l'intérêt général. Siège social: 26, rue Franklin-Roosevelt, Tourcoing.

8 avril 1954. Déclaration à la préfecture de la Somme. **Syndicat d'élevage de la région de Poix.** But: encouragement de l'élevage et amélioration de l'espèce chevaline, développement rationnel de l'aviculture. Siège social: hôtel de ville, Poix.

9 avril 1954. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Fédération des petites et moyennes coopératives agricoles du département d'Ille-et-Vilaine.** But: défendre les intérêts matériels et moraux des coopératives adhérentes, régler amiablement tous différends pouvant survenir entre les coopératives, faire toute propagande favorable à la coopération agricole sous toutes ses formes, encourager et provoquer au besoin la création d'organisations coopératives, chercher à entrer en relations avec les organisations similaires en vue de faciliter la défense des intérêts des coopératives. Siège social: 41, rue Duraffour, Rennes.

9 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Amicale des Corses de Saint-Chamas.** But: défense des intérêts généraux de la Corse, mener l'action nécessaire pour l'amélioration de la situation de l'île, aide matérielle et morale aux Corses dans le besoin. Siège social: café de France, Saint-Chamas.

9 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Pontarlier. **L'Union.** But: promouvoir, soutenir, favoriser les institutions d'éducation populaire, l'organisation des loisirs, les activités sportives. Siège social: presbytère, Granges-Narboz.

9 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture d'Avesnes. **Comité d'aide aux sans logis d'Avesnes.** But: intéresser directement ou indirectement et par tous les moyens légaux à tout ce qui peut concerner le logement des particuliers et la construction des habitations dans les deux cantons d'Avesnes. Siège social: mairie d'Avesnes-sur-Helpe.

10 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture d'Orléansville. **La Saint-Hubert de Carnot.** But: chasse, protection du gibier. Siège social: mairie de Carnot.

10 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Lodève. **Association locale des aides familiales rurales.** But: soutien et aide aux familles rurales. Siège social: mairie de Saint-Jean-de-Fos.

12 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Boule lensoise sang et or.** But: sport bouliste. Siège social: 146, route de la Bassée, Lens.

12 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Lons-le-Saunier. **Association des chasseurs de Cosges.** But: répression du braconnage, repeuplement, limitation des jours de chasse. Siège social: chez M. Roux (Jean), Cosges, par Bletterans.

12 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Briey. **Association familiale rurale de Morfontaine.** But: grouper, représenter, organiser et défendre les intérêts généraux, matériels et moraux des familles. Siège social: 91, rue du Camp, Morfontaine.

12 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Fédération abondancieste révolutionnaire.** But: fédérer les Français et Françaises ayant la volonté de promouvoir les réformes de structures économiques permettant d'instaurer l'économie distributive. Siège social: 8, place Jacques-Bonsergent, Paris.

12 avril 1954. Déclaration à la préfecture de la Lozère. **Club philatélique langonais.** But: philatélie. Siège social: mairie de Langogne.

13 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture des Andelys. **Comité des fêtes de Sainte-Barbe-sur-Gaillon.** But: organiser les fêtes nationales et locales. Siège social: mairie de Sainte-Barbe-sur-Gaillon.

13 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Bernay. **Comité du festival d'art dramatique de l'Eure.** But: organiser des manifestations d'art dramatique au profit des associations touristiques et de la restauration des monuments du département de l'Eure. Siège social: château de Broglie.

13 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Syndicat des activités commerciales et économiques du Castrais.** But: grouper les personnes désireuses de développer par tous les moyens dont elles disposent les activités économiques du Castrais. Siège social: chambre de commerce de Castres.

14 avril 1954. Déclaration à la préfecture d'Eure-et-Loir. **Association des anciens combattants de Moutiers-en-Beauce.** But: maintenir d'une façon permanente entre tous les anciens combattants et victimes des deux guerres, les liens de solidarité et d'assistance au cours et du fait de la guerre; étudier et réaliser les moyens de venir en aide moralement à ses membres participants par conseils, renseignements, démarches, instances, placements, secours. Siège social: mairie de Moutiers-en-Beauce.

14 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Calvados. **Association sportive de l'écurie Viking's.** But: développement du sport automobile. Siège social: chez M. Bordenieux, 3, rue du 11-Novembre, Caen.

14 avril 1954. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Boxing-Club rennais.** But: pratique de la boxe. Siège social: Ring-Bar, rue Beaudrairie, Rennes.

15 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Pétanque saint-diéroise.** But: favoriser et développer le sport du jeu de boules pétanque. Siège social: chez M. Pintrand (Arsène), à Saint-Dier-d'Auvergne.

15 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Dunkerque. **La Petite Belgique.** But: réunir tous les colombophiles de la commune et environs. Siège social: rue Roger Salengro, Leffrinckoucke.

15 avril 1954. Déclaration à la préfecture d'Auch. **Groupement départemental de défense sanitaire des animaux.** But: lutte contre les maladies des animaux. Siège social: direction des services vétérinaires, centre administratif, Auch.

15 avril 1954. Déclaration à la préfecture des Hautes-Pyrénées. **Services médicaux et sociaux du travail de l'union départementale de défense des petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales et artisanales des Hautes-Pyrénées.** But: étude et réalisation par tous les moyens moraux et matériels de toute mesure concernant l'amélioration de l'hygiène industrielle ainsi que l'organisation et le fonctionnement des services médicaux du travail dans les établissements de son ressort. Siège social: 5, rue de l'Ayguerote, Tarbes.

15 avril 1954. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Union cycliste de Gujan-Mestras.** But: pratique de l'éducation physique et des sports cyclistes. Siège social: café « Chez Gino », cours de Verdun, Gujan-Mestras.

16 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Claude. **Association lupicinoise d'aide au logement.** But: collecter les versements des employeurs imposés par le décret du 9 août 1953 en faveur de la construction et en effectuer la répartition aux ayants droit. Siège social: mairie de Saint-Lupicin.

16 avril 1954. Déclaration à la préfecture de l'Hérault. **Tambourin-Club grabellois.** But: grouper les joueurs de tambourin. Siège social: café de la Terrasse, Grabels.

16 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. **Association des anciens combattants de Grillon.** But: étude de toutes les questions relatives à la situation générale et particulière de ses membres, défense de leurs droits matériels et moraux. Siège social: mairie de Grillon.

17 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Toulon. **Union départementale du Var et des combattants volontaires de la Résistance.** But: grouper, en dehors de toute obédience politique ou confessionnelle, les titulaires de la carte de combattant volontaire de la Résistance. Siège social: premier arrondissement de police, 8, rue Roche, Toulon.

17 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Avenir Boxing-Club.** But: pratique de la culture physique et boxe. Siège social: 17, rue d'Hauteville, Paris.

17 avril 1954. Déclaration à la préfecture de l'Oise. **Amicale des sapeurs-pompiers de Bonlier.** But: entretien d'une bonne camaraderie entre les sapeurs-pompiers. Siège social: mairie de Bonlier.

17 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Les castors de Billy-Berclau.** But: coordonner l'activité des castors œuvrant à la construction de leur logement. Siège social: mairie de Billy-Berclau.

20 avril 1954. Déclaration à la préfecture des Hautes-Alpes. **Jeunesse et loisirs de Rambaud.** But: regrouper et maintenir la jeunesse au village. Siège social: mairie de Rambaud.

20 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Le Martinet.** But: concours et entraînement des pigeons voyageurs. Siège social: café Culiez, place de la Gare, Cuinchy.

20 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Le Souvenir.** But: perpétuer le souvenir des hommes de bien et leurs œuvres; des personnalités qui ont fait preuve de dévouement à la cause publique. Siège social: mairie de Lens.

20 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Charenton Pétanque.** But: rassemblement et formation de joueurs de pétanque et de jeu provençal, en vue de la participation aux divers concours et championnats. Siège social: mairie de Charenton.

20 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Association des castors de la police d'Etat, 2e district, Houilles et Bezons.** But: construction de pavillons castors. Siège social: 189, rue de Bercy, à Paris.

20 avril 1954. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Les Amis de la musique arabe.** But: sauver la musique classique arabe dite Andalou de l'oubli et la répandre parmi le grand public. Siège social: Cercle franco-musulman, boulevard Carnot, Alger.

20 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Grenoble. **Jeunesse-Camping.** But: sports, camping, sorties collectives. Siège social: café de l'Avenir, 85, cours Berriat, Grenoble.

20 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Gard. **Boule camarguaise.** But: pratique du jeu de boules: provençal et pétanque. Siège social: café du Midi, Saint-Gilles-du-Gard.

21 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Marseille. **La Boule amicale Strasbourg.** But: pratique du jeu de boules. Siège social: 40, boulevard de Strasbourg, Marseille.

21 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Romorantin. **Association de l'Ile-Marin.** But: organisation de vacances au grand air pour la jeunesse de Romorantin et environs. Siège social: 6, place de l'Eglise, Romorantin.

21 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Carcassonne. **Pétanque-Club azillois.** But: pratique jeu de boules (pétanque). Siège social: café Léon, Azille.

21 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Tiaret. **Association cultuelle musulmane de Trumelet.** But: exercice du culte musulman. Siège social: mosquée de Trumelet.

21 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Association des élèves de l'école de la marine marchande de Marseille.** But: promouvoir le bien des élèves et gérer un service d'entr'aide. Siège social: 25, rue de Forbin, Marseille.

21 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Caisse inter-entreprises pour favoriser la construction de logements d'habitation (C. I. F. L. O.).** But: développer et faciliter de manière désintéressée aux cadres et salariés des entreprises groupées dans l'association, la construction de logements ainsi que toutes mesures complémentaires telles que prêts à la construction, achats de terrains, le tout dans le cadre du décret du 9 août 1953. Siège social: lieudit « La Prade », à Mazamet.

22 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Besançon. **La Cité joyeuse.** But: organisation des loisirs et formation morale de la jeunesse. Siège social: cure de Saint-François-Xavier, 10, rue du Lycée, à Besançon.

22 avril 1954. Déclaration à la préfecture de la Somme. **Association départementale des aides familiales rurales.** But: coordonner et représenter près des organismes officiels les associations locales. Siège social: 61 *bis*, rue Saint-Fuscien, Amiens.

22 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Association touloussaine des agents des finances pour la construction de logements.** But: aider les agents appartenant à l'administration des finances à construire un logement familial. Siège social: hôtel des finances, 34, rue des Lois, Toulouse.

22 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaulin. **Société de chasse de Kergoat.** But: mise en commun de terre et bois pour la chasse, la répression du braconnage et le repeuplement du gibier. Siège social: chez M. René Hascoet, Kergoat-Quemeneven.

22 avril 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Clermont. **Association amicale culturelle et récréative des anciens et anciennes élèves des écoles publiques de la région de Bacouel.** But: développer les activités sportives et récréatives. Siège social: mairie de Bacouel.

22 avril 1954. Déclaration à la préfecture de l'Aveyron. **Association familiale rurale de Lescure-Jaoul.** But: étude et défense des droits et intérêts moraux et matériels des familles rurales. Siège social: mairie de Lescure-Jaoul.

22 avril 1954. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association amicale des anciens sapeurs du génie.** But: resserrer les liens de camaraderie et d'entr'aide entre anciens sapeurs. Siège social: 18, rue Meissonier, Alger.

22 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Pau. **Amicale des anciens élèves de l'école libre de garçons de Notre-Dame.** But: resserrer les liens d'amitié entre les anciens élèves de l'école. Siège social: 5, rue des Anglais, Pau.

23 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Nord. **Association du personnel scientifique de l'Institut Pasteur de Lille.** But: grouper les membres scientifiques du personnel de l'institut Pasteur de Lille en vue d'assurer entre eux une étroite solidarité. Siège social: institut Pasteur, 20, boulevard Louis-XIV, Lille.

23 avril 1954. Déclaration à la préfecture de l'Oise. **Foyer rural de Valdampierre.** But: organiser les loisirs, développer l'organisation des sports et améliorer l'instruction de la population. Siège social: mairie de Valdampierre.

23 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Association de la jeunesse de la Joliette.** But: organisation de surprises parties, excursions, sport plein air. Siège social: 21, boulevard de la Major, Marseille.

23 avril 1954. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association de copropriétaires bénéficiaires des prêts à la construction.** But: veiller à la défense des intérêts généraux des copropriétaires faisant construire avec le bénéfice des prêts à la construction en ce qui concerne la passation et l'exécution des contrats avec l'organisme chargé de la construction. Siège social: Le Floriana B., rue des Oliviers, El-Biar.

23 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Nord. **Saint-Clément, culture et plein air.** But: procurer à tous les habitants du quartier des possibilités de culture par l'organisation de cours et de conférences. Siège social: 2, rue de Tourcoing, Wasquehal.

24 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Association du centre lyonnais de médecine du travail des sociétés d'assurances.** But: assurer, dans le cadre de la législation en vigueur, la direction et la gestion du centre lyonnais de médecine du travail des sociétés d'assurances. Siège social: 11, rue de l'Arbre-Sec, Lyon.

24 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Lot. **Union départementale des combattants volontaires de la résistance.** But: prolonger l'effort et l'esprit de la résistance. Siège social: 8, cours Chartreuse, Cahors.

24 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. **Centre départemental des indépendants et paysans de Vaucluse.** But: animer et coordonner les efforts de tous les citoyens qui, soucieux de conserver leur totale liberté de jugement personnel de vote, n'en sont pas moins d'accord pour défendre ensemble dans l'union et dans un climat de liberté politique et économique la justice et l'intérêt national. Créé sous le patronage du Centre national des indépendants et des paysans, 106, rue de l'Université, à Paris, il est seul habilité par ce dernier pour le représenter. Siège social: salle de l'Epée-Club, 14, rue Bancasse, Avignon.

26 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **L'Hélicon.** But: défense et illustration de la poésie. Siège social: 16, rue Notre-Dame, Toulouse.

26 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Association régionale de la copropriété du Haut-Languedoc.** But: défendre, développer, organiser la copropriété. Siège social: 12, boulevard de Strasbourg, Toulouse.

27 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Les Compagnons des Arts.** But: diffusion des formes de créations artistiques et professionnelles, entretien des traditions. Siège social: 11, rue Dupetit-Thouars, à Paris.

## MODIFICATIONS

31 mars 1954. Déclaration à la préfecture de police. L'**Association nationale pour le théâtre** modifie ses statuts et la composition de son bureau et transfère son siège social du 2, rue de la Paix, Paris, au 7, rue du Helder, Paris.

1er avril 1954. Déclaration à la préfecture de Mézières. L'association **L'Union populaire d'action familiale de Mézières** modifie la composition du conseil d'administration et transfère son siège social du 37, rue Bayard, Mézières, chez M. Froussart, président, 4, rue Léon-Dehuz, Mézières.

2 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. L'**Horizon** transfère son siège social du 27, rue Danielle-Casanova, Paris, au 2, rue du Noyer-Durand, Paris.

7 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Montauban. L'**Œuvre de la transfusion sanguine de Tarn-et-Garonne** renouvelle la composition de son bureau et transfère son siège social de l'hôpital de Montauban au 73, faubourg du Moustier, Montauban.

8 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Poitiers. L'**Association d'hygiène sociale de préservation antituberculeuse** transfère son siège social de la rue Jean-Jaurès, Poitiers, au 43, rue Théophraste-Renaudot, Poitiers.

9 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. L'Association d'éducation populaire du IXe arrondissement change son titre qui devient: **Association culturelle du IXe arrondissement.** Siège social: 1, rue Jules-Lefebvre, Paris.

9 avril 1954. Déclaration à la préfecture des Vosges. **Ski-Club de Ventron.** Modifications aux statuts et transfère son siège social de la salle Claudel, Ventron, à la mairie de Ventron.

12 avril 1954. Déclaration à la préfecture de police. L'Assocation des centres d'apprentissage rural et ménager rural change de titre qui devient: **Association nationale de la formation professionnelle rurale.** Siège social: 5, rue Las-Cases, Paris.

12 avril 1954. Déclaration à la préfecture de la Gironde. L'Arcachon Littoral Treize change son titre qui devient: **Arcachon Littoral,** modifie la composition de son bureau. Nouveau but: diffusion, pratique de tous les sports, des exercices et jeux de plein air favorables à l'hygiène du corps et au développement des qualités physiques et morales de l'individu; transfère son siège social du Café du Commerce, avenue Gambetta, au Grand Café Thiers, Repetto, avenue Gambetta, Arcachon.

13 avril 1954. Déclaration à la préfecture du Finistère. L'Amicale laïque lesconilloise change son titre qui devient: **Patronage de l'amicale laïque lesconilloise.** Siège social: école publique des filles, Lesconil.

22 avril 1954. Déclaration à la préfecture de Poitiers. L'Association départementale du centre laïque des auberges de jeunesse et relais change son titre qui devient: **Mouvement laïque des auberges de jeunesse.** Siège social: 31, boulevard du Pont-Joubert, Poitiers.

# ASSOCIATIONS ETRANGERES

## AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

23 décembre 1953. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la sous-préfecture de Douai le 31 mars 1954.) **Union des sociétés polonaises féminines en France,** section dénommée: **Dabrowka.** But: grouper les femmes polonaises; maintenir les traditions patriotiques; pratiquer l'entr'aide entre ses membres. Siège social: café Musielak, rue Suzanne-Lanoy, route Nationale, Dechy.

29 mars 1954. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 7 avril 1954.) **Congrès pour la liberté de la culture.** But: restaurer, préserver, étendre la liberté de la culture considérée comme un droit inaliénable et essentiel de l'homme. Siège social: 104, boulevard Haussmann, Paris.

## MODIFICATIONS

14 février 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. L'**Association d'entr'aide des anciens combattants polonais en France** (section des grenadiers), à Marles, transfère son siège social du café Terminus, boulevard Gambetta, Marles-les-Mines, au café Lis, boulevard Gambetta, Marles-les-Mines.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

# DEUXIÈME TABLEAU

### des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables au titre de l'année 1953 (revenus de 1953).

**(Art. 66 du code général des impôts.)**

NOTA. — Un ou plusieurs tableaux seront publiés ultérieurement pour les départements et les natures de cultures qui ne figurent pas sur la présente liste.

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Ain.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Pays de Gex 2e zone): | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.160 F. | 8.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.230 F et ne dépasse pas 4.160 F. | 6.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.230 F. | 5.400 | |
| | II. — Vallée de la Saône (1re zone): | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F. | 7.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.150 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 6.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.150 F. | 5.100 | |
| | III. — Vallée de la Saône (2e zone): | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.490 F. | 6.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.870 F et ne dépasse pas 3.490 F. | 5.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.870 F. | 4.400 | |
| | IV. — Pays de Gex (1re zone): | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.460 F. | 6.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.320 F et ne dépasse pas 2.460 F. | 5.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.320 F. | 4.400 | |
| | V. — Bresse: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.070 F. | 6.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.870 F et ne dépasse pas 3.070 F. | 5.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.870 F. | 4.000 | |
| | VI. — Dombes: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.830 F. | 3.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.720 F et ne dépasse pas 2.830 F. | 3.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.720 F. | 2.600 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Ain** (*suite*). | | |
| **Généralité des cultures** (*suite*). | VII. — Bugey: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.920 F. | 3.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.630 F et ne dépasse pas 1.920 F. | 2.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.630 F. | 2.300 | |
| | VIII. — Haut-Bugey: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.220 F. | 3.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 650 F et ne dépasse pas 1.220 F. | 2.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 650 F. | 2.000 | |
| | IX. — La Côtière: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.830 F. | 2.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 980 F et ne dépasse pas 1.830 F. | 2.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 980 F. | 1.900 | |
| **Cultures maraîchères.** | Ensemble du département..... | 110.000 | |
| **Cultures légumières de plein champ.** | Idem..... | | **Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque région agricole, à la première catégorie des cultures générales.** |
| | **Aisne.** | | |
| **Généralité des cultures.** | I. — Région de Laon-Soissons: | | **Ensemble du département, sauf les régions II, III et IV.** |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F. | 9.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.350 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 8.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.350 F. | 8.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.650 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 7.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.650 F. | 6.400 | |
| | II. — Région de Saint-Quentin: | | **Arrondissement de Saint-Quentin; cantons du Nouvion, Wassigny, Chauny et la Fère.** |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur 3.100 F. | 9.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 8.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 8.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 7.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.900 F. | 6.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | France. | |
| | **Aisne** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Champagne agricole: | | Canton de Craonne: communes d'Aizelle, Berrieux, Cuiry-les-Chaudardes, Corbeny, Craonne, Craonnelle, Goudelancourt, Saint-Thomas; canton de Neufchâtel: toutes les communes, sauf Maizy, Muscourt, Meurival; canton de Sissonne: toutes les communes, sauf Bucy-lès-Pierrepont, Courtrizy-et-Fussigny, Ebouleau, Goudelancourt, Missy-lès-Pierrepont; canton de Laon: Athies, Eppes, Parfondru, Samoussy, Veslud. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 8.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 7.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 6.400 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.400 F. | 5.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.100 F. | 4.800 | |
| | IV. — Tardenois-Brie: | | Cantons de Charly, Château-Thierry, Condé-en-Brie, Fère-en-Tardenois et communes d'Armentières, Bonnesvalyn, Brumetz, Bussiares, Chézy-en-Orxois, Courchamps, Gramaille, la Croix-sur-Ourcq, Gandelu, Grisolles, Hautevesnes, Latilly, Licy-Clignon, Monthiers, Montigny-l'Allier, Priez, Rocourt-Saint-Martin, Saint-Gengoulph, Sommelans, Torcy, Veuilly-la-Poterie. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F. | 7.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 6.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 5.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 4.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 4.000 | |
| Endives ..... | Ensemble du département..... | 125.000 | |
| | **Allier.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.250 F. | 6.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.050 F et ne dépasse pas 2.250 F. | 5.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.050 F. | 4.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 3.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 3.100 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 2.300 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 1.500 | |
| | **Alpes (Basses-).** | | |
| Généralité des cultures. | Région I. — Basse vallée de la Durance: | | Région I. — Délimitation de l'année 1950 maintenue (*Journal officiel* du 29 mars 1951), mais avec en moins la commune de Lurs. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.975 F. | 6.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.275 F et ne dépasse pas 3.975 F. | 4.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.275 F. | 3.200 | |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Alpes (Basses-)** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | Région II. — Surplus du département: | | Région II. — Délimitation de l'année 1950 maintenue (*Journal officiel* du 29 mars 1951), mais avec en plus la commune de Lurs. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.215 F. | 3.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 450 F et ne dépasse pas 1.215 F. | 2.400 | Dans l'ensemble du département, pour les exploitations atteintes en 1953 par la fièvre aphteuse et ayant fait l'objet de déclarations réglementaires, il sera appliqué une réduction de la superficie imposable égale à 2 hectares par vache laitière ayant été malade et à 1 hectare par porc ayant été malade. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 450 F. | 1.400 | |
| Elevage des ovins. | Ensemble du département..... | | 800 F par brebis adulte. Ce bénéfice n'est applicable qu'après un abattement de 20 bêtes. Pour les élevages d'ovins atteints en 1953 par la fièvre aphteuse et ayant fait l'objet de déclarations réglementaires, le nombre de brebis à retenir pour la détermination du bénéfice forfaitaire imposable sera réduit de trois unités par brebis ayant été malade. |
| Cultures maraîchères. | Idem..... | 80.000 | |
| Cultures légumières de plein champ et graines de semences. | Idem..... | 25.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| Lavande ..... | | 4.500 | |
| Lavandin ..... | | 2.500 | |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| Fruits à noyaux. | | 25.000 | |
| Fruits à pépins. | | 30.000 | |
| Pépinières ..... | Idem..... | 100.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 700 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | **Alpes-Maritimes.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région littorale: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | Catégorie unique ..... | 4.500 | |
| | II. — Région montagneuse: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 6.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 3.800 | |
| | 3e catégorie — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 2.200 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 160.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | 42.000 | |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| | 1re catégorie..... | 70.000 | Vergers spécialement aménagés sur terrains naturellement ou facilement irrigables et en plein rapport. |
| | 2e catégorie..... | 45.000 | Vergers situés dans des zones moins propices, sur terrains de moindre valeur, plus difficilement irrigables, comportant une densité plus faible d'arbres fruitiers. |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BENEFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Alpes-Maritimes** (*suite*). | | |
| Cultures florales: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Fleurs coupées: | | | |
| Sous châssis.. | | 350.000 | |
| Sous paillasson. | | 250.000 | |
| En plein air... | | 150.000 | |
| Mimosa ..... | | 100.000 | |
| *b*) Fleurs à parfum: | | | |
| Jasmin ..... | | 160.000 | |
| Rose ..... | | 150.000 | |
| Fleurs d'oranger. | | 10.000 | |
| Plantes diverses. | | 80.000 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| 1° Fruitières.... | | 100.000 | |
| 2° D'ornement.. | | 200.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 750 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Ardèche.** | | |
| Cultures fruitières: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Vergers de pommiers et poiriers. | | 35.000 | |
| *b*) Autres vergers: | | | |
| 1° Irrigués naturellement. | | 27.000 | |
| 2° Irrigués artificiellement. | | 16.500 | |
| 3° Non irrigués. | | 7.500 | |
| Pépinières fruitières. | Idem..... | 90.000 | |
| | **Ariège.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Plaines et coteaux: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 30 juillet 1950) avec en plus la commune de Varilhes. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 5.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 4.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.500 | |
| | II. — Région sous-pyrénéenne: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 30 juillet 1950) avec en moins la commune de Varilhes. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.100 | |
| | III. — Région pyrénéenne: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 30 juillet 1950). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F. | 3.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 200 F et ne dépasse pas 700 F. | 2.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 200 F. | 1.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Ariège** (*suite*). | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 100.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem | 40.000 | |
| Apiculture | Idem | | 300 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture | Idem | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Aube.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 95.000 | |
| Cultures légumières de plein champ annexées à une exploitation de cultures maraîchères. | Idem | 60.000 | |
| Aviculture | Idem | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). |
| | **Aude.** | | |
| Cultures maraîchères. | 1re zone. — Jardins situés dans un rayon de 10 kilomètres autour de Narbonne. | 115.000 | |
| | 2e zone. — Jardins situés dans un rayon de 10 kilomètres autour de Carcassonne. | 95.000 | |
| | 3e zone. — Surplus du département | 85.000 | |
| Aviculture | Ensemble du département | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Aveyron.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région du Rougier-de-Camarès: | | Délimitation de l'année précédente maintenue. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 920 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 570 F et ne dépasse pas 920 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 570 F. | 2.100 | |
| | II. — Région du Ségala: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 4.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 3.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 1.900 | |
| | III. — Région du Levezou: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.060 F. | 3.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 680 F et ne dépasse pas 1.060 F. | 2.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 680 F. | 1.700 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Aveyron** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | IV. — Région du Rougier-de-Marcillac: | | Délimitation de l'année précédente maintenue. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 930 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 750 F et ne dépasse pas 930 F. | 2.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 750 F. | 1.600 | |
| | V. — Région de l'Aubrac: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F. | 3.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 650 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 2.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 650 F. | 1.300 | |
| | VI. — Région du Bas-Quercy: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.120 F. | 2.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 780 F et ne dépasse pas 1.120 F. | 2.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 780 F. | 1.300 | |
| | VII. — Région des Grands-Causses: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.050 F. | 3.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.050 F. | 2.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 1.500 | |
| | VIII. — Région de la Viadène et vallée du Lot: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 810 F. | 2.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 530 F et ne dépasse pas 810 F. | 2.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 530 F. | 1.200 | |
| Cultures maraîchères. | *a*) Communes de Rodez et limitrophes..... | 75.000 | |
| | *b*) Surplus du département..... | 85.000 | |
| Culture des fraises. | Ensemble du département..... | 55.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | 0 | |
| | **Bouches-du-Rhône.** | | |
| Généralité des cultures. | IV. — Les plateaux et collines: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F. | 3.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 1.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.800 F. | 1.100 | |
| Elevage ovin..... | Ensemble du département..... | | 800 F par brebis. Les troupeaux comprenant plus de vingt brebis seront seuls taxés spécialement. |
| Cultures maraîchères et primeurs. | Idem. | | |
| | *a*) Cultures intensives (trois récoltes par an). | 110.000 | |
| | *b*) Autres cultures..... | 75.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant locataire). 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Bouches-du-Rhône** *(suite)*. | | |
| Cultures légumières de plein champ. | I. — Vallées du Rhône, de la Durance et basse-vallée de l'Huveaune. | 36.000 | Cantons de Tarascon, Châteaurenard, Orgon (sauf la commune d'Eygalières). Communes d'Arles, Saint-Rémy, Maillane, Alleins, Mallemort, Charleval, la Roque-d'Anthéron, Saint-Estève-Janson, le Puy-Sainte-Réparade, Meyrargues, Peyrolles, Marseille, Allauch, Plan-de-Cuques, la Penne-sur-Huveaune, Aubagne, Gémenos, |
| | II. — Surplus du département..... | 23.000 | |
| Cultures fruitières (oliviers exclus). | I. — Vallées du Rhône, de la Durance et région de Salon. | 50.000 | Cantons de Tarascon, Châteaurenard, Orgon (sauf la commune d'Eygalières). Communes d'Arles, Port-Saint-Louis-du-Rhône, les Saintes-Maries-de-la-Mer, Saint-Rémy, Maillane, Alleins, Mallemort, Charleval, la Roque-d'Anthéron, Saint-Estève-Janson, le Puy-Sainte-Réparade, Meyrargues, Peyrolles, Salon, Lamanon, Eyguières, Pélissanne, Grans. |
| | II. — Surplus du département..... | 35.000 | |
| Pépinières fruitières. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Cantal.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région dite du bassin d'Aurillac: | | Canton d'Aurillac-Nord : communes d'Aurillac, Giou-de-Mamou, Yolet; canton d'Aurillac-Sud; communes d'Arpajon (à l'exception des sections E, F, H, I, K, L), Crandelles, Jussac, Naucelles, Reilhac, Sansac-de-Marmiesse (à l'exception de la section A), Teissières-de-Cornet (à l'exception de la section C), Ytrac (à l'exception des sections A, D, E, F, G). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F | 4.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 3.000 | |
| | II. — Région dite de Salers: | | Canton de Salers: communes de Salers, Anglards-de-Salers, Saint-Bonnet-de-Salers, Saint-Martin-Valmeroux, Saint-Paul-de-Salers (à l'exception des sections D, E et F), Fontanges. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 3.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 2.800 | |
| | III. — Région dite de la Montagne: | | Canton d'Aurillac-Nord: communes de Laroquevieille, Lascelle, Mandailles, Marmanhac, Saint-Cirgues-de-Jordanne, Saint-Julien-de-Jordanne, Saint-Simon, Velzic; canton d'Aurillac-Sud: commune de Vézac; canton de Vic-sur-Cère: toutes les communes du canton; canton de Saint-Cernin: toutes les communes du canton; canton de Salers: toutes les communes et parties de communes à l'exception de celles constituant la région II; canton de Pleaux: toutes les communes du canton sauf Brageac et Tourniac; canton de Mauriac: toutes les communes du canton sauf Arches, Jaleyrac, Sourniac et Chalvignac; canton de Riom-ès-Montagnes: toutes les communes du canton sauf Saint-Etienne-de-Chomeil; canton de Saignes: communes de Sauvat et du Monteil; canton de Condat: toutes les communes du canton; canton d'Allanche: communes d'Allanche, Chanet, Landeyrat, Pradiers, Ségur, Saint-Saturnin, Vernols, Vèze; canton de Murat: communes de Bredons, la Chapelle-d'Allagnon, Chastel, Cheylade, le Claux, Bienne, Laveissière, Lavigerie, Murat; canton de Pierrefort: toutes les communes du canton sauf Sainte-Marie, Oradour et Paulhenc. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.320 F. | 3.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 660 F et ne dépasse pas 1.320 F. | 2.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 660 F. | 1.800 | |
| | IV. — Région dite de la Châtaigneraie: | | Canton d'Aurillac-Sud: communes d'Arpajon (section E, F, H, I, K, L), Labrousse, Prunet, Saint-Paul-des-Landes, Sansac-de-Marmiesse (section A), Teissières-de-Cornet (section C), Velzic-Roussy, Ytrac (sections A, D, E, F, G); canton de Maurs: toutes les communes du canton; canton de Montsalvy: toutes les communes du canton; canton de Laroquebrou: toutes les communes du canton; canton de Saint-Mamet: toutes les communes du canton. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F. | 2.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 300 F et ne dépasse pas 600 F. | 2.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 300 F. | 1.500 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Cantal** (*suite*). | | |
| **Généralité des cultures** (*suite*). | V. — Région de l'Artense: | | Canton de Champs: toutes les communes du canton; canton de Saignes: toutes les communes du canton sauf le Monteil et Sauvat; canton de Mauriac: communes d'Arches, Chalvignac, Jaleyrac, Sourniac; canton de Pleaux: communes de Brageac, Tourniac; canton de Riom-ès-Montagnes: commune de Saint-Etienne-de-Chomeil. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F. | 2.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 400 F et ne dépasse pas 800 F. | 2.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 400 F. | 1.500 | |
| | VI. — Région dite de la Planèze: | | Canton de Saint-Flour-Nord: communes de Saint-Flour, Andelat, Coltines, Roffiac, Talizat; canton de Saint-Flour-Sud: toutes les communes du canton sauf Alleuze; canton d'Allanche: communes de Charmensac, Joursac, Peyrusse, Sainte-Anastasie; canton de Massiac: communes d'Auriac-l'Eglise, Laurie, Leyvaux, Molèdes; canton de Murat: communes de Celles, Chalinargues, Laveissenet, Neussargues, Chavagnac et Virargues; canton de Pierrefort: commune d'Oradour. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F. | 2.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 480 F et ne dépasse pas 850 F. | 2.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 480 F. | 1.500 | |
| | VII. — Région de Massiac: | | Canton de Masstac: communes de Massiac et Molompize. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.050 F. | 2.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 550 F et ne dépasse pas 1.050 F. | 2.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 550 F. | 1.500 | |
| | VIII. — Région dite de la Margeride: | | Canton de Ruines: toutes les communes du canton; canton de Chaudesaigues: toutes les communes du canton sauf Saint-Urcize, la Trinitat, Saint-Rémy; canton de Pierrefort: communes de Sainte-Marie et Paulhenc; canton de Saint-Flour-Nord: communes d'Anglards, Lorent, Lastic, Mentières, Montchamps, Saint-Georges, Tiviers, Vabres, Vieillespesse, Rezentières; canton de Saint-Flour-Sud: commune d'Alleuze; canton de Massiac: communes de Bonnac, Saint-Mary-le-Plain, Saint-Poncy, la Chapelle-Laurent, Ferrières-Saint-Mary, Valjouze. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F. | 1.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 300 F et ne dépasse pas 600 F. | 1.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 300 F. | 900 | |
| | IX. — Région dite de l'Aubrac: | | Canton de Chaudesaigues: communes de Saint-Urcize, la Trinitat, Saint-Rémy. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F. | 2.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 550 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 2.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 550 F. | 1.500 | |
| **Pâturages de transhumance.** | Ensemble du département. | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F | 1.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 1.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 600 | |
| **Aviculture** ..... | Ensemble du département..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et autres produits). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Charente.** | | |
| **Généralité des cultures.** | I^er^ groupe. — Communes dont la liste est ci-contre: | | Communes comprises dans le premier groupe: Challignac, les Essards, Saint-Quentin-de-Chalais, Gondeville, Mainxe, Angeduc, Fléac, Lagarde-sur-le-Né, Ecuras, Saint-Michel-sur-Charente, Malaville, Nabinaud, Eymouthiers, Aunac, Linars, Saint-Projet, Jurignac, Touzac, Etriac, Vignolles, Aubeville, Tuzie, Magnac-sur-Touvre, Saint-Preuil, Salles-de-Barbezieux, Fraville, Saint-Palais-du-Né, Vilhonneur, Saint-Groux, la Magdeleine, Bazac, Péreuil, Lachaise, Bonneuil, Rouzède, Chassenon, Saint-Médard-de-Barbezieux, Bunzac, Trois-Palis, Ladiville, Isle-d'Espagnac, Suris, Chabanais, Montchaude, Saint-Bonnet, Saint-Fort-sur-le-Né, Laprade, Verteuil, Segonzac, la Péruse, Bonnes, Roumazières, Guimps Criteuil-la-Madeleine, Barret, Juillac-le-Coq, Ruffec, Etagnac, Lignières-Sonneville, Saint-Maurice-des-Lions, Ambleville, Saulgond, Rivières, Barbezieux, la Rochefoucauld, Barro, Verrières, Aubeterre, Saint-Yrieix, Confolens, Saint-Hilaire, la Chévrerie, les Adjots, Montjean, Orgedeuil, Saint-Martin-du-Clocher, Bioussac, Saint-Germain-de-Confolens, Balzac, Villiers-le-Roux, Londigny, Condac, Saint-Fraigne, Angoulême. |
| | 1^re^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 3.600 | |
| | 2^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 3.400 | |
| | 3^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 3.200 | |
| | II^e^ groupe. — Communes non comprises dans les groupes I et III: | | Pour les exploitations du Confolentais tel qu'il a été défini par l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1953 relatif au fermage (c'est-à-dire l'arrondissement administratif de Confolens, les communes de Marillac, Yvrac-et-Malleyrand, Rouzèdes, Orgedeuil, Ecuras, Eymouthiers, Taponnat, la Rochefoucauld et Montbron), les bénéfices forfaitaires imposables indiqués ci-contre sont, dans les trois groupes, réduits de 15 p. 100. |
| | 1^re^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 3.000 | |
| | 2^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 2.900 | |
| | 3^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.100 F. | 2.700 | |
| | III^e^ groupe. — Communes dont la liste est ci-contre: | | Communes comprises dans le 3^e^ groupe: Bors-de-Baignes, Sauvignac, Saint-Vallier, Oriolles, Guizengeard, Boisbreteau, Touvérac, les Gours, Lupsault, Chillac, Verneuil, Chantrezac, Aignes-et-Puypéroux, Torsac, Ronsenac, Montrollet, Nanclars, Hiesse, Cellettes, Grassac, Alloue, Magnac-Lavalette, Maine-de-Boixe, Lézignac-Durand, Barbezières, Mazerolles, Montembœuf, Bréville, Paizay-Naudouin, Vervant Cherves-Chatelars, Ranville-Breuillaud, Sauvagnac, Gourville, Dessé, Saint-Mary, Mouthiers-sur-Boëme, Cherves-de-Cognac, Merpins, Massignac, Saint-Claud, Vitrac-Saint-Vincent, Saint-Sulpice-de-Cognac, Aussac, Brettes, Mainzac, Ebréon, Saint-Coutant, Villognon, Gimeux, Manot Mouzon, Ambernac, Vieux-Cérier, Boutiers-Saint-Trojean, Sers, Esse, Pillac, Vaux-Lavalette, Nercillac, Jarnac, Benest, Dignac, Edon, Chassiecq, Tusson, Turgon, Saint-Laurent-de-Céris, Rougnac, Feuillade, le Lindois, Saint-Brice, Vouzan, Gurat, les Pins, Blanzaguet, Parzac, Combiers, Brie-la-Rochefoucauld, Lussac, Sainte-Sévère, Jauldes, Villars, Empuré. |
| | 1^re^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 950 F. | 2.500 | |
| | 2^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 950 F. | 2.300 | |
| | 3^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 2.200 | |
| | **Charente-Maritime.** | | |
| **Généralité des cultures.** | I. — Zone côtière et d'Aunis: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953).<br>Les limites inférieures et supérieures des catégories ci-contre sont augmentées de: 10 p. 100 pour les communes d'Angliers et Châtelaillon; 25 p. 100 pour la commune de Surgères. |
| | 1^re^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F. | 6.600 | |
| | 2^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 6.100 | |
| | 3^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 5.700 | |
| | 4^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 5.200 | |
| | 5^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 4.600 | |
| | 6^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 3.900 | |
| | 7^e^ catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.800 F. | 3.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Charente-Maritime** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | II. — Pays bas et bocages de Saintonge (zone Nord) : | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 4.600 | Les limites inférieures et supérieures des catégories ci-contre sont augmentées de: 10 p. 100 pour les communes de Bresdon, les Eglises-d'Argenteuil, Varaize, la Vergne; 25 p. 100 pour les communes de Beauvais-sous-Matha, Haimps, Matha, Neuvicq-le-Château, les Touches-de-Périgny, Asnières-la-Giraud, Saint-Jean-d'Angély; 40 p. 100 pour les communes de Sonnac, Aumagne, Nantillé, Saint-Hilaire-de-Villefranche; 65 p. 100 pour les communes de Migron, Blanzac, les Matha, Brie-sous-Matha, Aujac, Bercloux; 100 p. 100 pour la commune d'Authon. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.900 | |
| | III. — Pays bas et bocages de Saintonge (zone Sud) : | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 4.100 | Les limites inférieures et supérieures des catégories ci-contre sont augmentées de: 10 p. 100 pour les communes de Saint-Ciers-du-Taillon, Champagnolles, Saint-Germain-du-Seudre, Arces, Berneuil, Montpellier-de-Médillan, Retaud, Saint-Léger, Saint-Sever, Bussac, la Chapelle-des-Pots, Fontcouverte, Thénac, Pont-l'Abbé, Saint-Porchaire, Corme-Royal, Saint-Romain-de-Benêt, Archingeay, Fenioux; 25 p. 100 pour les communes de Guitinières, Saint-Germain-de-Lusignan, Saint-Thomas-de-Conac, Semoussac, Saint-Fort-sur-Gironde, Chérac, Dompierre-sur-Charente, Cozes, Meschers, Gémozac, Meursac, Thaims, Pons, Vénérand, Courcoury, Saujon; 40 p. 100 pour les communes de Jonzac, Saint-Simon-de-Bordes, Villexavier, Lorignac, Plassac, Saint-Dizant-du-Gua, Dolus, Vaux-sur-Mer, Ecoyeux, Epargnes, Floirac, Mortagne-sur-Gironde, Cravans, Saint-Simon-de-Pelouaille, Tanzac, Chaniers, Saint-Georges-de-Didonne, Brizambourg; 65 p. 100 pour les communes de Saint-Martial-de-Vitaterne, Royan, Saint-Palais-sur-Mer, Saint-Georges-d'Oléron, Saint-Pierre-d'Oléron, Saint-Bris-des-Bois, Saint-Césaire, Saint Sauvant, Villars-les-Bois; 100 p. 100 pour la commune de Virollet; 150 p. 100 pour les communes de Burie et Villars-en-Pons. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 3.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 3.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 3.400 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.900 | |
| | IV. — Champagne : | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F. | 3.600 | Les limites inférieures et supérieures des catégories ci-contre sont augmentées de: 10 p. 100 pour les communes de Neuillac, Neulles, Fontaine-d'Ozillac, Moings, Ozillac, Montils; 25 p. 100 pour les communes de Cierzac, Saint-Ciers-Champagne, Saint-Germain-de-Vibrac, Champagnac, Bougneau; 40 p. 100 pour les communes d'Archiac, Germignac, Jarnac-Champagne, Saint-Eugène, Sainte Lheurine, Saint-Maigrin, Saint-Martial-sur-Né, Saint-Maurice-de-Tavernolles; 65 p. 100 pour les communes de Celles et Echebrune. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.400 F. | 3.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.600 | |
| | V. — Zones sablonneuses et des landes : | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F. | 3.500 | Les limites inférieures et supérieures des catégories ci-contre sont augmentées de: 10 p. 100 pour les communes de Consac, Courpignac, Mirambeau, Bédenac; 25 p. 100 pour les communes de Soubran, la Barde, Chepniers, la Garde; 40 p. 100 pour les communes de la Couarde, Saint-Marie-de-Ré, Saint-Martin-de-Ré, Boisredon, Cercoux, Clérac, la Clotte, le Château-d'Oléron, Rouffignac; 65 p. 100 pour les communes de la Flotte-en-Ré, Montguyon, Saint-Martin-de-Coux, Saint-Pierre-du-Palais, Saint-Palais-de-Négrignac; 100 p. 100 pour les communes du Bois-Plage et le Fouilloux. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 3.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.400 F. | 3.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 1.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 900 | |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Ensemble du département..... | | 75.000 F par ouvrier, exploitant compris. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier) 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Cher.** | | |
| Généralité des cultures. | Vallée de Germiny: | | |
| | Zone I: | | Zone I. — Communes de Bannegon, Germigny-l'Exempt, Givardon, la Guerche-sur-l'Aubois (à l'exception des sections B et C), Ignol, Nérondes, Ourouer-les-Bourdelins, Sagonne, Véreaux. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.970 F. | 3.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.430 F et ne dépasse pas 1.970 F. | 3.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.430 F. | 2.600 | |
| | Zone II: | | Zone II. — Communes de Blet, Charenton-du-Cher, Charly, Chaumont, Cours-les-Barres, Croisy, Flavigny, Grossouvre, Jouet-sur-l'Aubois, la Chapelle-Hugon, la Guerche-sur-l'Aubois (sections B et C), le Chautay, le Pondy, Neuilly-en-Dun, Saint-Hilaire-de-Gondilly, Saint-Pierre-les-Etieux, Tendron, Thaumiers, Torteron, Vernais. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.770 F. | 3.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.240 F et ne dépasse pas 1.770 F. | 3.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.240 F. | 2.400 | |
| | Zone III: | | Zone III. — Communes d'Apremont, Augy-sur-l'Aubois, Bessais-le-Fromental, Cuffy, Mornay-sur-Allier, Neuvy-le-Barrois, Saint-Aignan-des-Noyers, Sancoins. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.380 F. | 3.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 920 F et ne dépasse pas 1.380 F. | 2.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 920 F. | 2.000 | |
| | **Côte-d'Or.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région du Châtillonnais: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 5.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 4.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 575 F et ne dépasse pas 1.100 francs. | 3.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 350 F et ne dépasse pas 575 F. | 2.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 350 F. | 1.300 | |
| | II. — Région de l'Auxois: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.850 F. | 5.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F et ne dépasse pas 2.850 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 2.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.050 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 2.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.050 F. | 1.300 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Côte-d'Or** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Région du Morvan: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 29 mars 1951). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.150 F. | 4.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.825 F et ne dépasse pas 2.150 F. | 3.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.150 F et ne dépasse pas 1.825 F. | 2.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.025 F et ne dépasse pas 1.150 F. | 1.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.025 F. | 700 | |
| | IV. — Arrière-Côte: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.550 F. | 3.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.550 F. | 2.500 | |
| | 3e catégorie — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.200 francs. | 2.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 500 F et ne dépasse pas 800 F. | 1.400 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 500 F. | 800 | |
| | V. — Région de la Plaine et du Dijonnais: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.050 F. | 8.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.550 F et ne dépasse pas 2.050 F. | 5.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.550 F. | 4.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 650 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 3.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 650 F. | 1.800 | |
| | VI. — Région du Val-de-Saône: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 8.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.850 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 6.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.540 F et ne dépasse pas 1.850 F. | 4.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.230 F et ne dépasse pas 1.540 F. | 3.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.230 F. | 1.800 | |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BENEFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Côte-d'Or** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | VII. — Région du pays de Vingeanne: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F. | 6.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.250 F. | 4.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 3.000 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 125.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| Cultures florales... | Idem..... | 170.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Côtes-du-Nord.** | | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Creuse.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région du Nord: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 3.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 2.600 | |
| | II. — Région du Centre: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 3.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 2.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 2.300 | |
| | III. — Région montagneuse du Sud: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F. | 1.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 500 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 1.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 500 F. | 1.200 | |
| | IV. — Région du plateau de Millevaches: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F. | 1.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 400 F et ne dépasse pas 800 F. | 1.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 400 F. | 1.100 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Dordogne.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — La Double: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.030 F. | 2.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 760 F et ne dépasse pas 1.030 F. | 2.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 425 F et ne dépasse pas 760 F. | 1.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 425 F. | 700 | |
| | II. — Périgord, Limousin (Nontronnais): | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.010 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 720 F et ne dépasse pas 1.010 F. | 2.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 395 F et ne dépasse pas 720 F. | 2.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 395 F. | 1.000 | |
| | III. — Ribéracois: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.140 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 760 F et ne dépasse pas 1.140 F. | 2.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 380 F et ne dépasse pas 760 F. | 2.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 380 F. | 1.000 | |
| | IV. — Périgord blanc: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.160 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 840 F et ne dépasse pas 1.160 F. | 2.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 480 F et ne dépasse pas 840 F. | 2.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 480 F. | 1.000 | |
| | V. — Périgord noir (coteaux): | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 830 F. | 3.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 560 F et ne dépasse pas 830 F. | 2.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 295 F et ne dépasse pas 560 F. | 1.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 295 F. | 900 | |
| | VI. — Bergeracois (sauf la vallée de la Dordogne): | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 4.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 880 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 3.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 520 F et ne dépasse pas 880 F. | 2.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 520 F. | 1.200 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Dordogne** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | VII. — Périgord noir (vallées) : | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.280 F. | 5.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 960 F et ne dépasse pas 1.280 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 585 F et ne dépasse pas 960 F. | 3.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 585 F. | 1.500 | |
| | VIII. — Bergeracois (vallée de la Dordogne) : | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F. | 6.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.350 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 4.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 770 F et ne dépasse pas 1.350 F. | 3.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 770 F. | 1.800 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 90.000 | |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse. |
| | **Doubs.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région basse : | | Toutes les communes non situées dans la région II. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F. | 3.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 3.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 2.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 1.900 | |
| | II — Région des plateaux supérieurs : | | Canton de Morteau ; canton du Russey (à l'exception des communes de Bretonvillers, Chamesey, Laval-le-Prieuré, Longevelle, Rosureux) ; communes du canton de Maîche à droite du Dessoubre (à l'exception de Battenans-Varin, Blanchefontaine, Orgeans) ; communes de Courtefontaine, Indevillers, Plains et Grands-Essarts. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.900 F. | 4.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.900 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 2.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.300 F. | 2.100 | |
| Alpages ..... | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F. | | 1.500 F par tête de bétail. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est égal ou inférieur à 600 F. | | 1.000 F par tête de bétail. |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 180.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la 1re catégorie des cultures générales. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Drôme.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Vallée du Rhône, plaines et collines rhodaniennes, Valloire: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 28 février 1951). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 6.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 4.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare n'excède pas 1.400 F. | 3.500 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 95.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | | Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| Pommiers et poiriers. | | 32.000 | |
| Abricotiers ..... | | 30.000 | |
| Vergers de pêchers: | | | |
| *a*) Irrigués naturellement. | | 27.000 | |
| *b*) Irrigués artificiellement. | | 16.500 | |
| *c*) Non irrigués. | | 7.500 | |
| Pépinières d'arbres fruitiers. | Idem..... | 80.000 | |
| | **Eure.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | Les revenus cadastraux moyens à l'hectare à retenir indiqués ci-contre sont préalablement réduits de 15 p. 100 pour les cantons d'Amfreville-la-Campagne, Breteuil, Rugles, Lyons-la-Forêt, Beaumesnil, Bernay, Bourgtheroulde, Brionne, Broglie, Routot et de 30 p. 100 pour les cantons de Beuzeville, Cormeilles, Montfort-sur-Risle, Pont-Audemer, Quillebœuf, Saint-Georges-du-Vièvre et Thiberville. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.250 F. | 9.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.250 F. | 8.750 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 8.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 7.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.850 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 6.550 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.850 F. | 5.850 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 5.100 | |
| | **Eure-et-Loir.** | | |
| Généralité des cultures. | Région I. — Beauce: | | Les deux régions, Beauce et Perche, ont été délimitées par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1947 visant le statut juridique du fermage. Les exploitations comprises dans la catégorie exceptionnelle de la région de la Beauce ne comportent presque exclusivement que des prés. |
| | Catégorie exceptionnelle. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4 500 F. | 8.300 | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.800 F et ne dépasse pas 4.500 F. | 11.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 3.800 F. | 10.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 9.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 8.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 2.000 F | 6.200 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.500 F | 4.150 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 3.300 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Eure-et-Loir** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | Région II. — Perche: | | |
| | Catégorie exceptionnelle. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est égal ou supérieur à 4.500 F | 8.300 | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.100 F et inférieur à 4.500 F. | 7.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 6.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 4.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 4.150 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 3.300 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 1.600 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 100.000 | Jardins ayant dispositifs d'arrosage et disposant de châssis et de cloches. |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | 15.000 | |
| | **Finistère.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | Dans les communes de Saint-Pol-de-Léon, Santec, Roscoff, Ile-de-Batz, Plouescat, Brignogan, Kerlouan, les revenus cadastraux de 3,200 F, 2.300 F, 1.400 F et 700 F sont portés respectivement à 4.800 F, 3.450 F, 2.100 F et 1.050 F. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.200 F. | 11.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F mais ne dépasse pas 3.200 F. | 8.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F mais ne dépasse pas 2.300 F. | 5.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F mais ne dépasse pas 1.400 F. | 3.900 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.900 | |
| Cultures légumières de plein champ: | | | |
| 1° Pratiquées sur des terrains ne donnant qu'une seule récolte par an: | | | |
| Artichauts .... | Cantons de Saint-Pol-de-Léon, Taulé, Plouescat, Plouzévédé, Morlaix, communes de Plougasnou et Plouezoch. | 80.000 | |
| Pommes de terre de primeur. | Cantons de Pont-l'Abbé et de Plogastel-Saint-Germain, commune de Plouhinec. | 30.000 | |
| 2° Pratiquées sur des terrains donnant plusieurs récoltes par an: | | | |
| Pommes de terre de primeur suivies de choux-fleurs. | Cantons de Saint-Pol-de-Léon, Taulé, Plouescat, Plouzévédé, Morlaix, communes de Plougasnou et Plouézoch. | 60.000 | |
| Pommes de terre de primeur suivies de carottes tardives. | Cantons de Pont-l'Abbé et Plogastel-Saint-Germain, commune de Plouhinec. | 100.000 | |
| Pommes de terre de primeur suivies de poireaux. | Cantons de Pont-l'Abbé et de Plogastel-Saint-Germain, commune de Plouhinec. | 150.000 | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |

| NATURE des cultures. | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. |
|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| | | Francs. | |

**Card.**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Généralité des cultures. | I. — Région: vallée du Rhône et plaine méridionale. | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.450 F. | 6.300 | Les limites inférieure (1.725 F) et supérieure (3.450 F) de la catégorie moyenne sont augmentées dans la proportion indiquée ci-après pour chacune des communes intéressées: Meynes, 14 p. 100; Théziers, 35 p. 100; Chusclan, 62 p. 100; Bellegarde, 17 p. 100; Redessan, 41 p. 100; Aigues-Vives, 75 p. 100; Gallargues, 30 p. 100. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.725 F et ne dépasse pas 3.450 F. | 3.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.725 F. | 2.200 | |
| | II. — Région des Garrigues: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F. | 3.600 | Les limites inférieure (1.400 F) et supérieure (2.800 F) de la catégorie moyenne sont augmentées dans la proportion indiquée ci-après pour chacune des communes intéressées: Domazan, 30 p. 100; Estezargues, 38 p. 100; Saint-Etienne-des-Sorts, 70 p. 100; Vénéjean, 16 p. 100; Saint-André-d'Olérargues, 35 p. 100; Aiguezé, 30 p. 100; Cornillon, 38 p. 100; Montclus, 7 p. 100; Saint-André-de Roquepertuis, 63 p. 100; Saint-Julien-de-Peyrolas, 82 p. 100; Saint-Paulet-de-Caisson, 12 p. 100; Fournes, 55 p. 100; Bourdic, 40 p. 100; Collorgues, 43 p. 100; la Calmette, 38 p. 100; Saint-Dezery, 19 p. 100; Saint-Geniès-de-Malgoires, 26 p. 100; Saint-Christol-les-Alès, 8 p. 100; Ribaute-les-Tavernes, 12 p. 100; Boucoiran, 23 p. 100; Carnas, 23 p. 100; Saint-Théodorit, 44 p. 100; Saint-Jean-de-Serres, 5 p. 100. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 2.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 1.600 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations ordinaires principalement autour des villes. | 110 000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations comportant un nombre limité de produits légumiers cultivés dans des planches plus étendues sans cultures intercalaires. | 75.000 | |
| Cultures légumières de plein champ et graines de semence. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie: terrains irrigués..... | 35.000 | |
| | 2e catégorie: terrains non irrigués..... | 25.000 | |
| Elevage des ovins. | Région de la vallée du Rhône et de la plaine méridionale et région des Garrigues. | | 700 F par tête. Ce bénéfice n'est applicable qu'après un abattement de 20 bêtes. |
| Cultures fruitières. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie: vergers intensifs..... | 45.000 | |
| | 2e catégorie: vergers ordinaires..... | 30.000 | |
| Pépinières fruitières. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |

**Garonne (Haute-).**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Généralité des cultures. | I. — Région du Lauragais et Volvestre: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 29 mars 1951). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F. | 6.700 | |
| | 2e catégorie — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 5.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 3.100 | |
| | II. — Plaines de la Garonne et de l'Ariège: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F. | 5.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.500 F. | 2.500 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Garonne (Haute-)** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Région sous-pyrénéenne: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 29 mars 1951). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.300 F. | 2.400 | |
| | IV. — Région des coteaux de Gascogne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 4.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 2.400 | |
| | V — Coteaux du Gers: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 4.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.400 | |
| | VI. — Région pyrénéenne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F. | 3.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 400 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 2.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 400 F. | 1.400 | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 140.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem..... ..... | 40.000 | |
| | **Gers.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région des Basses-Vallées: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F. | 5.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 3.000 | |
| | II — Région des Hautes-Vallées: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.700 | |
| | III — Région du bassin de l'Adour: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 2.700 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 40.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Gironde.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de la lande et des marais..... | 1.000 | |
| | II. — Surplus du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F. | 5.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 2.400 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 850 F. | 1.200 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département. | | |
| | *a*) Avec usage de châssis et arrosage artificiel. | 170.000 | |
| | *b*) Autres cultures..... | 120.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| Artichauts ..... | Idem. | | |
| | Sur terrains colmatés depuis plus de 10 ans. | 39.000 | |
| | Sur terrains colmatés depuis moins de 10 ans. | 46.000 | |
| | Sur autres terrains..... | 25.000 | |
| Cultures florales. | Ensemble du département..... | 175.000 | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Hérault.** | | |
| Cultures maraîchères. | Arrondissements de Montpellier et de Béziers (sauf les cantons de Bédarieux et de Saint-Gervais). | 115.000 | |
| | Surplus du département..... | 80.000 | |
| Apiculture..... | Ensemble du département..... | 0 | |
| | **Ille-et-Vilaine.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.150 F. | 8.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.650 F et ne dépasse pas 4.150 F. | 7.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.150 F et ne dépasse pas 3.650 F. | 6.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.650 F et ne dépasse pas 3.150 F. | 5.900 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.650 F. | 5.000 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 4.100 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 3.200 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.400 F. | 2.300 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 1.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Ille-et-Vilaine** (*suite*). | | |
| Elevage ovin sans polyculture: | Ensemble du département..... | | |
| *a*) Sur le domaine public maritime. | | | 600 F par brebis. |
| *b*) Sur les aérodromes. | | | 1.200 F par brebis. |
| | | | Les bénéfices de 600 F et de 1.200 F par brebis ne sont applicables qu'aux troupeaux de plus de 50 bêtes. |
| Cultures maraîchères. | Idem..... | 150.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 400 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de 10 ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement |
| | **Indre.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région « Champagne »: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 7.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 6.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse par 900 F. | 4.800 | |
| | II. — Région « Boischaut du Sud »: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 4.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 850 F. | 2.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations présentant nettement les caractéristiques de la région « Brenne », situées dans les communes limitrophes de cette région. | 1.600 | |
| | III. — Région « Boischaut du Nord »: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.150 F. | 4.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.150 F. | 3.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 2.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations présentant nettement les caractéristiques de la région « Brenne », situées dans les communes de Concremiers, Fontgombault, Ingrandes, Lurais, Mérigny, Néons-sur-Creuse, Pouligny-Saint-Pierre, Preuilly-la-Ville, Saint-Aigny, Sauzelles et Tournon-Saint-Martin. | 4.600 | |
| | IV. — Région « Brenne »: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 820 F. | 1.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 550 F et ne dépasse pas 820 F. | 1.400 | Les étangs sont classés dans la 2e catégorie de la région « Brenne ». |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 550 F. | 1.100 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Indre-et-Loire.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 120.000 | |
| Cultures fruitières (pommes et poires de table). | Idem..... | 55.000 | Ou 600 F par arbre (arbres disséminés), à la condition que l'exploitation comporte plus de 10 ares ou de 10 arbres en production. |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| 1° Serres ou châssis régulièrement chauffés. | | 600.000 | |
| 2° Accessoires vitrés non chauffés régulièrement | | 300.000 | |
| 3° Plein air..... | | 180.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Isère.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département ..... | 110.000 | |
| Cultures fruitières. | 3e et 4e régions délimitées pour la généralité des cultures (voir *Journal officiel* du 28 février 1951). | 14.000 | |
| | **Jura.** | | |
| Généralité des cultures. | Région I. — Plaine: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 28 février 1951). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F. | 4.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 3.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 2.000 | |
| | Région II. — 1er plateau et Haut-Jura Sud: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F. | 2.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.250 F. | 2.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 850 F. | 1.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 1.200 | |
| | Région III. — 2e plateau et Haut-Jura Nord. | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F. | 3.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 3.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 2.400 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 1.600 | |

| NATURE des cultures. | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. |
|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| | | Francs. | |
| | **Landes.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région du Bas-Adour: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.340 F. | 4.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.520 F et ne dépasse pas 2.340 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.520 F. | 3.700 | |
| | II. — Région de la Chalosse: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.390 F. | 4.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.660 F et ne dépasse pas 2.390 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.660 F. | 3.700 | |
| | III. — Région du Tursan: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.870 F. | 4.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.870 F. | 3.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 3.300 | |
| | IV. — Région de l'Armagnac: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.870 F. | 3.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.190 F et ne dépasse pas 1.870 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.190 F. | 3.100 | |
| | V. — Région du Marsan-Sud: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.230 F. | 3.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.610 F et ne dépasse pas 2.230 F. | 3.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.610 F. | 2.900 | |
| | VI. — Région du Marsan-Nord: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.430 F. | 3.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 910 F et ne dépasse pas 1.430 F. | 3.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 910 F. | 2.500 | |
| | VII. — Région du Maremne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.650 F. | 2.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.180 F et ne dépasse pas 1.650 F. | 2.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.180 F. | 2.300 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables 4 |
|---|---|---|---|
| | **Landes** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | VIII. — Région du Marensin: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.170 F. | 2.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 790 F et ne dépasse pas 1.170 F. | 2.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 790 F. | 1.700 | |
| | IX. — Région du Born: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 680 F. | 2 500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 470 F et ne dépasse pas 680 F. | 2.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 470 F. | 2.000 | |
| | X. — Région des Grandes et Petites Landes: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 510 F. | 1.150 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 240 F et ne dépasse pas 510 F. | 1.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 240 F. | 650 | |
| Elevage ovin..... | Ensemble du département..... | | 500 F par brebis. Le bénéfice de 500 F par brebis n'est applicable qu'aux troupeaux d'au moins 20 brebis. |
| Cultures maraîchères. | Idem..... | 100.000 | Le bénéfice de 100.000 F à l'hectare s'applique à toute la surface, y compris les chemins ou allées servant de passage. |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | 40.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem ..... | 36.000 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| *a*) Fruitières ... | | 60.000 | |
| *b*) Forestières: | | | |
| 1° De bois réneux. | | 36.000 | |
| 2° De bois feuillus. | | 120.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 250 F par ruche à cadres sédentaire.<br>400 F par ruche à cadres pastorale.<br>Les exploitations comportant plus de 10 ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Pins résineux..... | Idem..... | | 5 F par litre de gemme récolté. Dans le cas d'exploitation en métayage, le bénéfice sera réparti à raison de 2 F pour le propriétaire et de 3 F pour le métayer. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | **Loir-et-Cher.** | | |
| Généralité des cultures. | Beauce: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 7.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 6.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.500 F. | 4.800 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Loire.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Roannais: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 1er février 1952) |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F. | 5.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 4.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.600 F. | 3.600 | |
| | II. — Plaine du Forez: | | Idem. |
| | Terres chambonales. — Terrains cultivés situés en bordure du lit de la Loire et figurant au cadastre comme terres de 1re classe. | 7.200 | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F. | 6.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 5.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.700 F. | 4.100 | |
| | III. — Bassin carbonifère: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F. | 5.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 4.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.800 F. | 3.600 | |
| | IV. — Vallée du Rhône: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F. | 4.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 3.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.000 F. | 3.100 | |
| | V. — Monts du Lyonnais: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 1er février 1952). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 4.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.300 F. | 2.800 | |
| | VI. — Massif du Pilat: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 4.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.500 | |
| | VII. — Monts de la Madeleine et du Forez: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 1er février 1952). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 3.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 2.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 2.500 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Loire** (*suite*). | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 110.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | 35.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem ..... | 11.600 | |
| Apiculture ..... | Arrondissement de Saint-Etienne.....<br>Arrondissement de Montbrison.....<br>Arrondissement de Roanne..... | | 200 F par ruche à cadres.<br>500 F par ruche à cadres.<br>200 F par ruche à cadres.<br>Les exploitations comportant plus de 10 ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | **Loire-Inférieure.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 120.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 400 F. par ruche à cadres.<br>Les exploitations comportant plus de 10 ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | **Loiret.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Petite Beauce: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F. | 7.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.450 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 6.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.450 F. | 5.100 | |
| | II. — Grande Beauce: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.750 F. | 9.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.750 F. | 8.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.200 F. | 6.600 | |
| | III. — Gâtinais-Ouest: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F. | 8.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.850 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 6.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.850 F. | 5.400 | |
| | IV. — Gâtinais-Est: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.650 F. | 5.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.650 F. | 4.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 3.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Loiret** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | V. — Puisaye: | | Dans les communes de Breteau, Champoulet, Dammarie-en-Puisaye, Ouzouer-sur-Trezée, Arrabloy, Gien, Boismorand, Adon, Feins, Escrignelles, la Bussière, la commission communale peut placer hors classement celles des exploitations de 3e catégorie qui, par des caractéristiques défavorables, se différencient nettement du type normal de la région. Les bénéfices imposables des exploitations ainsi désignées par la commission ne peuvent excéder trois fois le revenu cadastral de l'exploitation. Toutefois, lorsque le triple du revenu cadastral est inférieur à 1.600 F, il est compté pour 1.600 F. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F. | 3.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 725 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 2.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 725 F. | 2.300 | |
| | VI — Berry: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.275 F. | 4.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 925 F et ne dépasse pas 1.275 F. | 3.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 925 F. | 2.700 | |
| | VII. — Orléanais: | | La disposition prévue ci-dessus pour certaines communes de la Puisaye est applicable dans les communes de Nevoy, Montereau, le Moulinet, Langesse, les Choux, |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.275 F. | 3.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 725 F et ne dépasse pas 1.275 F. | 3.250 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 725 F. | 2.600 | |
| | VIII. — Val de Loire: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.850 F. | 5.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.050 F et ne dépasse pas 1.850 F. | 4.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.050 F. | 3.600 | |
| | IX. — Sologne: | | Région délimitée par un arrêté du ministre de l'agriculture, en date du 17 septembre 1941 (*Journal officiel* des 29 et 30 septembre 1941). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 625 F. | 1.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 475 F et ne dépasse pas 625 F. | 1.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 475 F. | 1.200 | |
| Cultures maraîchères. | Cantons d'Orléans: | | Les terrains aménagés pour la culture intensive depuis moins de trois ans sont comptés pour la moitié de leur superficie. |
| | Superficie vitrée | 210.000 | |
| | Superficie non vitrée | 80.000 | |
| | Surplus du département: | | |
| | Superficie vitrée | 170.000 | |
| | Superficie non vitrée | 70.000 | |
| Cultures florales: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Pour la superficie aménagée avec des serres. | | 500.000 | |
| *b*) Pour la superficie aménagée avec des châssis fixes. | | 250.000 | |
| *c*) Pour le surplus de la superficie. | | 150.000 | |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | Bénéfice de 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>Bénéfice de 800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Lot.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Ségala: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F. | 3.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 800 F. | 2.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 1.500 | |
| | II. — Causse: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F. | 1.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 400 F et ne dépasse pas 700 F. | 1.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 400 F. | 700 | |
| | III. — Surplus du département: | | Idem. |
| | Catégorie exceptionnelle supérieure. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 4.100 | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 3.300 | |
| | 2e catégorie .— Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 2.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 900 F. | 1.500 | |
| | Catégorie exceptionnelle inférieure. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 1.000 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem..... | 20.000 | |
| | **Lot-et-Garonne.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région des plaines et vallées: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.150 F. | 5.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.250 F et ne dépasse pas 3.150 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.250 F. | 3.100 | |
| | II. — Région des coteaux fertiles: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F. | 3.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 3.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.250 F. | 2.300 | |
| | III. — Région des coteaux maigres: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 2.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 1.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.100 F. | 1.300 | |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Lot-et-Garonne** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | IV. — Région des landes: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.230 F. | 1.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.230 F. | 1.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 700 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 90.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | 35.000 | |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| *a*) Pruniers d'ente. | | 50.000 | |
| *b*) Pêchers..... | | 20.000 | |
| Pépinières d'arbres fruitiers. | Idem..... | 60.000 | |
| Résine ..... | Cantons de Bouglon, Casteljaloux, Damazan, Houeilles, Lavardac, Mézin. | | 5 F par litre de gemme récolté. Dans le cas d'exploitation en métayage, le bénéfice sera réparti à raison de 2 F pour le propriétaire et de 3 F pour le métayer. |
| | **Lozère.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de la Montagne: | | Délimitation de l'année précédente maintenue. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 520 F. | 2.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 300 F et ne dépasse pas 520 F. | 1.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 300 F. | 1.000 | |
| | II. — Région des Causses: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 480 F. | 2.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 240 F et ne dépasse pas 480 F. | 1.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 240 F | 900 | |
| | III. — Région des Cévennes..... | 0 | Idem. |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | 0 | |
| | **Maine-et-Loire.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur 2.300 F. | 6.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 5.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 5.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 4.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.900 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 3.200 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.500 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier) 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| **Maine-et-Loire** (*suite*). | | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 120.000 | |
| Cultures légumières de plein champ: | | | |
| 1° Artichauts... | Angers et communes limitrophes<br>Surplus du département | 95.000 | Application des bénéfices forfaitaires afférents aux cultures générales. |
| 2° Choux-fleurs.. | Ensemble du département | 0 | |
| 3° Autres cultures légumières de plein champ. | Idem | | Application des bénéfices forfaitaires afférents aux cultures générales. |
| Cultures graînières. | Idem | 35.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| 1° Avec serres.. | | 600.000 | Le bénéfice de 600.000 F est applicable à la superficie des serres et châssis régulièrement chauffés. |
| 2° Avec accessoires vitrés. | | 300.000 | Le bénéfice de 300.000 F est applicable à la superficie des terrains spécialement aménagés pour recevoir des châssis ou accessoires vitrés. |
| 3° De plein air.. | | 180.000 | |
| Aviculture ..... | Idem | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem | | 65.000 F pour chacun des trois premiers ouvriers (exploitant compris).<br>40.000 F par ouvrier en sus de trois. |
| **Manche.** | | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de la Hague: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.000 F. | 5.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F mais ne dépasse pas 6.000 F. | 5.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F mais ne dépasse pas 5.000 F. | 4.300 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F mais ne dépasse pas 3.500 F. | 3.400 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.500 F. | 2.400 | |
| | II. — Région du val de Saire: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 8.500 F. | 8.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.000 F mais ne dépasse pas 8.500 F. | 7.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.500 F mais ne dépasse pas 6.000 F. | 6.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F mais ne dépasse pas 4.500 F. | 5.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.000 F. | 3.900 | |

| NATURE des cultures | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. |
|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| | | Francs. | |
| | **Manche** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Bocage de Cherbourg-Valognes: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.000 F. | 6.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F mais ne dépasse pas 6.000 F. | 4.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.500 F. | 3.600 | |
| | IV — Région du Cotentin: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 7.000 F. | 9.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.000 F mais ne dépasse pas 7.000 F. | 8.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.500 F mais ne dépasse pas 6.000 F. | 7.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F mais ne dépasse pas 4.500 F. | 5.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.000 F. | 4.200 | |
| | V — Bocage de Saint-Lô-Coutances: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.200 F. | 6.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.800 F mais ne dépasse pas 5.200 F. | 5.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.800 F. | 4.000 | |
| | VI. — Avranchin: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.100 F. | 5.900 | Les terrains gagnés sur la mer, communément dénommés « polders », sont dans tous les cas, qu'ils soient cadastrés ou non, classés dans la première catégorie. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F mais ne dépasse pas 5.100 F. | 4.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.000 F. | 3.400 | |
| | VII. — Mortainais: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953) |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.700 F. | 4.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F mais ne dépasse pas 3.700 F. | 3.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.100 F. | 2.200 | |
| | **Marne.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Cultures légumières de plein champ: | Idem. | | |
| *a*) Sur terrains arrosés. | | 60.000 | |
| *b*) Sur terrains non arrosés. | | 40.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 500 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Marne (Haute-).** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Bassigny-I: | | |
| | 1er groupe: | | Communes d'Andilly, Avrecourt, Bassoncourt, Bourg-Sainte-Marie, Brainville, Dammartin-sur-Meuse, Doncourt, Epinant, Fresnoy-en-Bassigny, Gonaincourt, Hacourt, Huilliécourt, Lavilleneuve, Lécourt, Levécourt, Maisoncelles, Malaincourt, Marcilly, Maulain, Merrey, Meuse, Parnot, Pouilly, Provenchères-sur-Meuse, Ravennefontaine, Saint-Thiébault. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F. | 6.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 6.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.900 F. | 4.900 | |
| | 2e groupe: | | Communes d'Audeloncourt, Bourmont, Breuvannes, Celles-en-Bassigny, Champigneulles, Chaumont-la-Ville, Choiseul, Colombey-lès-Choiseul, Daillecourt, Germainvilliers, Graffigny-Chemin, Lavernoy, Lénizeul, Meuvy, Montigny-le-Roi, Nijon, Noyers, Outremécourt, Rançonnières, Saulxures, Sommerécourt, Soulaucourt, Vaudrecourt. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F. | 6.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 6.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.300 F. | 4.900 | |
| | II. — Bassigny-II: | | |
| | 1er groupe: | | Communes de Bannes, Bonnecourt, Celsoy, Changey, Chanoy, Charmes-lès-Langres, Châtenay-Macheron, Chaudenay, Clefmont, Corlée, Dampierre, Hûmes, Lannes, le Pailly, Palaiseul, Plesnoy, Poiseul, Saint-Maurice, Saint-Valliers. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F. | 5.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.450 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 4.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.450 F. | 3.700 | |
| | 2e groupe: | | Communes de Balesmes, Chalindrey, Champigny-lès-Langres, Charmoilles, Châtenay-Vaudin, Chauffourt, Culmont, Frécourt, Is-en-Bassigny, Jorquenay, Hortes, Langres, Lecey, Montlandon, Neuilly-l'Evêque, Orbigny-au-Mont, Orbigny-au-Val, Peigney, Rangecourt, Récourt, Rolampont, Rosoy, Sarrey, Torcenay, Troischamps. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 5.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 950 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 4.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 950 F. | 3.700 | |
| | III. — Der: | | |
| | 1er groupe: | | Communes d'Anglus, Braucourt, Droyes, Frampas, Montier-en-Der, Puellemontier, Robert-Magny. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 5.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 5.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.700 F. | 4.100 | |
| | 2e groupe: | | Communes de Ceffonds, Longeville-sur-la-Laines, Louze, Planrupt, Rozières, Sauvage-Magny, Thilleux. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 5.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 5.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen ne dépasse pas 1.200 F. | 4.100 | |

| NATURE des cultures. | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. |
|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| | | Francs. | |
| | **Marne (Haute-)** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | IV. — Perthois: | | |
| | Groupe unique: | | Canton de Saint-Dizier, à l'exception des communes de Chamouilley, Humbécourt et Roches-sur-Marne. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F. | 4.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 3.300 | |
| | V. — Amance: | | |
| | 1er groupe: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F. | 3.800 | Communes d'Aigremont, Anrosey, Bize, Broncourt, Bussières-lès-Belmont, Charmoy, Daumérmont, Genrupt, Larivière, les Loges, Montcharvot, Montesson. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 2.800 | |
| | 2e groupe: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.450 F. | 3.600 | Communes d'Arbigny-sous-Varennes, Arnancourt-sur-Apance, Beaucharmoy, Belmont, Bourbonne, Champigny-sous-Varennes, Chézeaux, Coiffy-le-Bas, Coiffy-le-Haut, Corgirnon, Enfonvelle, Fayl-Billot, Fresnes-sur-Apance, Genevrières, Guyonvelle, Laferté-sur-Amance, Laneuvelle, Maizières, Melay, Neuvelle-les-Voisey, Pierrefaites, Pisseloup, Poinson-les-Fayl, Pressigny, Rougeux, Savigny, Serqueux, Soyers, Varennes-sur-Amance, Vaux-la-Douce, Velles, Vicq, Villars-Saint-Marcellin, Voisey. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 950 F et ne dépasse pas 1.450 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 950 F. | 2.800 | |
| | VI. — Vallage et Vallée: | | |
| | Groupe unique: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.550 F. | 3.600 | Canton de Doulevant-le-Château, à l'exception des communes d'Ambonville, Bouzancourt, Brachay, Charmes-en-l'Angle, Flammérécourt, Leschères-sur-le-Blaiseron. Canton de Joinville, à l'exception des communes de Blécourt, Suzannecourt, Thonnance-lès-Joinville et Fronville. Canton de Chevillon, à l'exception des communes de Chevillon, Fontaines-sur-Marne, Osne-le-Val et Sommeville. Canton de Wassy. Communes de Liffol-le-Petit, Lafauche, Prez-sous-Lafauche, Vesaignes-sous-Lafauche, à l'exception de l'écart de Montlevert, Semilly, Saint-Blin, Manoy, Rimaucourt, Andelot, Morteau, Lacrête, Cirey-lès-Mareilles, Blancheville, Chantraines, Mareilles, Briaucourt, Bologne, Lamancine, Vraincourt, Soncourt, Oudincourt, Annéville, Marault, Riaucourt, Condes, Brethenay, Laharmand, Jonchery, Villiers-le-Sec, Buxières-les-Villiers, Montsaon, Bricon, Châteauvillain, Créancey, Latrecey, Blessonville, Sommevoire, Humbécourt, Chamouilley et Roches-sur-Marne. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.550 F | 3.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.600 | |
| | VII. — Montagne-Nord, Vingeanne et haut pays: | | |
| | Groupe unique: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 2.700 | Canton de Châteauvillain, à l'exception des communes de Blessonville, Bricon, Châteauvillain, Créancey, Latrecey, Villars-en-Azois. Canton de Juzennecourt. Canton de Vignory, à l'exception des communes d'Annéville-la-Prairie, Bologne, Lamancine, Marault, Oudincourt, Soncourt, et Vraincourt. Canton de Doulaincourt, à l'exception des communes d'Augeville, Domrémy, Landéville, Maconcourt, Pautaines, Vaux-sur-Saint-Urbain. Canton de Chaumont, à l'exception des communes de Brethenay, Buxières-lès-Villiers, Condes, Jonchery, Laharmand, Montsaon, Riaucourt et Villiers-le-Sec. Canton d'Arc-en-Barrois. Canton de Nogent-en-Bassigny, à l'exception des communes d'Is-en-Bassigny et Marnay. Canton de Prauthoy, à l'exception de la commune de Vaillant. Canton de Longeau, à l'exception des communes d'Aujeurres, Bourg, Brennes, Chalindrey, Flagey, le Pailly, Palaiseul, Perrogney, Pierrefontaines, Villiers-les-Aprey. Communes de Suzannecourt, Fronville, Blécourt, Ambonville, Bouzancourt, Brachay, Charmes-en-l'Angle, Flammérécourt, Leschères-sur-le-Blaiseron, Humberville, Reynel, Montot, Vignes, Signéville, Rocherot, Darmannes, Bourdons, Forcey, Consigny, Ecot-la-Combe, Perrusse, Buxières-lès-Clefmont, Cuves, Mennouveaux, Millières, Longchamp-lès-Millières, Tholès-Millières, Vroncourt, Oziéres, Clinchamp, Romain-sur-Meuse, Illoud, Goncourt, Harréville-les-Chanteurs, Chalvraines, Tronchoy, Grenant, Saulles, Seuchey, Frettes, Tornay, Gilley, Valleroy, Farincourt et Voncourt. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 2.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier) 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| **Marne (Haute-)** (*suite*). | | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | VIII. — Montagne-Sud et Poissons:<br>Groupe unique:<br>1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F. | 1.900 | Canton d'Auberive. Canton de Langres, à l'exception des communes de Balesmes, Champigny-lès-Langres, Chanoy, Chatenay-Macheron, Chatenay-Vaudin, Corlée, Culmont, Humes, Jorquenay, Langres, Peigney, Saint-Maurice et Saint-Vallier. Canton de Poissons. Communes de Vaillant, Aujeurres, Brennes, Bourg, Flagey, Perrogney, Pierrefontaines, Villiers-lès-Aprey, Marnay, Villars-en-Azois, Aillanville, Orquevaux, Morionvilliers, Chambroncourt, Leurville, Busson, Paulaine, Augeville, Landéville, Domrémy, Maconcourt, Vaux-sur-Saint-Urbain, Chevillon, Osne-le-Val, Fontaines-sur-Marne, Sommeville, Thonnance-lès-Joinville et écart de Montiebert (commune de Vesaignes-sous-Lafauche). |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 850 F. | 1.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 1.400 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 95.000 | |
| **Mayenne.** | | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département:<br>1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F. | 7.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.900 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 6.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F et ne dépasse pas 2.900 F. | 5.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 5.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 4.200 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 3.500 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.100 F. | 2.200 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| **Meurthe-et-Moselle.** | | | |
| Généralité des cultures. | I. — Montagne:<br>1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 4.900 | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953).<br>Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la 2e catégorie sont: |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 4.100 | Réduites de 35 p. 100: Saint-Sauveur; de 50 p. 100: Bionville et Petitmont;<br>Majorées de 15 p. 100: Cirey-sur-Vezouze; de 25 p. 100: Badonvilier et Bertrichamps; de 70 p. 100: Deneuvre; de 125 p. 100: Lachapelle. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 3.200 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Meurthe-et-Moselle** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | II. — Plaine-Ouest: | | Cantons de Lunéville-Nord, Bayon, Nancy-Est, Nancy-Sud, Haroué, Nomeny, Saint-Nicolas, et communes d'Autrey, Chaouilley, Clérey, Dommarie-Eulmont, Elreval, Forcelles-Saint-Gorgon, Forcelles-sous-Gugney, Fraisnes-en-Saintois, Frolois, Goviller, Gugney, Hammeville, Houdelmont, Houdreville, Laloeuf, Marthemont, Ognéville, Omelmont, Parey-Saint-Césaire, Pierreville, Praye, Pulligny, Quevilloncourt, Saxon-Sion, Thélod, They, Thorey-Lyautey, Vaudémont, Vézelise, Vitrey, Vroncourt, Xeuilley, Bainville-sur-Madon, Maizières-lès-Toul, Battigny, Courcelles, Dolcourt, Favières, Fécocourt, Gélaucourt, Grimonviller, Pulney, Saulxerotte, Vandeléville, Heillecourt, Houdemont, Jarville, Ludres, Méréville, Messein, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent, Tomblaine, Vandœuvre, Atton, Autreville, Belleville, Bezaumont, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Bouxières-sous-Froidmont, Champey-sur-Moselle, Dieulouard, Jezainville, Landremont, Lesménils, Loisy, Maidières, Millery, Montauville, Morville-sur-Seille, Mousson, Norroy-lès-Pont-à-Mousson, Pagny-sur-Moselle, Pont-à-Mousson, Port-sur-Seille, Sainte-Geneviève, Vandières, Villie-au-Val, Villers-sous-Prény, Vittonville. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.350 F. | 5.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.350 F. | 4.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 850 F. | 3.900 | |
| | | | Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la 2e catégorie sont:<br>Réduites de 15 p. 100: Einville, Bey-sur-Seille et Varangéville; de 25 p. 100: Ludres et Vandœuvre; de 35 p. 100: Méréville et Pont-à-Mousson;<br>Majorées de 15 p. 100: Bratte, Sivry, Champey, Vittonville, Ville-au-Val, Sainte-Geneviève, Landremont, Bezaumont, Amance; de 25 p. 100: Saxon-Sion, Morey; de 40 p. 100: Vaudémont. |
| | III. — Plaine-Est: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.350 F. | 5.200 | Pour les communes énumérées ci-après les limites supérieure et inférieure de la 2e catégorie sont:<br>Réduites de 15 p. 100: Leintrey; de 25 p. 100: Bezange-la-Grande; de 35 p. 100: Jolivet.<br>Majorées de 15 p. 100: Parroy. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.350 F. | 4.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 850 F. | 3.500 | |
| | IV. — Haye: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F. | 3.700 | Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la 2e catégorie sont:<br>Réduites de 15 p. 100: Thiaucourt; de 25 p. 100: Marbache, Arnaville; de 35 p. 100: Maxéville; de 50 p. 100: Aingeray.<br>Majorées de 15 p. 100: Fontenoy-sur-Moselle; de 25 p. 100: Ochey; de 40 p. 100: Sexey-les-Bois. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 3.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 2.400 | |
| | V. — Woëvre: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 4.900 | Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la 2e catégorie sont:<br>Réduites de 25 p. 100: Toul;<br>Majorées de 15 p. 100: Trondes. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 4.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 3.200 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Meurthe-et-Moselle** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | VI. — Côtes de Meuse: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 3.700 | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 3.100 | Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la 2e catégorie sont: Majorées de 25 p. 100: Bruley, Foug; de 40 p. 100: Lucey; de 190 p. 100: Lanenveville-derrière-Foug. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 2.400 | |
| | VII. — Pays-Haut: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 5.200 | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.400 | Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la 2e catégorie sont: Réduites de 15 p. 100: Anoux, Cosnes-et-Romain, Rehon, Mance, Bettainvillers, Mont-Bonvillers, Thil et Tiercelet; de 25 p. 100: Hussigny-Godbrange, Longuyon, Jarny; de 50 p. 100: Villerupt et Longwy; Majorées de 15 p. 100: Landres; de 40 p. 100: Auboué; de 70 p. 100: Homécourt; de 125 p. 100: Joudreville. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 3.500 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 150.000 | |
| | **Meuse.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 6.800 | Pour les communes ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont diminuées de 10 p. 100: Autreville, Baalon, Bar-le-Duc, Beaufort, Billy-les-Mangiennes, Boureuilles, Bréhéville, Brouennes, Buzy, Chauvency-le-Château, Chauvency-saint-Hubert, Condé-en-Barrois, Cousancelles, Dagonville, Damploup, Dommary-Baroncourt, Dun-sur-Meuse, Flassigny, Froidos, Hanlès-Juvigny, Haraumont, Jametz, Juvigny-sur-Loison, Mangiennes, Milly-devant-Dun, Mogeville, Montigny-devant-Sassey, Montmédy, Morgemoulin, Moulins-Saint-Hubert, Naives-en-Blois, Nepvant, Pillon, Pouilly, Quincy-sur-Loison, Remoiville, Rupt-aux-Nonains, Rupt-sur-Othain, Sassey, Savonnières-devant-Bar, Savonnières-en-Perthois, Sivry-sur-Meuse, Spincourt, Stainville, Stenay, Saint-André, Thonnelle, Tilly, Triconville, Vaubécourt. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.750 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 6.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.750 F. | 5.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.900 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.250 F. | 4.300 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 750 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 3.400 | Pour les communes ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont diminuées de 20 p. 100: Auinois-en-Perthois, Azannes, Breux, Brieulles, Ecouviez, Landrecourt, Loison, Louppy-sur-Loison, Souilly, Saint-Laurent, Villotte-devant-Louppy, Vilosnes. |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 500 F et ne dépasse pas 750 F. | 2.300 | Pour les communes ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont diminuées de 30 p. 100: Lion-devant-Dun, Ornes, Romagne-sur-Montfaucon. |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est inférieur ou égal à 500 F. | 1.200 | Pour la commune ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont diminuées de 40 p. 100: Gincrey. |
| | | | Pour la commune ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont diminuées de 50 p. 100: Béthincourt. |
| | | | Pour la commune ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont diminuées de 60 p. 100: Amanty. |
| | | | Pour les communes ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont augmentées de 10 p. 100: Autrecourt, Belleville, Bouligny, Chalaines, Clermont, Commercy, Cousances-aux-Forges, Dieue, Gimécourt, Louppy-le-Château, Mesnil-sur-Côtes, Morlaincourt, Mouilly, Murvaux, Pagny-sur-Meuse, Sauvoye, Sorcy, Vacon, Verdun, Vignot, Villiers-sur-Meuse, Void, Woimbey. |
| | | | Pour les communes ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont augmentées de 20 p. 100: Ancerville, Baudremont, Chonville, Demange-aux-Eaux, Fréméreville, Gironville, Lavallée, Ligny-en-Barrois, Mauvages, Raulecourt, Vaux-devant-Damloup, Villeroy, Willeroncourt. |
| | | | Pour les communes ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont augmentées de 30 p. 100: Badonvilliers, Girauvoisin, Jouy-sous-les-Côtes, Salmagne, Sommedieue, Vaucouleurs. |
| | | | Pour la commune ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont augmentées de 40 p. 100: Ailly. |
| | | | Pour la commune ci-après, les limites supérieure et inférieure des diverses catégories sont augmentées de 90 p. 100: Corniéville. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Morbihan.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région du Nord: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés est supérieur à 1.600 F. | 5.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés est supérieur à 1.350 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 4.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés ne dépasse pas 1.350 F. | 3.800 | |
| | II. — Région du Centre: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés est supérieur à 1.500 F. | 5.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés est supérieur à 1.250 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés ne dépasse pas 1.250 F. | 3.400 | |
| | III. — Région du Sud: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés est supérieur à 1.550 F. | 3.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.550 F. | 2.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare des terres sous labours et des prés ne dépasse pas 1.300 F. | 1.700 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 90.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | 0 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | **Moselle.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.600 F. | 7.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 3.600 F. | 7.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 6.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 6.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 5.900 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 5.400 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 5.000 | |

| NATURE des cultures. | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. |
|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| | | Francs. | |
| | **Moselle** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | Ensemble du département (*suite*) : | | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 4.500 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.100 | |
| | 10e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 3.600 | |
| | 11e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur 600 F et ne dépasse pas 900 F. | 3.200 | |
| | 12e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 2.700 | |
| | **Nièvre.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Morvan : | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.150 F. | 3.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 950 F et ne dépasse pas 1.150 F. | 3.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 750 F et ne dépasse pas 950 F. | 2.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 550 F et ne dépasse pas 750 F. | 1.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 550 F. | 1.200 | |
| | II. — Bourgogne nivernaise et Puisaye : | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.550 F. | 4.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.150 F et ne dépasse pas 1.550 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 950 F et ne dépasse pas 1.150 F. | 2.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 950 F. | 2.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 1.400 | |
| | III. — Zone d'élevage (surplus du département) : | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.850 F. | 4.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.250 F et ne dépasse pas 2.850 F. | 4.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F et ne dépasse pas 2.250 F. | 3.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.550 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 3.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.350 F et ne dépasse pas 1.550 F. | 2.400 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.150 F et ne dépasse pas 1.350 F. | 1.800 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.150 F. | 1.200 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Nièvre** (*suite*). | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 200.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | | Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque région agricole, à la 1re catégorie de la généralité des cultures. |
| Cultures florales.. | Idem..... | 170.000 | |
| Pépinières sylvicoles. | Idem..... | 70.000 | |
| Pépinières fruitières. | Idem. | | |
| | *a*) Pour chacun des deux premiers hectares. | 37.000 | |
| | *b*) Pour chacun des cinq hectares suivants. | 27.000 | |
| | *c*) Par hectare en sus de sept..... | 16.000 | |
| | **Nord.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Thiérache: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.473 F. | 10.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.601 F et ne dépasse pas 6.473 F. | 9.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.729 F et ne dépasse pas 5.601 F. | 8.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.857 F et ne dépasse pas 4.729 F. | 6.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.857 F. | 5.200 | |
| | II. — Hainaut-Wallon: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.328 F. | 10.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.528 F et ne dépasse pas 6.328 F. | 9.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.728 F et ne dépasse pas 5.528 F. | 8.300 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.928 F et ne dépasse pas 4.728 F. | 7.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.928 F. | 5.800 | |
| | III. — Hainaut cambrésien et plaine de la Scarpe: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.720 F. | 12.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.830 F et ne dépasse pas 5.720 F. | 10.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.940 F et ne dépasse pas 4.830 F. | 8.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.050 F et ne dépasse pas 3.940 F. | 6.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.050 F. | 5.100 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Nord** (*suite*). | | |
| **Généralité des cultures** (*suite*). | IV. — Cambrésis: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.750 F. | 11.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.134 F et ne dépasse pas 5.750 F. | 10.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.518 F et ne dépasse pas 5.134 F. | 9.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.902 F et ne dépasse pas 4.518 F. | 7.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.902 F. | 6.600 | |
| | V. — Région de Lille et Pevele: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.025 F. | 13.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.217 F et ne dépasse pas 6.025 F. | 11.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.409 F et ne dépasse pas 5.217 F. | 10.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.601 F et ne dépasse pas 4.409 F. | 8.400 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.601 F. | 6.700 | |
| | VI. — Plaine de la Lys: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.601 F. | 10.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.495 F et ne dépasse pas 5.601 F. | 9.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.389 F et ne dépasse pas 5.495 F. | 9.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.283 F et ne dépasse pas 5.389 F. | 9.500 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 5.283 F. | 9.300 | |
| | VII. — Flandre intérieure: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.082 F. | 13.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.462 F et ne dépasse pas 6.082 F. | 11.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.842 F et ne dépasse pas 5.462 F. | 10.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.222 F et ne dépasse pas 4.842 F. | 9.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 4.222 F. | 7.900 | |
| | VIII. — Flandre maritime: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.870 F. | 16.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.604 F et ne dépasse pas 6.870 F. | 13.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.338 F et ne dépasse pas 5.604 F. | 10.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.072 F et ne dépasse pas 4.338 F. | 8.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.072 F. | 5.300 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Nord** (*suite*). | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 90.000 | |
| Culture des endives. | Idem | 150.000 | Le bénéfice de 150.000 F n'est pas applicable quand la culture a été entreprise pour la première fois en 1953. |
| Cressiculture | Idem | 200.000 | |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem | | 90.000 F pour chacune des deux premières lampes.<br>50.000 F pour chacune des deux lampes suivantes.<br>30.000 F par lampe en sus de quatre. |
| | **Oise.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département:<br>1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.600 F. | 9.700 | Le bénéfice forfaitaire à l'hectare sera augmenté de 4 p. 100 dans chaque catégorie pour les agriculteurs distillant les produits de leur récolte. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.350 F et ne dépasse pas 3.600 F. | 9.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.100 F et ne dépasse pas 3.350 F. | 8.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.850 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 8.500 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 2.850 F. | 8.100 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 7.800 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.950 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 7.400 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 1.950 F. | 7.000 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.450 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 6.600 | |
| | 10e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.450 F. | 5.800 | |
| | 11e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 5.000 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 80.000 | |
| Culture des petits pois. | Idem | | Bénéfices forfaitaires imposables fixés pour la généralité des cultures et majorés de 50 p. 100 pour les producteurs traitant leur récolte dans une conserverie leur appartenant. |
| Culture d'endives. | Idem | 125.000 | |
| Pépinières | Idem | | Bénéfices forfaitaires imposables fixés pour la généralité des cultures et majorés de 75 p. 100. |
| Aviculture | Idem | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Orne.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.000 F. | 7.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F et ne dépasse pas 6.000 F. | 7.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.200 F et ne dépasse pas 5.000 F. | 6.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.600 F et ne dépasse pas 4.200 F. | 6.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.200 F et ne dépasse pas 3.600 F. | 5.600 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.200 F. | 5.100 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 4.400 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 3.800 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 3.200 | |
| | 10e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 2.600 | |
| | 11e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.800 F. | 2.000 | |
| | **Pas-de-Calais.** | | |
| Généralité des cultures. | Région I. — Artois: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.180 F. | 10.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.680 F et ne dépasse pas 4.180 F. | 9.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.680 F. | 7.200 | |
| | Région II. — Ternois, Pays de Montreuil, Boulonnais: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F. | 8.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 7.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.000 F. | 5.700 | |
| | Région III. — Flandre maritime et Béthunois: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F. | 14.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.500 F et ne dépasse pas 5.000 F. | 12.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F et ne dépasse pas 4.500 F. | 9.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 4.000 F. | 8.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Pas-de-Calais** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | Région IV. — Plaine de la Lys: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.230 F. | 14.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.130 F et ne dépasse pas 5.230 F. | 12.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 5.130 F. | 9.600 | |
| | Région V. — Haut-Pays: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F. | 7.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.650 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 6.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.650 F. | 4.800 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 90.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Marais audemarois..... | 30.000 | |
| Culture de l'endive. | Ensemble du département..... | 150.000 | |
| | **Pyrénées (Basses-).** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F. | 6.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 5.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 4.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 4.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 3.400 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 2.800 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 2.200 | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département: | | |
| | *a*) Cultures intensives..... | 140.000 | |
| | *b*) Cultures extensives..... | 80.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 20.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 300 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ELEMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Pyrénées (Hautes-).** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de la plaine de Tarbes: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.600 F. | 5.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.600 F. | 4.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.700 F. | 2.700 | |
| | II. — Régions de la plaine Nord, des côteaux, des vallées pyrénéennes et sous-pyrénéennes: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 4.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.100 | |
| | III. — Région pyrénéenne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F. | 3.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 2.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 1.500 | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 140.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 300 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs, volailles et d'autres produits). |
| | **Pyrénées-Orientales.** | | |
| Généralité des cultures. | III. — Cultures générales pratiquées accessoirement dans la région viticole: | | Partie du département non comprise dans les régions I et II (voir *Journal officiel* du 31 janvier 1951). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 8.000 F. | 8.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 8.000 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.000 F. | 0 | |
| Cultures maraîchères et jardins vergers. | Région I. — Commune de Perpignan: Jardins Saint-Jacques, de la rue Diderot à la Têt jusqu'au chemin de Charlemagne; rive droite du canal du Vivier jusqu'à l'octroi en direction de Saint-Estève, jusqu'à la rivière et la limite de la commune de Bompas. | 120.000 | |
| | Région II. — Surplus de Perpignan, avec délimitation au Nord par la route de Pia à Estagel, en aval par le chemin de Charlemagne. Communes riveraines de la Têt jusqu'à Bouleternère; canton de Perpignan-Est; canton d'Argelès-sur-Mer; communes de Saint-Michel-de-Llottes, Corbère et Corbère-les-Cabanes. | 100.000 | |
| | Région III. — Surplus du département..... | 80.000 | |
| Culture de la salade d'hiver. | Ensemble du département..... | 75.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Pyrénées-Orientales** (*suite*). | | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 55.000 | |
| Cultures fruitières: | Idem, | | |
| Abricotiers: | | | |
| *a*) Vergers isolés. | | 60.000 | |
| *b*) Vignes-vergers. | | 45.000 | |
| Cerisiers: | | | |
| *a*) Vergers.... | | 40.000 | |
| *b*) Arbres disséminés. | | | 900 F par arbre. |
| Pommiers et poiriers: | | | |
| *a*) Vergers et prés-vergers. | | 65.000 | |
| *b*) Prés complantés. | | 20.000 | |
| | **Rhin (Bas-).** | | |
| Généralité des cultures. | Vosges: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 7.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 6.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 4.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 3.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.900 | |
| | Plateau lorrain: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F. | 7.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 5.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 5.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.400 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.300 F. | 3.600 | |
| | Zone sous-vosgienne: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F. | 7.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 6.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 5.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.650 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 4.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.650 F. | 3.900 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — France. | AUTRES ELEMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Rhin (Bas-)** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | Plaine d'Alsace: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.800 F. | 9.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.200 F et ne dépasse pas 3.800 F. | 8.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 3.200 F. | 6.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 4.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations situées dans les communes dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.700 F. | 3.900 | |
| Cultures maraîchères. | I. — Commune de Strasbourg et communes situées dans un rayon de 15 kilomètres autour du centre de Strasbourg. | 125.000 | |
| | II. — Surplus du département..... | 100.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 45.000 | |
| Asperges ..... | Idem..... | 81.600 | |
| | **Rhin (Haut-).** | | |
| Cultures florales.. | Ensemble du département..... | 130.000 | |
| Pépinières ..... | Idem..... | 75.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). |
| | **Rhône.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de grande culture: | | Comprenant la plaine de la Saône et la plaine de Villeurbanne, c'est-à-dire les communes de Belleville, Taponas, Saint-Georges-de-Reneins, Dracé (du canton de Belleville), Arnas, Villefranche (du canton de Villefranche), Ambérieu (du canton d'Anse), Quincieux (du canton de Neuville-sur-Saône), Vénissieux, Bron, Vaulx-en-Velin (du canton de Villeurbanne). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.400 F. | 6.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 3.400 F. | 5.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.000 F. | 4.600 | |
| | II. — Surplus du département: | | I. — Les revenus cadastraux moyens servant de limites aux catégories d'exploitation visées ci-contre seront majorés de 100 p. 100 dans les communes des Ardillats, Beaujeu, Chambost-Allières, Chiroubles, Corcelles, Fleurie, Marchampt, le Perréon, Quincié, Régnié, Saint-Etienne-la-Varenne, Saint-Jean-d'Ardières, Saint-Lager, Saint-Vérand, Ternant, Vaux-en-Beaujolais, Vaux-Renard et Villié-Morgon. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F. | 4.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 3.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.300 F. | 2.300 | II. — Les revenus cadastraux moyens servant de limites aux catégories d'exploitation visées ci-contre seront majorés de 15 p. 100 dans les communes non revisées dont le revenu cadastral moyen des terres de polyculture sera supérieur à 2.250 F. |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 110.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | | Application du bénéfice forfaitaire imposable afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| Cultures fruitières. | Idem..... | 14.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 600 F par ruche à cadres.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Saône (Haute-)** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de la Montagne vosgienne: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 650 F et ne dépasse pas 1.250 F. | 3.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 650 F. | 2.500 | |
| | II. — Région sous-vosgienne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 5.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 3.500 | |
| | III. — Région des vallées et des plateaux: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 6.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 5.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 4.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie des cultures générales. |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie des cultures générales. |
| | **Belfort (Territoire de).** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de la Montagne vosgienne: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.350 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.350 F. | 3.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.500 | |
| | II. — Région sous-vosgienne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.350 F. | 5.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.350 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 3.500 | |
| | III. — Région des plateaux: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.550 F. | 6.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.550 F. | 5.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 4.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie des cultures générales. |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie des cultures générales. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Saône-et-Loire.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Vignoble (1) : | | (1) Les trois premiers hectares sont comptés pour moitié de leur superficie. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 2.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 1.900 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1 400 F. | 1.300 | |
| | II. — Chalonnais et Bresse chalonnaise : | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F. | 5.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 5.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 4.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 3.700 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 3.100 | |
| | III. — Bresse louhannaise : | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 5.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 4.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.600 F. | 3.700 | |
| | IV. — Autunois-Morvan : | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F. | 3.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 3.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 2.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 2.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 1.800 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 1.200 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Saône-et-Loire** (*suite.*) | | |
| **Généralité des cultures** (*suite*). | V. — Charollais-Bourbonnais-Clunysois: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.700 F. | 6.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F et ne dépasse pas 4.700 F. | 5.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 4.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 4.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 3.700 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 3.100 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 2.800 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 2.600 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 1.800 | |
| | 10e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 1.200 | |
| **Cultures maraîchères:** | Ensemble du département. | | |
| 1° Exploitations comportant au moins 20 p. 100 de la superficie totale aménagée avec des châssis. | | 145.000 | |
| 2° Exploitations comportant moins de 20 pour 100 de la superficie totale aménagée avec des châssis. | | 110.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | | Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| 1° Avec châssis et arrosage mécanique. | | 170.000 | |
| 2° Autres exploitations. | | 110.000 | |
| | **Sarthe.** | | |
| **Cultures maraîchères:** | Ensemble du département. | | |
| *a*) Maraîchers primeuristes ayant dispositif d'arrosage et disposant de châssis et de cloches. | | 150.000 | |
| *b*) Autres exploitations. | | 100.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Sarthe** (*suite*). | | |
| Cultures fruitières: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Pommiers haute tige (variété dite « Reinette du Mans »). | | | 600 F par pommier en production. Les exploitations comprenant plus de dix pommiers de la variété dite « reinette du Mans » sont seules taxées spécialement. |
| *b*) Vergers de pommiers ou de poiriers. | | 55.000 | |
| Cultures florales.. | Idem ..... | 180.000 | |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres jeunes produits). |
| | **Savoie.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| | **Savoie (Haute-).** | | |
| Généralité des cultures. | Ire région. — Bas et moyen pays, exploitations dont l'altitude moyenne est inférieure à 900 mètres: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F. | 6.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1 250 F sans dépasser 2.500 F. | 5.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.250 F. | 4.600 | |
| | IIe région. — Exploitations de montagne à l'altitude moyenne de 900 mètres et au-dessus: | | En ce qui concerne les pâturages ou alpages situés à plus de 1.100 mètres d'altitude, le bénéfice forfaitaire sera calculé séparément en appliquant à la surface exploitée un tarif uniforme de 1.300 F à l'hectare. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 6.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 750 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 750 F. | 2.700 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| | **Seine.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département. | | |
| Généralité des exploitations. | Catégorie unique..... | 8.300 | |
| Cultures maraîchères: | Ensemble du département..... | | Dans chaque catégorie, le bénéfice est applicable à la superficie totale (terrains cultivés, allées, auges, fosses, fumières, hangars et autres dépendances d'exploitation). |
| | La surface vitrée avec cloches et châssis est, pendant la période de culture forcée, par rapport à la superficie totale de l'exploitation: | | |
| | *a*) Comprise entre 5 et 15 p. 100..... | 130.000 | |
| | *b*) Comprise entre 16 et 40 p. 100..... | 190.000 | |
| | *c*) Supérieure à 40 p. 100..... | 240.000 | |
| Cultures légumières de plein champ: | Commune de Gennevilliers et sections C, $B_p$ et $F_p$ de la commune de Villeneuve-la-Garenne. | | |
| *a*) Terrains d'épandage: | Pour chacun des deux premiers hectares.... | 60.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants.... | 50.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 40.000 | |
| *b*) Autres terrains. | Surplus du département..... | 30.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Seine** (*suite*). | | |
| Cultures florales: | Ensemble du département. | | |
| *a*) De plein air. | | | 4.000 F pour chacun des 20 premiers ares.<br>2.400 F pour chacun des ares suivants. |
| *b*) Sur terrains spécialement aménagés. | La surface vitrée (châssis et serres) est, par rapport à la superficie totale de l'exploitation florale: | | |
| | 1° Comprise entre 5 et 20 p. 100..... | | 5.000 F pour chacun des 20 premiers ares.<br>4.000 F pour chacun des ares suivants. |
| | 2° Comprise entre 21 et 40 p. 100..... | | 7.500 F pour chacun des 20 premiers ares.<br>5.900 F pour chacun des ares suivants. |
| | 3° Comprise entre 41 et 60 p. 100..... | | 8.500 F par are. |
| | 4° Supérieure à 60 p. 100..... | | 12.000 F par are. |
| | | | Dans chaque catégorie de culture florale, le bénéfice est applicable à la superficie totale (terrain à l'air libre, châssis, serres, allées et bâtiments d'exploitation). |
| Champignonnières en galeries souterraines: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Exploitations à puits: | | | 110.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (y compris l'exploitant).<br>55.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>28.000 F pour chacun des autres ouvriers. |
| *b*) Exploitations à bouche: | | | 130.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (y compris l'exploitant).<br>65.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>32.000 F pour chacun des autres ouvriers. |
| | **Seine-Inférieure.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région dite « Pays de Caux »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Inférieure de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F. | 11.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F et ne dépasse pas 5.000 F. | 10.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 8.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 6.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.000 F. | 5.100 | |
| | II. — Région dite « Pays de Bray-I »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Inférieure de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952, mais canton de Forges-les-Eaux seulement. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.700 F. | 9.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.600 F et ne dépasse pas 5.700 F. | 7.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F et ne dépasse pas 4.600 F. | 6.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 5.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.400 F. | 4.000 | |
| | III. — Région dite « Entre Caux et Vexin »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Inférieure de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F. | 10.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F et ne dépasse pas 5.000 F. | 8.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 7.300 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 5.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.000 F. | 4.400 | |

| NATURE des cultures. | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. |
|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| | | France. | |
| | **Seine-Inférieure** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | IV. — Région dite « Petit Caux »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Inférieure de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.600 F. | 8.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.600 F. | 7.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 6.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 5.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 3.700 | |
| | V. — Région dite « Pays de Bray-II »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Inférieure de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952, mais à l'exception du canton de Forges-les-Eaux. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.400 F. | 8.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F et ne dépasse pas 4.400 F. | 7.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 6.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 5.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.700 F. | 3.700 | |
| | VI. — Région dite « Entre Bray et Picardie »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Inférieure de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.700 F. | 7.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.700 F. | 6.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 5.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 4.500 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 3.400 | |
| | VII. — Région dite « Vallée de la Seine »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Inférieure de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.200 F. | 7.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 4.200 F. | 6.500 | |
| | 3e catégorie — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 5.400 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 4.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.500 F. | 3.200 | |
| Cultures maraîchères: | Ensemble du département..... | | |
| *a*) Avec faible proportion de châssis. | | 150.000 | |
| *b*) Sans récoltes sous châssis. | | 120.000 | |
| Cressiculture ..... | Idem..... | 175.000 | Le bénéfice de 175.000 F n'est applicable qu'à la superficie des fossés ou bassins. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier) Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Seine-et-Marne.** | | |
| Généralité des cultures. | Zone Nord. — 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.875 F. | 11.100 | Pour l'ensemble du département, le bénéfice forfaitaire à l'hectare est majoré de 10 p. 100 pour les agriculteurs distillant les produits de leurs propres récoltes. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.675 F et ne dépasse pas 2.875 F. | 10.300 | Cantons de Dammartin-en-Goële, Claye-Souilly et communes de Barcy, Chambry, Crégy-les-Meaux, Chauconin, Neufmoutiers-les-Meaux, Penchard, Varreddes, May-en-Multien, Lizy-sur-Ourcq, Plessis-Placy, Trocy, Vincy-Manœuvre, Etrepilly, Puisieux, Marcilly, Douy-la-Ramée. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.475 F et ne dépasse pas 2.675 F. | 9.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.275 F et ne dépasse pas 2.475 F. | 8.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.075 F et ne dépasse pas 2.275 F. | 8.000 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.875 F et ne dépasse pas 2.075 F. | 7.200 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.875 F. | 6.400 | |
| | Zone Sud. — 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F. | 8.200 | Communes situées au Sud de la Seine plus les communes de Boissise-la-Bertrande, Boissettes, Livry-sur-Seine, canton du Châtelet-en-Brie, à l'exception des communes de Sivry-Courtry, Moisenay, Blandy-les-Tours, canton de Donnemarie-en-Montois, partie située au Nord de la Seine des cantons de Montereau et Bray-sur-Seine. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 7.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 6.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 6.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 5.700 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 5.000 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.400 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.800 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.100 F. | 3.200 | |
| | Zone Centre. — 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.100 F. | 11.900 | Surplus du département. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.900 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 11.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 2.900 F. | 10.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 9.400 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 8.500 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 7.700 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 6.800 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépase pas 1.900 F. | 6.000 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 5.100 | |
| | 10e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.300 | |
| | 11e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.300 F. | 3.400 | |
| Cultures fruitières de plein vent. | **Ensemble du département.....** | 30.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier) 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Seine-et-Oise.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département:<br>Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare: | | Le bénéfice forfaitaire à l'hectare sera augmenté de 10 p. 100, dans chaque catégorie, pour les agriculteurs distillant les produits de leur récolte. |
| | 1re catégorie: est supérieur à 3.000 F..... | 10.800 | |
| | 2e catégorie: est supérieur à 2500 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 9.500 | |
| | 3e catégorie: est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 8.300 | |
| | 4e catégorie: est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 7.600 | |
| | 5e catégorie: ne dépasse pas 1.500 F..... | 5.800 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département: | | Dans chaque catégorie, le bénéfice est applicable à la superficie totale (terrains cultivés, allées, auges, fosses, fumières et autres dépendances de l'exploitation). |
| | 1° Superficie des terrains sous verres (cloches, châssis) comprise entre 5 et 15 p. 100 de la superficie totale de l'exploitation. | 130.000 | |
| | 2° Superficie des terrains sous verres comprise entre 16 et 40 p. 100 de la superficie totale de l'exploitation. | 190.000 | |
| | 3° Superficie des terrains sous verres supérieure à 40 p. 100 de la superficie totale de l'exploitation. | 240.000 | |
| Cultures légumières de plein champ: | Ensemble du département. | | |
| Cultures irriguées (champs d'épandage). | Pour chacun des deux premiers hectares..... | 60.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants..... | 50.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 40.000 | |
| Cultures disposant de moyens d'arrosage permanents. | 1° Commune de Croissy-sur-Seine..... | 220.000 | |
| | 2° Autres communes..... | 110.000 | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| Champignonnières en galeries souterraines: | Ensemble du département. | | |
| 1° Exploitations à bouche. | | | 130.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers, y compris l'exploitant;<br>65.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants;<br>32.000 F pour chaque ouvrier en sus de quatre. |
| 2° Exploitations à puits. | | | 110.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers, y compris l'exploitant;<br>55.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants;<br>28.000 F pour chaque ouvrier en sus de quatre.<br>Pour les exploitations comportant à la fois des galeries à bouche et des galeries à puits, il sera fait application d'un tarif intermédiaire déterminé en proportion des nombres respectifs de toises cultivées dans chaque espèce de galeries. |
| | **Somme.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Santerre et Vermandois: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.700 F. | 9.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 3.700 F. | 8.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 7.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.700 F. | 5.900 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Somme** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | II. — Plateau picard ou amiénois: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.900 F. | 6.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 2.900 F. | 5.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 5.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 4.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.700 F. | 3.400 | |
| | III. — Ponthieu et Marquenterre: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F. | 6.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.100 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 5.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 5.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.700 F. | 3.400 | |
| | IV. — Vimeu et Bas-Champs: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.100 F. | 7.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 4.100 F. | 6.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 5.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.800 F. | 4.200 | |
| Cultures maraîchères. | 1° Vallée de la Somme: | | |
| | *a*) Communes d'Amiens, Camon, Dreuil, Longueau, Pont-de-Metz et Rivery. | 110.000 | |
| | *b*) Communes d'Abbeville, Cambron, Mareuil-Caubert. | 90.000 | |
| | *c*) Communes de Bray-sur-Somme, Corbie, Doingt-Flamicourt, Éppeville, Ham, Péronne, Sailly-Laurette, Sainte-Radegonde et Saint-Sulpice. | 70.000 | |
| | 2° Surplus du département..... | 70.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | | Bénéfices forfaitaires imposables fixés pour la généralité des cultures et majorés de 10.000 F pour les producteurs traitant leur récolte dans une conserverie leur appartenant. |
| | **Tarn.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région viticole. | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.880 F. | 4.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 972 F et ne dépasse pas 1.880 F. | 3.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 972 F. | 1.800 | |
| | II. — Région des plateaux: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.427 F. | 3.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 738 F et ne dépasse pas 1.427 F. | 2.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 738 F. | 1.600 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Tarn** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Région de Penne-Vaour: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.253 F. | 2.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.253 F. | 1.700 | |
| | IV. — Région du Vaurais et du Castrais: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.013 F. | 4.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.041 F et ne dépasse pas 2.013 F. | 3.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.041 F. | 2.200 | |
| | V. — Région des monts de Lacaune: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 776 F. | 2.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 401 F et ne dépasse pas 776 F. | 2.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 401 F. | 1.200 | |
| | VI. — Région de la Montagne Noire: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 710 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 366 F et ne dépasse pas 710 F. | 2.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 366 F. | 1.600 | |
| | VII. — Vallée du Thoré: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.549 F. | 4.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 801 F et ne dépasse pas 1.549 F. | 3.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 801 F. | 2.200 | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 120.000 | |
| | **Tarn-et-Garonne.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Plaines, vallées et terrasses: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 30 juillet 1950). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 6.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 5.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.500 F. | 3.000 | |
| | II. — Lomagne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.450 F. | 5.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.450 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.500 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant forestier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Tarn-et-Garonne** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Quercy: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 30 juillet 1950). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.450 F. | 4.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.450 F. | 3.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.200 | |
| | IV. — Coteaux de Monclar: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.750 F. | 4.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.750 F. | 3.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.100 F. | 2.200 | |
| | V. — Causse, Rouergue: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F. | 2.600 | |
| | 2e catégorie — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 2.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 850 F. | 1.200 | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 150.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem..... | 45.000 | |
| Pépinières fruitières. | Idem..... | 62.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | **Var** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région du Haut-Var: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 3.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 2.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 1.400 | |
| | II. — Région du Centre-Var et du Littoral: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F. | 4.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 2.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.250 F. | 1.900 | |
| Elevage des ovins. | Ensemble du département..... | | 800 F par brebis adulte. Ce bénéfice n'est applicable qu'après un abattement de 20 bêtes. |
| Cultures maraîchères. | I. — Région de Toulon et d'Hyères..... | 110.000 | Communes de Toulon, la Valette, la Seyne, Ollioules, Six-Fours, Hyères, la Crau, la Garde, le Pradet, Carqueiranne. |
| | II. — Surplus du département..... | 75.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 36.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| **Var** (*suite*). | | | |
| Cultures fruitières générales. | I. — Région de Fréjus..... | 55.000 | Communes de Fréjus, Puget-sur-Argens et Roquebrune-sur-Argens.<br>Pour les plantations de pêchers dans les vignes, le bénéfice de 55.000 F est appliqué à la superficie des plantations ramenée à un hectare pour 500 pêchers. |
| | II. — Région de Solliès-Pont..... | 0 | Communes de Solliès-Pont, Solliès-Ville, Solliès-Toucas et la Farlède. |
| | III. — Surplus du département..... | 35.000 | Le bénéfice de 35.000 F à l'hectare n'est pas applicable lorsque l'exploitation compte moins de 250 arbres. |
| Cultures florales:<br>1° Fleurs coupées:<br>*a*) Sous châssis. | | 225.000 | |
| *b*) Sous paillassons couvrant le 1/8 de la superficie cultivée en fleurs. | | 185.000 | |
| *c*) En plein air. | | 125.000 | |
| 2° Mimosa..... | | 90.000 | |
| Pépinières:<br>*a*) D'arbres fruitiers. | Idem. | 100.000 | |
| *b*) D'ornementation. | | 300.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 750 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| **Vaucluse.** | | | |
| Généralité des cultures. | Ire région. — Plaines et vallées: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations sur terres profondes, fertiles et bien irriguées. | 8.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations sur terres assez profondes, de productivité moyenne. | 5.350 | |
| | 3e catégorie. — Autres exploitations..... | 3.200 | |
| | IIe région. — Collines: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations sur terres assez profondes, naturellement fraîches ou partiellement irriguées. | 4.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations sur terres assez fraîches, de productivité moyenne. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Autres exploitations..... | 2.300 | |
| | IIIe région. — Montagne: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations sur terres assez profondes des vallons et des plateaux. | 4.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations sur terrains secs de productivité moyenne. | 3.000 | |
| | 3e catégorie. — Autres exploitations..... | 1.800 | |
| Cultures maraîchères et primeurs:<br>*a*) Intensives (trois récoltes par an). | Ensemble du département. | 110.000 | |
| *b*) Autres cultures. | | 75.000 | |
| Cultures légumières et graines de semences. | I. — 1re région agricole..... | 40.000 | |
| | II. — Surplus du département..... | 23.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Vaucluse** (*suite*). | | |
| Cultures fruitières: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Fraisières.... | | 55.000 | |
| *b*) Autres fruits. | 1re catégorie..... | 50.000 | |
| | 2e catégorie..... | 35.000 | |
| Cultures florales; | Ensemble du département. | | |
| Lavande ..... | | 4.500 | |
| Lavandin ..... | | 2.500 | |
| Pépinières fruitières. | Idem ..... | 100.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 750 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | **Vendée.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région du Bocage: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F. | 6.300 | Les bénéfices forfaitaires indiqués ci-contre seront réduits de 20 p. 100 dans les commune de la Chapelle-Achard, Coëx, le Fenouiller, la Garnache, le Girouard, Givrand, Grosbreuil, Ile-d'Olonne, Nieul-le-Dolent, Saint-Gilles-sur-Vie, Saint-Julien-des-Landes, Saint-Etienne-du-Bois, Saint-Mathurin, Saint-Révérend et Vairé. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 5.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 4.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 3.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.600 F. | 2.700 | |
| | II. — Région de la Plaine: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.570 F. | 7.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.350 F et ne dépasse pas 2.570 F. | 7.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.090 F et ne dépasse pas 2.350 F. | 6.300 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.840 F et ne dépasse pas 2.090 F. | 5.500 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.840 F. | 4.800 | |
| | III. — Région du Marais breton: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.290 F. | 7.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.010 F et ne dépasse pas 3.290 F. | 6.400 | |
| | 3e catégorie — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.680 F et ne dépasse pas 3.010 F. | 5.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.350 F et ne dépasse pas 2.680 F. | 5.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.350 F. | 4.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BENEFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Vendée** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | IV. — Région du Marais desséché: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.440 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.060 F et ne dépasse par 3.440 F. | 4.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.670 F et ne dépasse pas 3.060 F. | 3.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.290 F et ne dépasse pas 2.670 F. | 3.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.290 F. | 2.600 | |
| | V — Région du Marais mouillé: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.590 F. | 6.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.330 F et ne dépasse pas 3.590 F. | 6.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.060 F et ne dépasse pas 3.330 F. | 5.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.790 F et ne dépasse pas 3.060 F. | 5.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.790 F. | 4.800 | |
| Cultures maraîchères. | Régions de la Plaine et de Luçon: | 120.000 | |
| | Région de la Plaine: même définition que pour la polyculture. | | |
| | Région de Luçon (communes de Luçon, Champagné-les-Marais, Chasnais, Grues, les Magnils-Régniers, Moreilles, Puyravault, Saint-Denis-du-Payré, Triaize). | | |
| | Surplus du département..... | 90.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Région des Sables-d'Olonne (communes de Château-d'Olonne, Olonne-sur-Mer et des Sables-d'Olonne). | 60.000 | |
| | Région de Noirmoutier (communes de Noirmoutier, l'Epine, Barbâtre et la Guérinière). | 53.000 | |
| | Région de la Tranche-sur-Mer et Longeville. | 59.000 | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 800 F. par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Vienne (Haute-).** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Haut-Limousin: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 4.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 3.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 850 F. | 2.600 | |
| | II. — Basse-Marche: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F. | 3.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 650 F et ne dépasse pas 1.400 F. | 2.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 650 F. | 2.200 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 — Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|

**Vienne (Haute-)** (*suite*).

| | | | |
|---|---|---|---|
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Régions montagneuses: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F. | 2.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 500 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 1.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 500 F. | 1.400 | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 110.000 | |

**Yonne.**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Généralité des cultures. | I. — Basse-Yonne: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare dépasse 1.800 F. | 7.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 6.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 5.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 3.900 | |
| | II. — Vallées et zones avoisinantes: | | Idem, |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare dépasse 1.500 F. | 5.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 3.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 850 F. | 2.700 | |
| | III. — Champagne sénonaise: | | Idem, |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare dépasse 1.200 F. | 5.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 4.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 4.000 | |
| | IV. — Puisaye: | | Idem, |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare dépasse 1.200 F. | 3.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 2.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 2.200 | |
| | V. — Gâtinais: | | Idem, |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare dépasse 1.450 F. | 5.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 950 F et ne dépasse pas 1.450 F. | 4.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 950 F. | 3.600 | |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 France. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR POUR LE CALCUL des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Yonne** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | VI. — Pays d'Othe: | | Délimitation de l'année précédente maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare dépasse 950 F. | 4.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 650 F et ne dépasse pas 950 F. | 3.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 650 F. | 2.600 | |
| | VII. — Terre plaine et zone de transition. | | Idem. |
| | Catégorie exceptionnelle. — Exploitations de plus de 60 hectares dont le revenu cadastral moyen à l'hectare dépasse 2.500 F. | 6.800 | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 5.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 4.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 3.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 2.700 | |
| | VIII. — Plateaux de Bourgogne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare dépasse 1.200 F. | 5.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 3.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 2.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.300 | |
| | IX — Morvan: | | Idem. |
| | Catégorie exceptionnelle. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F. | 4.500 | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 3.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 2.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.200 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 120.000 | |
| Cultures florales.. | Idem..... | 150.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | | Application du bénéfice forfaitaire imposable afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem..... | | 700 F par tonne de fumier traité. |
| Pisciculture ..... | Idem..... | | Application du bénéfice forfaitaire imposable afférent, pour chaque région agricole, à la catégorie moyenne de la généralité des cultures. |

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.